



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

Les Plans relatifs à la construction d'un port à Bastia viennent de parvenir de Paris, après avoir subi, ainsi que nous l'avons annoncé dans le temps, l'examen d'une commission spéciale nommée par M. le ministre des travaux publics. Ces plans, après avoir reçu quelques légères modifications, doivent être soumis à une enquête publique à Bastia. Espérons que le résultat de cette enquête sera tel que le gouvernement pourra saisir, au commencement de la prochaine session, ainsi qu'il en a le désir, les Chambres d'un projet de loi qui règle définitivement ce qui concerne l'établissement d'un véritable port à Bastia. Notre ville a ainsi, dans ses mains, son avenir; c'est à elle à concéder ses vrais intérêts et à faire tout ce qu'elle doit pour mettre le gouvernement à même d'agir avec promptitude et efficacité.

Le projet de loi sur l'instruction secondaire, voté par la Chambre des Pairs.

Lorsque, il y a quelques mois, le ministre de l'instruction publique, présenté à la Chambre des Pairs un projet de loi sur l'instruction secondaire, nous écrivions pour les raisons que nous indiquions alors, devoir en faire connaître les principales dispositions, et donner une rapide analyse de l'exposé des motifs qui en était comme le préambule. Les mêmes raisons nous déterminent aujourd'hui à rendre compte de la discussion de ce projet à la Chambre des Pairs, et des modifications les plus importantes qu'il a éprouvées.

Cette discussion a été longue, vive, solennelle; elle a duré vingt-sept jours; les plus hautes questions de politique et de morale ont été agitées et approfondies. Les plus grands et les plus ardents orateurs de la Chambre ont pris presque chaque jour la parole. Citons, avec le nom du ministre de l'instruction publique, qui, grâce à son talent toujours le même, à sa modération et à la sagesse de ses vues, a eu dans ces débats l'avantage de ramener la Chambre à son sentiment sur presque toutes les questions, citons les noms de MM. Guizot, Cousin, Portalis, de Montalembert, Passy, Montalivet, de Barante, Séguier, Martin du Nord, et aussi l'éloquent rapporteur de la commission, M. de Broglie. Ce n'est qu'après sept jours de discussion générale que la Chambre a passé à la discussion des articles.

L'article 1^{er} est peut-être celui de tous qui a donné lieu aux débats les plus vifs. Dans le 1^{er} paragraphe de cet article, sont tout simplement énumérés les objets d'études que comprend l'instruction secondaire; mais dans cette énumération se rencontrait la philosophie. Personne n'ignore à quelles violentes attaques, depuis quel temps, cette science est en butte. Or, tout ce qui avait pu se dire au dehors, dans la presse, aujourd'hui comme dans mille pamphlets, s'est reproduit en entier au palais du Luxembourg, avec une nouvelle énergie. Parmi les ennemis de la philosophie, les uns marchant droit à leur

but, en demandant purement et simplement la suppression dans les collèges. Les autres, moins impitoyables, n'allaient pas jusqu'à vouloir sa mort; ils se contentaient d'une mutilation. Laissons vivre l'Anglais, semblaient-ils dire, mais que ses filles soient coupées; qu'il ne puisse plus élever dans les hautes régions! Et, pendant que quelques orateurs attaquaient ou défendaient la philosophie avec une passion telle, qu'elle a donné lieu à des personnalités si peu ordinaires au palais du Luxembourg, quelle était l'attitude de la Chambre? Elle restait froide et indécise! Pendant cinq jours, le sort de la philosophie a été en suspens à la Chambre des Pairs. Il a fallu, pour la sauver, que M. Cousin présentât à MM. les Pairs un programme complet de l'enseignement philosophique des collèges; il a fallu que M. Villemain leur remit sous les yeux la liste des auteurs irréprochables dont la lecture est conseillée soit aux élèves, soit aux maîtres; il a fallu qu'il leur fit toucher au doigt cette vérité, que si le siècle était revenu, le fait est incontestable, à des idées religieuses et catholiques, c'est à cette philosophie tant attaquée, tant calomniée, mais en réalité, toute spiritualiste, qu'il faut donner ce beau, cet heureux résultat. Il se passa quelque chose d'extraordinaire, et qui ne se passe plus, en ces temps, c'était du corps enseignant que sortait, en quelque sorte, la réforme salutaire de la philosophie. Ailleurs, elle se perdait dans des théories justement accusées de matérialisme. Dans les écoles de l'Université, au contraire, dès le premier jour de cet enseignement libre et nouveau commença une réaction salutaire. La doctrine qu'on avait accusée de réduire l'intelligence de l'homme à la sensation, était épurée, transformée par le plus ingénieux commentateur de Comenius. Et en même temps, s'élevait une voix puissante, une voix qui s'est fait admirer dans la vie publique comme dans les écoles, celle de M. Royer-Collard, rattachant aux principes de liberté les plus nobles sentiments de spiritualisme et de dignité morale. Les hommes qui ont été ses disciples n'ont pas abandonné ses doctrines; et c'est sous les auspices des plus illustres de nos contemporains, comme sous l'invocation des plus grands noms de la science, qu'est demeuré placé cet enseignement philosophique de nos écoles.

Le second paragraphe du même article a été adopté, mais non sans une bien vive et bien éloquente opposition; il porte que la matière et la forme des examens du baccalauréat-ès-lettres seront déterminées par un règlement nouveau arrêté en conseil royal de l'instruction publique, et que ledit règlement sera soumis à l'approbation du roi.

De fait, le conseil royal n'y perd rien. Ses arrêtés n'étaient point souverains pour devenir exécutés, il leur fallait la sanction du ministre. Rien là-dessus n'est changé. Selon nous il y a gagné. Le conseil royal, en effet, comme le remarque un membre de ce même conseil, ne peut que s'honorer de voir ses travaux couverts de la signature royale.

L'article 3, article additionnel, proposé par la commission, eût porté la perturbation dans les collèges, s'il eût été adopté avec sa rédaction primitive. Il ne se serait agi de rien moins que d'accorder aux pères de famille la faculté d'introduire dans ces établissements, pour y donner l'instruction religieuse à leurs enfants, qui bon leur eût semblé, prêtres catholiques ou ministres protestants. Dès lors, plus d'unité de direction dans l'enseignement religieux; à la place d'un aumônier désigné par l'évêque, muni de pouvoirs spéciaux, et responsable de l'instruction religieuse des élèves, une foule d'aumôniers privés, agissant sans délégation spéciale, et soustraits, par le choix des parents, à tout contrôle de l'administration; la discipline et l'ordre rendus impossibles; des germes d'anarchie et de discord déposé, par l'introduction de ces étrangers, dans les maisons d'éducation, et finalement la ruine plus ou moins prochaine de ces établissements. Heureusement l'instruction publique, agissant de son chef, a suffi pour que la commission la reconnût, et que par sa nouvelle rédaction qui a été adoptée, elle confie l'instruction religieuse non à plusieurs, mais à un seul aumônier ou à tout autre ecclésiastique, non choisi par les pères de famille, mais librement autorisé par l'administration. Ce même article porte que l'instruction religieuse sera donnée séparément dans les établissements publics et particuliers; aux élèves qui appartiennent à des communions différentes. Cette prescription est fort ancienne; on la trouve répétée cent fois dans les règlements universitaires, et depuis quarante ans, elle est mise en pratique dans les collèges royaux et communaux, de sorte que la chambre des pairs n'a pas pu vouloir établir quelque chose de nouveau. Mais, comme le remarque M. Villemain, il a paru qu'au moment où les établissements particuliers devaient passer sous un régime de liberté, la loi pouvait reproduire, avec sa haute autorité, une prescription si juste. L'instruction morale et religieuse, a-t-il ajouté, a donc ici une signification précise. Ce n'est pas une exhortation générale et indéterminée au sentiment religieux, c'est l'obligation d'un enseignement régulier, donné par les ministres de la religion et qui fasse partie de l'éducation tout entière.

Les articles suivants règlent les conditions à remplir pour la formation d'établissements particuliers d'instruction secondaire. Nous énumérons les principales.

Tout individu qui désire former un établissement de ce genre doit avant tout être Français et avoir trente ans révolus; il doit en outre déposer dans les mains du recteur de l'Académie, où il se propose de s'établir, les pièces suivantes:

1° un certificat de moralité délivré par un comité

Bordeaux, capit. Combes, est arrivé aujourd'hui à deux heures d'Alger, d'où il est parti le 16.

Au départ de ce paquebot, on venait de recevoir à Alger des nouvelles du gouverneur-général datées du 10.

D'après ces nouvelles, le maréchal Bugeaud qui s'était mis en route pour la frontière du Maroc, s'était vu forcé de ralentir sa marche par suite de chaleurs intolérables qui avaient frappé plusieurs soldats d'atteintes cérébrales.

Le maréchal-gouverneur espérait toutefois être arrivé au camp Lamoricière le 13. Les nouvelles qu'il avait reçues de ce lieutenant-général annonçaient que le camp des Marocains grossissait de jour en jour et qu'il paraissait bien difficile d'éviter de nouvelles hostilités.

Ces nouvelles ont été reçues par voie de terre et communiquées officiellement par le général de Bar, commandant la division d'Alger en l'absence du maréchal Bugeaud.

Il paraît que des mauvais temps ont régné sur la côte d'Afrique; un bâtiment à vapeur expédié pour Oran avait été obligé de rentrer dans le port d'Alger, et le steamer qui portait la correspondance d'Oran à Alger, était en retard au départ de la Ville de Bordeaux.

— Les travaux du pont de Beucaire sont enfin poussés avec activité, le tablier est sur le point d'être entièrement terminé et l'on assure qu'à dater de dimanche le passage sera praticable pour les piétons.

Huit jours après la circulation sera entièrement rétablie.

— La chambre après une lutte assez vive s'est décidée pour les compagnies financières à l'exclusion des compagnies fermières. Quant à l'exploitation des chemins de fer par l'Etat, personne n'en a voulu excepté M. Crémieux; le principe a été appliqué au chemin de fer d'Orléans à Bordeaux; il est probable que la décision prise servira de règle pour les chemins de fer qui restent à voter. Quoique le chemin fût nombreux et animé au moment du vote sur l'amendement de M. Muret de Bord, les passions politiques n'ont en rien influé sur la détermination de l'assemblée, car beaucoup de conservateurs ont voté contre l'opinion des ministres et un grand nombre de membres de la gauche se sont associés à la pensée du gouvernement.

— Le paquebot Louis-Philippe, entré au Havre, apporte des nouvelles directes de New-York, jusqu'à la date du 25 mai. Les avis reçus en Angle-

terre, par l'Ohio, arrivés avant-hier à Liverpool, s'arrêtent au 24 du même mois.

Pendant les quelques jours qui séparent les dates des derniers arrivages, les événements ne sont pas restés stationnaires, et la question de l'annexion du Texas, continuait à préoccuper l'attention de l'Union.

L'incident du jour est le manifeste, si impatiemment attendu du général Jackson. L'ex-président a publié trois lettres sur ce sujet, qu'il a examiné sous le triple rapport politique, militaire et commercial, et il conclut formellement en faveur de l'annexion du Texas.

L'opinion du général Jackson a fait une vive impression dans le pays, où son nom est toujours populaire, et elle doit avoir une influence d'autant plus décisive, que dans cette circonstance il s'est ouvertement séparé de son ami Van-Buren qui, comme on sait, est hostile à l'annexion.

L'état d'effervescence dans lequel ces péripéties diverses jettent les esprits, empêche de former aucune conjecture sur le résultat. On peut s'attendre, d'un moment à l'autre, à une résolution extrême, qui pourrait changer toutes les conditions de la question et lui donner une solution imprévue.

LE CONSTITUTIONNEL

DONT LE PRIX EST RÉDUIT A 48 FR.

Pour les départements, commence la publication du **JUIF-ERRANT**, par EUGÈNE SUE, le 25 juin 1844.

Toutes les personnes qui ne voudraient faire courir leur abonnement que du 1^{er} JUILLET 1844 recevront en supplément tous les chapitres du **JUIF-ERRANT**, qui auront paru en juin.

On s'abonne à Paris au bureau du journal, rue Montmartre, 121, et au bureau de toutes les messageries. (6948.)

LITTÉRATURE DE FABRANT FRÈRES.

MANUALE PRATICO

PER LA STIMA DEI FONDI RUSTICI

DELL'INGEGNERE DOTTOR PIETRO NEGRI

Un volume in-8° 7 fr.

OEUVRES JUDICIAIRES

DU PRÉSIDENT HENRIEN DE PENSEY

Annotées par une société de Jurisconsults et de Magistrats, avec une notice biographique par M. Rozet avocat.

1 vol. grand in-8° à 2 colonnes 15 fr.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

TOULON 30 juin, brick goél. Conception de 60 tx, c. Ersi, diver.

MARSEILLE 20 id. brick goél. Antoinette de 51 tx, c. Laporta, diver.

DE LA PLAGE 21 id. tartane V° des Carmes de 42 tx, c. Liparelli, charbon.

DE LA PLAGE 21 id. brick goél. St-Antoine de 48 tx, c. Marinetti, bois.

FAVONA 21 id. bouf Assomption de 25 tx, c. Petit, planches.

LIVOURNE 21 id. bateau J° Cléante de 21 tx, c. Sanguinetti, blé.

LIVOURNE 22 id. bat. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.

PORTOVECCHIO 23 id. brick goél. Deux Amis de 63 tx, c. Alfonsi, bois.

LIVOURNE 24 id. brick goél. Assomption de 54 tx, c. Belgodere, blé.

LIVOURNE 24 id. mistick Conception de 30 tx, c. Bonelli, blé.

LIVOURNE 26 id. bat. à vap. Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

ST-FLORENT 26 id. goélette de l'Éta Étoile, c. Jogan.

MARSEILLE 26 id. paquebot Ajaccio de 120 ch. c. Prudent, dépêches.

DÉPARTS.

LIVOURNE 20 id. brick goél. Phénix de 65 tx, c. Guasco, lest.

PORTOVECCHIO 20 id. brick goél. Constance de 38 tx, c. Osé, lest.

LIVOURNE 20 id. brick goél. Assomption de 60 tx, c. Gentile, lest.

MARSEILLE 21 id. paquebot Ajaccio de 120 ch. c. Prudent, dépêches.

LIVOURNE 21 id. goélette St-Joseph de 38 tx, c. Mécotin, lest.

LIVOURNE 22 id. bat. à vap. Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

AJACCIO 24 id. bat. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.

SOLEZARA 25 id. mistick Pipi de 29 tx, c. Guaitella, lest.

BONIFACIO 26 id. gond. St-Pierre de 5 tx, c. Bonelli, vin.

ST-PELEGRINO 26 id. bateau J° Cléante de 21 tx, c. Sanguinetti, lest.

LIVOURNE 26 id. bat. à vap. Pozzodiborgo de 28 tx, c. Sisco, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANT.

spécial, composé du président du tribunal civil, du procureur du roi, d'un curé désigné par l'évêque ou d'un ministre désigné par l'autorité consistoriale, suivant sa communion, d'un membre du conseil général du département et d'un membre du conseil d'arrondissement; 2° le diplôme de bachelier-ès-lettres, s'il prétend au titre de maître de pension; les deux diplômes de bachelier-ès-lettres et de bachelier-ès-sciences-mathématiques, ou seulement le diplôme de licencié-ès-lettres, s'il prétend au titre de chef d'institution; 3° un brevet de capacité, délivré par le ministre de l'instruction publique sur la déclaration d'un jury, ainsi composé: le recteur de l'académie, deux membres de la cour royale, ou, à leur défaut, le président et le procureur du roi près le tribunal civil de l'arrondissement; le maire de la ville, un prêtre catholique ou un ministre protestant; un chef d'institution choisi par le ministre de l'instruction publique et trois membres, choisis par le ministre parmi les professeurs et les agrégés des facultés, les membres du conseil académique et autres citoyens notables; 4° l'affirmation par écrit et signée de lui de n'appartenir à aucune des congrégations religieuses non autorisées par les lois. Cette disposition est évidemment dirigée contre les Jésuites. La chambre avait tellement à cœur d'éloigner cette société de l'enseignement, qu'elle a exigé la déclaration que nous venons de mentionner, non seulement des chefs d'établissements, mais encore de tous les maîtres qu'ils pourraient employer. Ces garanties et quelques autres moins importantes une fois fournies par le candidat, il est libre d'ouvrir un établissement d'instruction secondaire, et il reste maître chez lui, puisque l'obligation imposée aux chefs d'institutions et maîtres de pension d'envoyer leurs élèves aux cours des collèges royaux et communaux est supprimée. Pour ce qui est de relations d'admission aux épreuves dudit examen restent les mêmes que par le passé; la production du certificat de deux années d'études de rhétorique et de philosophie faites dans des établissements d'instruction secondaire, reconnus par la loi, est maintenue; elle n'est plus exigée cependant du candidat qui a atteint l'âge de vingt-cinq ans révolus. Mais un changement important est celui-ci: après un délai de trois ans, les commissions d'examen au baccalauréat-ès-lettres seront supprimées et les facultés des lettres procéderont seules à cet examen.

Nous n'entrerons dans aucun détail sur cette partie de la loi qui règle les pénalités. Nous dirons seulement que toute poursuite contre les délinquants n'a lieu que devant les tribunaux, et qu'il est à regretter, selon les expressions du ministre, que pour des faits de régime scolaire, pour des faits qui ne motivent qu'un avertissement ou une réprimande, toute juridiction académique ou d'un conseil de discipline quelconque pourrait ramener à l'ordre le délinquant. La sentence publique d'un tribunal le ruinera. A force de vouloir être impartiale, la chambre a été, sur ce point, vraiment cruelle.

Arrivons aux articles 17 et 18, relatifs aux petits séminaires, et devenons les articles 31 et 32 de la commission. Le ministre ayant adhéré aux modifications apportées par la commission au projet du gouvernement, c'est sur les articles de la commission que s'est engagée la discussion. Comme il était facile de le prévoir, elle a été des plus vives. De part et d'autre, on a dit les choses les plus raisonnables et les plus fortes pour et contre les privilèges concédés au clergé. Mais nul n'est parvenu à changer les opinions de ses adversaires, et si, finalement, la chambre s'est décidée pour un parti, cela a été moins par conviction

que par esprit de conciliation, et, peut-être aussi, par impossibilité de sortir autrement d'embarras. Le ministre de l'instruction publique avait, en effet, exposé avec une netteté remarquable, tous les modes qui se présentaient ou qui avaient été précédemment essayés, pour résoudre cette grave question. Mais tous offraient les plus grandes difficultés. Alors, chacun sentait bien que ce qu'il allait voter n'était pas parfait, qu'il y avait à faire quelque chose de mieux; mais nul ne trouvant ce mieux, et cette réflexion se présentant du reste naturellement, que parmi les concessions faites au clergé, les unes n'étaient que temporaires, les autres auraient pour résultat d'élever dans les petits séminaires le niveau de l'enseignement, chacun s'est décidé à accepter tout fait ce que proposait le ministre et la commission, et les boules blanches en faveur de cette partie du projet, moitié retenues, moitié abandonnées, sont enfin tombées comme d'elles-mêmes, dans l'urne parlementaire. D'après ce vote, les élèves des écoles secondaires ecclésiastiques seront admissibles aux épreuves du baccalauréat-ès-lettres, et pourront obtenir le diplôme ordinaire, s'ils produisent un certificat constatant, qu'ils ont suivi pendant deux ans, dans lesdites écoles, les cours de rhétorique et de philosophie, et que ces cours étaient professés par des maîtres gradués. Cette dernière condition ne sera exigée que cinq ans après la promulgation de la loi. Ces articles seront-ils adoptés par la chambre des députés? C'est la question que tout le monde se fait et les réponses sont contradictoires. A notre sens, le vote des législateurs du Palais Bourbon sera déterminé par la conduite du clergé d'ici à l'époque de la discussion du projet de loi. Si la majorité du clergé se montre satisfaite des avantages qui lui sont faits, avantages réels et considérables, il peut se faire qu'à l'exemple des pairs, les députés s'assoient, heureux de trouver l'occasion de montrer à l'Europe, par un acte solennel et significatif, que la France dont ils sont les représentants, pour être constitutionnelle, n'est pas moins chrétienne et catholique, et que, tout ce qui peut contribuer à la propagation, à la stabilité, au triomphe de la religion, ils sont, pourvu que les lois soient respectées, tout disposés à l'accorder. Au contraire, si les hostilités continuent, comme par le passé, il est probable que la chambre des députés rejettera purement et simplement les deux articles en question, et, alors les petits séminaires retomberont sous l'empire de la législation fixée par les ordonnances de juin 1828.

Le reste du projet de loi, relatif aux établissements publics d'instruction secondaire a été adopté en entier et presque sans changements. L'article 19 du projet ministériel devenu l'article 34 de la commission portait que le nombre des collèges royaux serait successivement augmenté jusqu'à concurrence d'un collège royal par département. A ces derniers mots, la chambre a substitué les suivants: selon les besoins des localités. Cette simple modification réveillera bien des rivalités! L'article 35 détermine les règles des concours des villes à la formation de nouveaux collèges royaux; toute ville, dont le collège communal sera, sur sa demande, érigé en collège royal, devra faire les dépenses de construction et d'appropriation nécessaires à l'enseignement, assurer la réparation et l'entretien des bâtiments, et fonder dans l'établissement, avec ou sans l'appui du département, un certain nombre de bourses. Les articles suivants concernent les collèges communaux. Dans ceux du premier ordre, les professeurs devront être pourvus des mêmes grades que les professeurs des collèges royaux. Une disposition spéciale fixe un minimum de traitement pour les fonctionnaires

des collèges communaux. Ce minimum est de 2800 francs pour les professeurs de 1^{re} classe et de 1200 fr. pour les autres. Une autre disposition impose aux villes qui veulent établir ou conserver un collège communal, entre autres obligations, celle de garantir, pour cinq ans au moins, le traitement des fonctionnaires.

Telle est en résumé la loi votée par la chambre des pairs, et que le ministre de l'instruction publique a déjà présentée à la chambre des députés. Citons, en terminant, quelques lignes du nouvel exposé des motifs lus par M. Villemain devant cette dernière chambre, et dans lesquels le ministre résume admirablement l'état de la question, le but de la loi, les vœux et les espérances du gouvernement et du pays.

« Une grande institution, dit-il, une institution toute française, est en cause aujourd'hui sans être en péril; c'est celle qui fondée, il y a quarante ans, par une pensée de génie et de prudence releva l'enseignement sous toutes ses formes, et prit place avec le concordat et le code civil parmi les créations durables de l'empire. Ce que l'Université a fait se retrouve dans l'esprit même du siècle, dans les institutions qui garantissent cet esprit et dans les lois qui en ont reçu l'empreinte. Le degré même d'élevation où elle a porté l'instruction publique favorise la liberté qu'on réclame pour l'enseignement privé. En organisant cette liberté, vous voudrez entendre et affirmer ce que la liberté seule n'aurait pas suffi pour créer, et vous encouragerez, à la fois, les écoles de l'Etat et la libre concurrence des écoles particulières. »

Le *Progressif* emporte tout de bon contre nous — et l'on sait que quand il se fâche, il est assez piquant de raison et très riche en revanche d'ignorance — parce que nous avons dit que M. Honoré Leca n'était son candidat aux élections qui ont eu lieu dernièrement à Calvi, pour le conseil général du département. Nous avouons ingénument que nous ne comprenons rien à cette colère si singulière, et qu'il nous était permis de croire que M. Leca était véritablement le candidat du *Progressif*, alors que ce journal attaquait d'une façon si inconvenante son concurrent et qu'il écrivait, dans un numéro de janvier dernier, que M. Leca était le candidat de l'opposition; ajoutant que le triomphe de ce dernier lui paraissait assuré. Il nous semble que quand on s'exprime en pareils termes, il devait nous être permis de dire que M. Honoré Leca était bien le candidat du *Progressif*. Si nous nous sommes trompés, ce que nous sommes loin de croire, c'est à lui et non à nous que le *Progressif* doit s'en prendre: il fera bien de garder ainsi sa mauvaise humeur pour son usage personnel. Ce serait d'autant plus naturel que cette élection qui, quoiqu'en dise le *Progressif*, lui avait causé une si grande joie, que ce triomphe assuré, devons nous dire, pour employer les propres expressions de notre adversaire, si faible soit-il d'ailleurs, est terriblement compromis, si, comme on le disait ici ces jours derniers, les opérations électorales du 23 mai ont été annulées par le conseil de préfecture.

Nous terminerons ces quelques mots en publiant la lettre suivante, qui nous dispense de nouvelles réflexions:

A Monsieur le Rédacteur de l'Insulaire.

Monsieur le Rédacteur,

Veuillez, je vous prie, accueillir dans vos colonnes ces quelques lignes de réponse à la lettre de M. Bartoli. Je ne me préoccuperais pas d'une inconvenance de ton que vous avez suffisamment relevée; ne répondant aux attaques inconvenantes que par le silence et le dédain, je veux seule-

ment, ici, dire un mot sur le mérite des déclarations ultérieurement obtenues.

Et d'abord sur celle du sieur Vincent Castelli. Il suffirait, sans doute, pour déterminer la juste valeur de cette deuxième lettre, de rapprocher sa rédaction de celle de la première, écrite cinq minutes après les élections; mais encore telle qu'elle est, cette rétractation tardive, que signifie-t-elle autre chose que le regret de céder à l'obsession la plus fatigante et la plus apitoyée? Que conclut-elle contre la lettre du 23 mai, si simple et si énergique? L'on sait, au reste, de quelles hauteurs on est descendu et de quelles suites on s'est dit menaçant pour arracher ce démenti à un vieil ami dont on a su toucher le cœur, mais cet ami, nous le savons, honnête homme avant tout, et nous avons la ferme confiance qu'au jour de l'enquête, si elle est ordonnée, il ne se parjurera pas. — Maintenant que dire de la déclaration collective? Les qualifications qu'y prennent quelques uns des signataires ne nous en indiquent-elles pas surabondamment le sens quant à ceux-là? Et pour ceux-là mêmes comme pour les autres, cette déclaration, à la supposer plus précise, détruirait-elle le passé? fera-t-elle oublier, par exemple, que M. l'adjoint Mastagli, dans l'église même, au moment où le résultat du scrutin était proclamé, a levé la main et s'est crié: Je jure devant le Christ que j'ai entendu donner mon suffrage à Bartoli et à lui seul; que M. Gaudin, beau-frère de M. Bartoli, a spontanément protesté dans le même sens, au même endroit et au même moment, et qu'enfin les quatre autres se sont prononcés de la même manière, immédiatement et publiquement? Toutes ces circonstances comptent de nombreux témoins à leur appui, et nous doutons fort que personne veuille, si le jour de l'enquête arrive, se soustraire à un faux serment. Nous livrons ces simples considérations au bon sens du lecteur, et nous n'ajoutons plus qu'une réflexion générale: nous demandons si ce n'est pas une singulière circonstance aussi que de voir M. le maire, qui accuse M. Castelli d'ingratitude envers l'administration, consentir à écrire pour M. Leca plusieurs suffrages, la plupart sous sa dépendance, et donner à ce dernier le sien propre? Franchement, lequel des deux candidats doit de la reconnaissance à l'administration?

Et si tant de présomptions, avec le témoignage écrit et indestructible du sieur Vincent Castelli et de son beau-frère, sont insuffisants à la conviction publique, vienne l'enquête; nous y comptons; et si M. le Maire ne la redoute pas, qu'il se joigne à nous pour l'obtenir; s'il est calomnié, qu'il implore ce moyen éclatant de justification. Nous sommes sans haine, et nous serions heureux de voir M. Bartoli sortir innocent et pur d'une semblable épreuve.

Je dois dire, en finissant, que M. le juge Castelli est toujours demeuré, comme cela convenait à son caractère, complètement étranger à tout ce qui s'est publié au sujet des élections; et, à ce même sujet, ce sont, ici, nous le déclarons, nos dernières lignes: nous ne voulons pas aller plus loin.

Agrées, etc.
J. DE CASTELLI, avocat.
Calvi, le 30 juin 1844.

MONUMENT PAOLI.

La Commission de Bastia s'est définitivement organisée et se compose de MM. le Comte de Rivarola, Président. — Jacques Gregori, Trésorier. — Lusinchi, Caré. — Guasco, Curé. — Chiesa, Substitut. — Casella, Avocat. — X. de Casabianca aîné, Avocat. — J. B. de Caraffa, Avocat. — A. H. Lota. — J. B. de Marengo. — Ph. Fabrizio. — Montero, Avocat, Secrétaire.

« Da la séance du 27 juin elle a décidé que des listes de souscriptions seraient ouvertes chez M. Gregori, banquier, à la marine et chez les deux notaires MM. Guasco (Vincent), et Guasco (Antoine-Joseph). »

Nous ne doutons nullement de l'empressement de nos concitoyens à concourir à une œuvre aussi nationale, et il nous suffira de leur avoir annoncé l'ouverture des listes, pour qu'ils s'empressent d'y apposer leurs signatures.

On pourra se présenter chez MM. les dépositaires des listes tous les jours le dimanche excepté, depuis onze heures du matin jusqu'à quatre heures du soir.

Déjà le Comité de Bastia avait organisé des Commissions dans tous les cantons de l'arrondissement; plusieurs d'entre elles ont déjà répondu à son appel. Dans notre prochain N° nous publierons les deux listes qui nous sont parvenues les premières.

Mardi dernier un soldat de la garnison se baignait, vers une heure, dans la mer, non loin de la Tour des Jésuites, sur la route de Pietranera. Ne sachant pas nager, à ce qu'il paraît, il s'avance imprudemment quoique à peu de distance du rivage et perdit bientôt pied; il fit de vains efforts pour échapper au péril, au de ses camarades, qui se baignait avec lui, et qui ne savait pas non plus nager, ne put qu'appeler au secours, sans pouvoir être entendu assurément. Les soins les plus attentifs ont été envoyés prodigués au malheureux soldat, par M. le chirurgien-major du régiment accouru sur les lieux. Il a été impossible de le rappeler à la vie. Ce déplorable événement qui ne peut être attribué qu'à l'imprudence, devrait faire comprendre aux soldats de la garnison ce qu'il y a de sage et paternel dans la consigne qui leur défend de se baigner isolément, hors de la surveillance de leurs chefs et de la compagnie de leurs camarades qui pourraient leurs venir en aide.

Par ordonnance du roi en date du 20 juin 1844, sont nommés:

Procureur du roi près le tribunal de première instance de Sartene (Corse) M. Comte, Substitut près le même siège, en remplacement de M. Romany appelé à d'autres fonctions.

Substitut du procureur du roi près le tribunal de première instance de Sartene (Corse), M. Lasserre (Henri), avocat, en remplacement de M. Comie appelé à d'autres fonctions.

Juge au tribunal de première instance de Sartene (Corse), M. Fabrizi (Eidèle), avocat attaché au parquet de M. le procureur-général près la Cour royale de Bastia, en remplacement de M. Ernouf, nommé juge au siège d'Eragnon, et depuis décédé.

Suppléant du juge de paix du premier arrondissement de Bastia (Corse), M. Angeli (Jules), propriétaire, en remplacement de M. Savy décédé.

Les assises du 3^e trimestre de 1844 s'ouvriront à Bastia le 19 août prochain, sous la présidence de M. Poli, assisté de MM. les conseillers Jachoux de St-Denis et Biadelli.

— On lit dans le *Nouveliste* de Marseille: Les chaleurs caniculaires ont développé en ville de nombreuses indispositions, qui sans avoir, Dieu merci, la gravité d'une épidémie cholérique, se manifestent avec tous les symptômes de cette terrible maladie: vomissements, diarrhées, crampes et frissons, rien n'y manque.

Hâtons-nous de dire que ces symptômes disparaissent devant une médication prompte et énergique et qu'ils ne sauraient offrir de danger

que pour ces individus, rebelles à tout remède, qui laissent empirer le mal à force d'incurie, d'imprudence même.

Que les imaginations exaltées se rassurent donc. On signale, il est vrai, depuis quelques jours, beaucoup de cholériques, mais disséminés dans toutes les classes de notre population, et c'est pour cela surtout, qu'il n'y a point de choléra; car on a remarqué que plus les maladies se répandent, plus elles perdent de leur intensité.

— Le feuilleton de la *Démocratie Pacifique* a commencé jeudi 27 juin la publication des *FRÈRES CORSES*, par M. ALEXANDRE DUMAS. Les personnes qui voudront un abonnement à partir du 1^{er} juillet recevront le journal à partir du 27 juin.

La *Démocratie* donnera ensuite *CAROLINE EN SICILE*, par M. CHARLES DIDIER, et les *RÉPROUVÉS ET LES ÉLUS*, par M. EMI. LE SOUVRESTE.

Nouvelles Diverses.

On lit dans la *Gazette des Tribunaux*:

« Les journaux ont parlé de tentatives légitimistes faites auprès de sapeurs du génie de la chef-lieu d'Isly par deux individus qui cherchaient à les enlever. Par suite des renseignements fournis par ces militaires, plusieurs arrestations ont eu lieu. Voici la liste exacte des personnes mises sous la main de la justice:

• Le sieur Jean-Louis Toutain, âgé de 58 ans, ex-domestique du roi Charles X.

• Le sieur Chauchard-Dumaret, âgé de 63 ans, employé dans un journal de sciences économiques.

• Le sieur de Béchère de Lespinois, âgé de 40 ans, ancien sous-préfet sous la Restauration.

• Le sieur Jean-Jacques Wattelier, âgé de 40 ans; charbon.

• Enfin le sieur Cherbonnier de la Manerie, âgé de 60 ans, ex-capitaine au 4^e régiment de la garde royale, condamné politique de 1832.

— M. le maréchal Soult a publié un ordre du jour à l'armée, à l'occasion des tentatives d'embouchage de la part du parti légitimiste, par lequel il rappelle au corps les principes de la discipline militaire, et les obligations de fidélité qu'ils ont prêtées au roi.

— Il paraît que la commission chargée d'examiner du projet de loi sur l'enseignement secondaire, dont M. Thiers est rapporteur, se propose d'introduire des changements importants dans le projet de la chambre des pairs. On assure qu'elle a décidé à la presque unanimité de proposer la suppression de l'impôt, dit rétribution universitaire. Elle ne partage les vues de l'autre chambre ni sur les brevets de capacité, ni sur la juridiction donnée aux tribunaux de première instance en matière universitaire, ni le régime des Petits-Séminaires.

Comme on le voit, la discussion toute entière, à la chambre des pairs, serait à recommencer.

— Le rapport du budget a été distribué à la chambre; c'est un volume in-4^e de 400 pages. Le rapport évalue les dépenses du service ordinaire à un milliard 276 millions 106,791 francs. Le total des réductions proposées par la commission s'élève à 3 millions 790,768 francs, elles portent sur les divers services des ministères. La commission évalue l'ensemble des découverts, déduction faite des réserves réalisées des amortissements de 1843 et 1844, à 178 millions 562,447 francs.

La commission n'a pas cherché à résoudre le problème difficile de la part que doivent avoir dans les forces navales la marine à voile et celle

CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JEUDIS.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PREX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Contenant 20 fr.
Pour l'étranger... 24
PREX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaire 30 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées en France.

à vapeur, mais elle constate que la somme de sept millions consacrée depuis 1839 aux constructions des bâtiments à vapeur suffit aux nécessités du présent et à certaines éventualités de l'avenir.

Au moyen des allocations annuelles qui sont consacrées à ce service, notre marine à vapeur sera au grand complet en 1845.

— On lit dans le *Toulonnais* du 25 juin : La frégate à vapeur la *Bella-Poule*, commandée par M. Arnoux, capitaine de vaisseau, a quitté notre rade, hier 25 juin, pour aller rejoindre la division de S. A. R. le prince de Joinville. Elle a embarqué un assez grand nombre de sacs à terre, dont le génie pourrait avoir besoin, et des objets de campement.

La corvette à vapeur le *Gassendi*, commandée par M. Massin, capitaine de corvette, est aussi partie le même jour pour la même destination.

Le bâtiment à vapeur le *Rubis*, commandé par M. de Sédige, lieutenant de vaisseau, a pris le large aujourd'hui 26; ce steamer qui fait aussi partie de la division du prince, transporte une grande quantité de fusées à la congrève.

Les vaisseaux le *Muraccio* et le *Nephele* sont leurs recharges et leurs vivres de campagne; on pense que ces deux vaisseaux feront partie de la division du prince qu'ils ne tarderont pas à rallier.

— On écrit de la frontière de Frioul : Le duc de Bordeaux a communiqué à toute l'Europe la notification de la mort du duc d'Angoulême. A cette notification se rattache une nouvelle protestation du duc contre l'ordre de succession illégal. Le duc ajoute que, bien éloigné de faire une démarche qui puisse compromettre la paix régnante, il a l'intention de tout abandonner aux circonstances et à l'avenir. Le duc se fait appeler Monseigneur et non Majesté.

Le duc d'Angoulême a légué dans son testament l'usufruit de ses biens à sa veuve, mais la propriété des deux tiers au duc de Bordeaux et un tiers à mademoiselle de Berry.

— Une ordonnance du roi, en date du 27 de ce mois, a fixé au 22 juillet prochain la réunion des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session.

— La commission chargée d'examiner la proposition de M. de Saint-Priest, relative à la réforme postale, a pris, à la majorité de cinq voix contre quatre, des conclusions conformes à celles de la proposition.

— On lit dans le *Journal du Havre* du 27 : Ce matin, à l'arrivée du paquebot de Southampton, le bruit s'est répandu qu'une dépêche télégraphique, parvenue à Portsmouth au moment du départ du bateau, annonçait la mort du roi de Hanovre, duc de Cambridge et pair d'Angleterre.

— Cette nouvelle ne paraît pas fondée au *Moniteur parisien*. Ce qui a pu donner lieu à ce bruit, c'est la nouvelle du suicide d'un courrier du roi de Hanovre qui s'est coupé la gorge à bord d'un bateau à vapeur.

— La chambre des pairs a voté la loi relative à la falsification des vins. Sur 101 votants, il y a eu 54 boules blanches et 47 boules noires. Une minorité aussi considérable a causé une assez vive surprise dans une circonstance où l'on ne pensait pas que le projet ministériel dût rencontrer des répugnances nombreuses.

— Peu de sessions ont été fastes au personnel de la représentation nationale comme la session de 1844. La liste mortuaire où nous trouvons MM. Saubert, Labourdoussaye, Lafitte, Briquerville, Cuny, Maurice, Lalande, etc., est augmentée aujourd'hui de M. Mermilland, député du Havre et avocat à la cour royale de Paris.

— Des lettres du Port-au-Prince, venues par l'*Avon* et qui nous sont communiquées, nous in-

sentent l'état de St-Domingue, des renseignements plus rassurants que ceux donnés par les journaux anglais, voici la substance de ces lettres en date du 25 mai :

• La ville était tranquille, les esprits se rassuraient et l'on commençait à prendre confiance dans le gouvernement du général Guerrier et du ministre.

• Hérard a fait sa soumission.

• On était persuadé que les troubles sur les autres points de l'île seraient bientôt apaisés. Les blancs n'étaient nullement inquiétés au Port-au-Prince.

• Les navires français débarquaient leurs marchandises, et les affaires commerciales, quoiqu'elles se ressentent de la secousse causée par les événements politiques, avaient repris leurs cours.

— Il est question en Italie, d'établir un vaste système de chemins de fer qui couvrirait toute la péninsule; 1^o du port de Brindes, le chemin de fer longerait le littoral et irait vers l'Apenin, pour le franchir dans un des points les plus bas, il se dirigerait ensuite vers Naples, en passant par Caserta, Capoue, Terracine et Marais Pontins; 2^o de Naples il irait à Rome en passant par Caserta, Capoue, Terracine et Marais Pontins; 3^o de Rome le chemin de fer parcourrait les vallées du Tibre et de l'Aeno arriverait à Florence; 4^o de Florence, il passerait à proximité de Prato et de Pistoia, franchirait l'Apenin dans un point peu élevé et de là irait par la vallée du Reno rejoindre Bologne. Le port de Livourne serait en communication continuant la section déjà en activité de Livourne à Pise, par Lucques, Pescia et Pistoia; 5^o de Bologne le chemin de fer se dirigerait sur Milan en passant par Modène, Parme et Plaisance; 6^o de Milan à Venise il se dirigerait dans la direction fixe pour le chemin de fer de Ferdinand; 7^o de Milan, il se dirigerait à Gênes profitant de la section déjà en activité de Milan à Monza; 8^o de Gênes à Milan par Alexandrie; 9^o de Gênes à Turin par Alexandrie; 10^o d'Ancone à Bologne par Rimini, Forlì et Faenza.

— Les sciences et les lettres viennent de faire deux grandes pertes.

M. Geoffroy St-Hilaire, qui était presque maintenant, en France, le seul héritier direct de la science du célèbre Cuvier, vient de mourir après une douloureuse maladie.

Campbell, le poète anglais, qui avait de la célébrité en Angleterre vient également de mourir à Boulogne. Il était auteur d'un poème qui a eu beaucoup de succès : *Les plaisirs de l'Espérance*.

— Le *Mercurio Aptésien* fait dans les termes suivants le récit d'un infanticide suivi de circonstances horribles : Delphine Cheirias, veuve Gaillard, âgée de 40 ans, cultivatrice, habitant le hameau des Cordiers, dépendant de la commune de St-Saturnin-les-Apt, accoucha le mercredi 12 d'un enfant qu'elle fit disparaître, sans que les recherches faites dans le but de les découvrir eussent le moindre résultat. Arrêtée le 17 par la gendarmerie, la veuve Gaillard a fini par avouer au gendarme Laurent, qu'après avoir caché sa grossesse autant qu'elle l'avait pu, elle avait donné le jour à un enfant, et qu'elle l'avait dépecé en morceaux avec un couteau qui lui a servi après pour son repas, et qu'elle en avait jeté les morceaux dans un champ de blé, où en effet, on les a découverts, au quartier St-Pierre, et à 400 mètres du hameau des Cordiers. Cette misérable, qui est en ce moment dans les prisons d'Apt, a de son mari deux enfants, un de 18 ans, généralement estimé, et une petite fille. Ce n'est point la misère qui l'a poussée à cet acte d'épouvantable sang-froid, car on a trouvé chez elle 350 fr. du linge et des provisions de ménage.



Le Bateau à vapeur le *Golo* de la Compagnie Valéry Frères partira pour Marseille le 9 courant à 8 heures du matin, ou il arrivera le 10; le 14 à 8 heures du matin il repartira de Marseille pour être rendu à Bastia le 15. Le nolis est fixé à 20 francs.

SIROP ANTI-NERVEUX.

L'expérience a prouvé son efficacité dans les convalescences trahissantes, la langueur, le dégoût, la débilité organique, les Gastralgies, Gastrites aiguës et chroniques. Chez les pharmaciens dépositaires de remèdes spéciaux et directement chez Larose pharmacien à Paris, rue Neuve des petits champs, N° 26. (6964.)

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

AJACCIO, 27 juin, bat. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.
TOULON, 27 id. bk Général Sebastiani de 119 tx, c. Valzi, en lest.

LIVOURNE, 29 id. bat. à vap. Pozzodiborgo de 28 tx, c. Sisco, passagers.
St PELLEGRINO, 29 id. bateau J^e Cléante de 21 tx, c. Sanguinetti, planches.

SOLENZARA, 30 id. mistick Pipi de 29 tx, c. Guaitella, fer. En relâche.

LIVOURNE, 30 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Thiers, blé.

DE LA PLAGE, 1^{er} courant, mistick Misericorde de 44 tx, c. Vedria, bois de construction.
DE LA PLAGE, 2 id. mistick St-Vincent-Ferreri de 30 tx, c. Battistini, bois. En relâche.

PORTOVECCHIO, 2 id. bk-gte Constance de 38 tx, c. Osé, charbon. En relâche.

LIVOURNE, 3 id. bat. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, chevaux.

CAGNANO, 3 id. gondole St-Pierre de 8 tx, c. Dominici, vin.

MARSEILLE, 3 id. paquebot-poste Dante de 160 chevaux, c. N. dépêches et passagers.

DÉPARTS.

PORTOVECCHIO, 26 juin, tartane François-Etienne de 55 tx, c. Marinetti, en lest.

MARSEILLE, 27 id. bk Migliacciaro de 125 tx, c. Guaitella, fonte.

MARSEILLE, 27 id. bk-gte Deux-Amis, de 65 tx, c. Affonst, fonte.

DE LA PLAGE, 27 id. bombardier J^e Cléante de 70 tx, c. Bocognano, en lest.

MARSEILLE, 28 id. paquebot-poste Ajaccio, de 120 chevaux, c. Prudent, dépêches et passagers.

RIO, 28 id. bk Général Sebastiani de 119 tx, c. Valzi, en lest.

LIVOURNE, 29 id. bat. Assomption de 25 tx, c. Petit, en lest.

LIVOURNE, 30 id. bat. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.

FAVONA, 30 id. bk-gte Assomption, de 54 tx, c. Belgodere, en lest.

LIVOURNE, 1^{er} courant, bat. à vap. Sebastiani, de 31 tx, c. Valzi, passagers.

LIVOURNE, 3 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Sisco, passagers.

LIVOURNE, 3 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Thiers, en lest.

Le Gérant N. TARTAGLIA.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

Bastia.

Un article inséré dans un des derniers numéros du *Moniteur* a excité à la chambre des députés un orage assez violent et des débats très vifs. Cet article était relatif à la nécessité et à la convenance d'accorder des dotations aux membres de la famille royale. Si nous dégageons la question des passions politiques qui l'entourent, des préoccupations assez étroites d'ambition ministérielles qui la rapetissent, il serait facile de l'apprécier dans ses conditions véritables et de voir jusqu'à quel point les réclamations, que l'article du *Moniteur* établit et justifie, sont fondées et ont des chances d'obtenir satisfaction. Mais comme il est à peu près impossible d'isoler cet article des préjugés enracinés qui le sera impuissant à éclairer; comme des décisions importantes ont déjà été prises à cet égard et qu'on peut regarder la question comme définitivement jugée, il ne nous reste plus qu'à dire quelques mots sur l'opportunité de la publication du *Moniteur*.

Mais tout d'abord commençons par rappeler que tout le monde, au moins tous ceux qui admettent franchement, sans arrière pensée, la révolution de Juillet et la monarchie qu'elle a fondée, sont d'accord sur le principe; à savoir qu'en cas d'insuffisance du domaine privé l'État doit des dotations aux membres de la famille royale. Ce sont là les principes de l'ancienne monarchie adoptés par la révolution de Juillet et consacrés spécialement par des dispositions précises de différentes lois rendues depuis 1830. Ainsi, sur le principe en lui-même pas de dissentiment possible : le désaccord commence dès qu'il s'agit de réaliser la théorie posée et c'est ici que la discussion, de quelque manière qu'elle soit entamée, ne peut être que dangereuse et préjudiciable. Il y a du danger en France à appeler souvent les esprits sur ces discussions de chiffres et d'argent et de donner ainsi des armes spéciales aux ennemis de la monarchie de 1830, qu'ils dirigeront avec une opiniâtreté inflexible contre elle. Il y a là une et inépuisable matière à d'odieuses et misérables accusations qui, la plupart du temps, produisent d'autant plus d'effet sur l'esprit de la foule qui s'irrite et se passionne plutôt qu'elle ne raisonne et ne discute, que ces accusations sont accueillies avec empressement. On suppose des passions, des désirs, des avidités qu'on exagère; et quand on a ainsi fané l'opinion publique à l'aide d'attaques si faciles et si irritantes, on obtient facilement gain de cause; le mal qu'on a fait se déduit difficilement : le préjugé de la foule est devenu une conviction, presque un principe d'autant plus inflexible qu'ils se sont formés sous les dehors d'un patriotisme qui a l'air de vouloir soutenir les intérêts du pays. Lutter contre cette situation des esprits n'est pas chose aisée, car les moyens de faire pénétrer une conviction nouvelle et appuyée sur les faits manquent souvent et le succès de la lutte est encore plus incertain que ne saurait être facile la lutte elle-même.

Eh bien! c'est cette lutte que le ministère a

voulu entreprendre, sans se faire illusion sans doute sur les chances de succès qu'il pourrait avoir. Par l'article du *Moniteur* il fait appel de l'opinion publique mal informée à l'opinion publique mieux éclairée et plus impartiale. La question tranchée à diverses reprises, par des votes législatifs, la question que le cabinet s'est vu forcé d'ajourner, au début de la session actuelle en présence des dispositions non douteuses d'un grand nombre de députés conservateurs, cette question il la reprend et c'est la presse qu'il fait un appel. Sans doute il n'y a rien que de constitutionnel; sans doute cet appel à l'opinion est parfaitement dans nos mœurs nouvelles; mais à côté de l'usage régulier, dans cette circonstance, de nos institutions, n'y a-t-il pas de graves inconvénients? Nous l'avons franchement; nous ne comprenons guère l'opportunité et l'avantage de la polémique irritante que l'article du *Moniteur* va soulever et à déjà soulevée. Nous doutons fort que la question obscurcie par les passions ou par des susceptibilités respectables dans le fond de leur conviction, soient plus claires et plus faciles et nous ne voyons dès lors dans cette lutte nouvelle que les attaques qui seront dirigées contre la monarchie elle-même, contre la couronne. Plus nous apprécions les services rendus au pays par la royauté de Juillet, plus nous sympathisons avec ses principes et ses actes, plus nous nous alarmons des passions violentes qui vont se déchaîner contre elles. Sans doute elle est assez forte pour triompher de ces attaques; sans doute elle a assez noblement et assez patriotiquement dépensé ses revenus, en faisant pour la restauration des grands monuments placés en sa possession, ce que l'État a fait pour les édifices utiles laissés à son entretien; il y a là, pour un homme impartial, des réponses satisfaisantes et victorieuses aux calomnies de toute espèce, par lesquelles l'esprit de parti cherche à entretenir les passions aveugles, mais nous ne saurions voir avec indifférence ces attaques elles-mêmes, quelque impuissantes que nous les jugions. La couronne doit rester inviolable non seulement de droit et de fait, mais il faut qu'on fasse disparaître avec soin tout ce qui pourrait exciter, même à tort, contre elle des violences et des injustices que la masse de l'opinion est toujours impuissante à rectifier ou à réduire à leur juste valeur.

Le ministère agit dans cette circonstance avec franchise; il va droit au but, ses intentions ne sauraient être suspectes, mais il tente une œuvre difficile, dont le succès nous paraît plus difficile encore. Pour notre part nous serions préféré, et dans l'intérêt bien entendu de la couronne et de la démonstration qu'il a faite. Nous en voyons les inconvénients; nous ne saurions en pressentir les avantages. Il est de ces faits qu'il faut savoir accepter, de ces injustices même qu'il faut savoir subir. Il y a grave danger à en appeler coup sur coup de décisions rendues, et rendues chaque fois avec un nouveau degré d'énergie. Nous aimons trop le gouvernement de Juillet pour ne pas avoir le courage de le lui dire. La question de

dotations ne peut pas encore se discuter avec calme, avec chance de succès, par conséquent, il vaudrait mieux l'ajourner que de s'exposer à provoquer des débats qui ont déjà été si irritants et dont rien n'a pu affaiblir la vivacité, ni les réponses catégoriques, ni le bon droit, ni les convenances. La question des dotations est une de celles qui ne veulent être abordées qu'une fois.

M. le maire de Bastia, qui consacre tout son temps à l'administration des affaires de la cité, a pris au sérieux la tâche importante qui lui est confiée. Il s'efforce de porter remède à tous les abus et de réaliser toutes les améliorations que les ressources si faibles de Bastia et pour si long temps engagées encore, permettent d'accomplir. Il a pris dernièrement différents arrêtés relatifs à la sûreté et à la propreté de la ville qui témoignent de son désir de répondre à la confiance de ses concitoyens. Sous ce rapport nous n'avons donc qu'à louer; seulement nous nous affligeons de voir M. le maire seconde d'une manière si incomplète par les agents de la police, placés directement sous ses ordres. Nous voudrions rencontrer plus de précision, plus d'ensemble dans l'exécution des différents arrêtés de la mairie, en même temps qu'une surveillance plus active dans tout ce qui concerne la vente des denrées. Nous comprendrions qu'une réforme importante aurait besoin d'être accomplie à cet égard, sous peine de réduire à néant les louables efforts et le zèle intelligent et dévoué de l'administration municipale. Il y a insuffisance ou incapacité ou mollesse de la part des agents inférieurs, et il faut s'en prendre à une ou à l'autre de ces causes, il y aurait urgence à porter le remède là où le besoin s'en fait sentir.

M. Houin, économiste du collège royal de Bastia, vient d'obtenir un avancement qu'il a dû à de longs services. Il a été nommé, par arrêté du 21 juin dernier, économiste au collège royal d'Avignon, qui est de 2^e classe. M. Houin, pendant le peu de temps qu'il a été à Bastia, s'était concilié l'affection et l'estime de toutes les personnes qui l'ont connu. Aussi laisse-t-il ici des regrets. C'est là une excellente justification de l'avancement mérité que vient de recevoir M. Houin.

Par arrêté du même jour, M. Chabus, premier commis d'économat au collège royal de Tourneon, a été nommé économiste au collège royal de Bastia.

Nous avons déjà annoncé que par ordonnance royale du 12 mai dernier, M. Autric, receveur particulier des finances de l'arrondissement de Corte, a été nommé aux fonctions de payeur dans le département de la Creuse.

En quittant la recette particulière de Corte, qu'il a gérée pendant 18 ans, M. Antrieu laisse en Corse de nombreux amis et les sympathies les plus vives. Les habitants de la ville de Corte, surtout, qui l'ont nommé et réélu plusieurs fois leur doyen du conseil municipal, savent combien cet

employé supérieur est doué des bonnes qualités de l'esprit et du cœur, et combien ils apprécient en lui la droiture et l'impartialité, autant que la haute probité, dont il a constamment fait preuve dans l'exercice de ses fonctions.

Par ordonnance du 14 mai dernier, M. Ange-François Nicolai a été nommé greffier du tribunal de simple police de Bastia.

Souscription pour le Monument Paoli.

M. Nascia, Président de la commission du monument Paoli.

Monsieur le Président,

De retour à Constantine des opérations qui ont eu lieu dans le sud de la province, je m'empresse de répondre à la confiance que vous avez eu dans mes sentiments, en m'invitant à concourir à la souscription du monument à élever au général Paoli. Mon respect profond pour l'auteur de mes jours, ma vénération pour sa mémoire, mes regrets et ma douleur d'avoir vu son dévouement et son amour pour la Corse si long-temps méconnus, ne sauraient m'empêcher de partager l'admiration générale pour une de nos plus glorieuses illustrations, pour le général de la nation qui par son génie était digne d'en fixer les destinées.

Je suis heureux, Monsieur le Président, de l'occasion que vous m'offrez de manifester mes sentiments, et j'ai le cœur trop corse pour ne pas la saisir avec empressement; veuillez me compter au nombre des souscripteurs pour la somme de trois cents francs.

Je vous prie, Monsieur le Président, d'agréer l'assurance de ma haute considération ainsi que l'expression de toute ma reconnaissance.

Le comte de BUTTAPOCO,
Colonel au 2^e de ligne.

Constantine, le 1^{er} juin 1844.

COMMUNE DE CERVIONE.

(MM. Grassi Xavier et Casalta Antoine-Paul, commissaires de canton.)

Casalta, maréchal de camp, 35 fr. Agostini, juge de paix, 20 fr. Casalta Antoine-Paul, 25 fr. Grassi Xavier, 25 fr. Massoni, frères, 10 fr. Tamburini Fortuné, 3 fr. Grazi, maire de Cervione, 18 fr. Pasqualini François-Marie, de Cervione, 3 fr. Battestini Jacques-Toussaint, 6 fr. Federici Jean-Pierre, greffier, 2 fr. Bartoli, lieutenant à la réforme, 1 fr. Brandi Dominique-Louis, 1 fr. 50 c. Bastiani, brigadier de douane, 2 fr. Padroni Louis, 3 fr. Agostini Ange-Jean, 3 fr. Massoni Félix, 5 fr. Massoni François, 5 fr. Maurel, 1 fr. 50 c. Chiozza, 2 fr. Benelli Georges, 75 c. Benelli Félix, 50 c. Benelli Ferdinand, 50 c. Astima Martin, 5 fr. Giacobbi Pierre, 1 fr. 50 c. Testori, 2 fr. Gueco, 2 fr. Mannoni Mathieu, 1 fr. Massoni, curé, 25 fr. Vadi Memo, 1 fr. Franchi Pierre, 50 c. Giafferi, 5 fr. Sautier Louis, 1 fr. Santini, 5 fr. Saliceti, 2 fr. Peretti, 1 fr. Ventura, 1 fr. Virgitti, percepteur, 5 fr. Astolfi Joseph-Marie, 1 fr. Brandi, conseiller municipal, 1 fr. 50 c. Astolfi Jean-Marie, 1 fr. Santolini Jean-Dominique, 1 fr. Ventura, ex-chanoine, 5 fr. Mannoni, frères, 5 fr. Poli François, 2 fr. Franciosi, 5 fr. Moretti François-Mathieu, 3 fr. Total, 255 fr. 30 c.

COMMUNE DE S^{te} PIETRO.

(MM. Casta, avocat et Blasini, médecin, commissaires de canton.)

Blasini Clair, docteur en médecine, 5 fr. Blasini Pierre-Ange, 5 fr. Petriconi Louis, 5 fr. Saliceti Félix, 6 fr. Orsini Simon-Cyprien, curé,

5 fr. Grazioli J. F. vicaire, 5 fr. Lucciardi J. I. percepteur, 5 fr. Grimaldi Mathieu, 5 fr. Benedetti Antoine-François, 3 fr. Alessandri Guglielmo, 5 fr. Bonavita Jean-Dominique, 5 fr. Pinnelli Jean, 3 fr. Micelli Pierre-Paul, instituteur, 5 fr. Bonelli Pierre-Antoine, 5 fr. Cristofari Jacques-Jérôme, 5 fr. Pinnelli Jean-Dominique, 5 fr. Pinnelli Étienne, 5 fr. Casta Charles, 15 fr. Bistorcelli Michel, 5 fr. Vitali Paul, 5 fr. Total, 107 fr.

COMMUNE DE L'ILE-ROUSSE.

Fantonetti Jean, 25 c. Stantz Emanuel, 5 fr. Bregante Jean, 3 fr. Blasini Antoine, 1 fr. Muzio Olivi, 10 fr. Colla Joseph, 1 fr. Filippi Marie, 3 fr. Franceschi Marie-Catherini, 3 fr. Dapini Mathieu, 30 c. Antonini Thérèse, 5 fr. Leoni Marc-Angé, 1 fr. Novella Joseph, 1 fr. Mattei Antoine, 5 fr. Olivi Malaspini, 2 fr. Soavi Jean-Mathieu, 3 fr. Puccini Michel, 2 fr. Donzella Charles, 5 fr. Giuseppe Charles-André, 2 fr. Semidei Jacques, 5 fr. Pinnelli François, 4 fr. Beguin, ingénieur, 5 fr. Sanguinetti Ange-Marie, 3 fr. Olivi Joseph-Marie, 3 fr. Bringuiez Caliste, 1 fr. Marcantelli Alexandre, 1 fr. Mondelli Nicolas, 3 fr. Bertoni Mathieu, 2 fr. Costa Jean-Augustin, 5 fr. Costa Antoine-Marie, 3 fr. Rusterucci Sauveur, 2 fr. Bernardini Marcellus, 3 fr. Vatteoni Joseph, 3 fr. Pasce Joseph, 1 fr. 50 c. Artoni Antoine, 2 fr. Rossi Vincent-François, 2 fr. Luccioni Jean, 50 c. Costa André, 50 c. Bertoni Marie-Laure, 2 fr. 75 c. Oriconi Grégoire, 3 fr. Vecchioni, 5 fr. Fantuzzi, 3 fr. Dumas Joseph, 1 fr. Piccioni Sébastien, 50 fr. Seja Antoine, 2 fr. Sanguinetti Alexandre, 3 fr. Defaj François, 5 fr. Colombani Antoine, 1 fr. Gregori Paul-Marie, 1 fr. Palazzi François, 5 fr. Casabianca Michel, 5 fr. Castelletti Christophe, 5 fr. Negretti Joseph, 5 fr. Ambrugi Paul-André, 5 fr. Battestini Jean-Noël, 2 fr. Rebora Gaëtan, 3 fr. Marannicchi Milanto, 5 fr. Mattei Jean, 2 fr. Total, 217 fr. 80 c.

Le Conseil Municipal de l'Île-Rousse a voté 300 fr.

Nota. Cette souscription a été obtenue par les soins de M. le maire Piccioni, Battestini, membre du conseil municipal, et Ambrugi, directeur de l'école primaire supérieure de l'Île-Rousse, et la somme a été déjà recueillie.

COMMUNE DE PORTOVECCHIO.

MM. Colonna-Cesari, Pierre-Paul, 25 fr. Pietri, Mansueto, 10 fr. Lanfranchi, médecin, 5 fr. Colonna-Cesari, Martin, 5 fr. Valle-di-Muratello, Jean-Jacques, 5 fr. Pietri Silla, 2 fr. Total, 52 fr.

COMMUNE DE CAURO.

Cauro, chef de bataillon, 10 fr. Peraldi, médecin, 5 fr. Abbati Pierre-François, 6 fr. Lovich, curé, 3 fr. Rieti François, 3 fr. Leccia Pascal, 2 fr. Desanti Jacques, 50 c. Lomoni Pascal, 1 fr. Peraldi Jean, 3 fr. Pietri Jean-Toussaint, 3 fr. Padovani Jacques, 3 fr. Antonetti Paul, 1 fr. Peraldi Paul, 50 c. Peraldi Dominique, 1 fr. Peraldi Boinzo, 1 fr. Maralli Marc-Auréli, 1 fr. Teodori Joseph, 1 fr. Leccia Pascal, 1 fr. Pietri Antoine, 1 fr. Peraldi François, 50 c. Paolini Paul, 50 c. Pietri François, 25 c. Peretti Paul, 1 fr. 50 c. Casanova Charles, 50 c. Paonetti Joseph, 50 cent. Antona François, 50 cent. Pietri Simon, 50 c. Pietri Jean-Pierre, 50 c. Peraldi Noël, 50 c. Pietri Charles, 1 fr. Pietri Joseph, 25 c. Peraldi Jean-Baptiste, 30 c. Leccia Pierre-Toussaint, 50 c. Pietri Antoine-Toussaint, 1 fr. 50 c. Leccia Antoine-Dominique, 50 c. Desanti Pierre, 50 c. Fonnaroli Paul, 60 c. Maralli Charles, 50 c. Maralli Antoine, 1 fr. Flori Toussaint, 25 c. Desanti Jean-Baptiste, 50 c. Ricchirossi François, 25 c. Peraldi Antoine, 25 c. Pietri Laurent, 50 c. Peraldi François, 50 c. Pietri Arcange-Félix, 1 fr. Desanti Paul, 50 c. Cauro Jean-Baptiste, 2 fr. Andrei André, 50 c. Pado-

vani Joseph, 50 c. Cauro Bonaventure, 5 fr. 10 c. Pietri Jacques, 50 c. Peretti Joseph, 1 fr. 50 c. Total, 73 fr. 80 c.

COMMUNE DE PRATO.

MM. Nascia Antoine-Laurent, notaire, 20 fr. Colonna Cristophe, propriétaire, 10 fr. Angeli Joseph-Marie, 15 fr. Nascia Blaise, 6 fr. Nascia Antoine-Bernardin, 5 fr. Nascia Marc-Aurèle, 5 fr. Nascia Blaise, 5 fr. Nascia Jérôme, 5 fr. Costantini Michel, 5 fr. Colombani Félix-Antoine, 5 fr. Nascia Scipion, 5 fr. Colonna Joseph 4 fr. Nascia Jean, 2 fr. Nascia Amondo, 1 fr. Colombani Joseph-Antoine, 2 fr. Cresponi Ours-Toussaint, 1 fr. Nascia François-Marie, 1 fr. 50 cent. Colonna Félix, 1 fr. 50 cent. Nascia Jean-Félix, 1 fr. 50 cent. Constantini Dominique, 1 fr. Simon Ange-Félix, 1 fr. Colombani Barthélémy, 1 fr. Baldacci Antoine Joseph, 2 fr. Simon Simon-Jean, 1 fr. Simon Joseph, 1 fr. Simon Jean-Baptiste, 1 fr. Nascia Achille, 1 fr. Colonna Jean-Oursin, 50 c. Simon Nicolas, 50 c. Acquaviva Pasquin, 50 c. Constantini Toussaint, 1 fr. Mastracci Pierre-Jean, 50 c. Nascia Jean-Antoine, 50 c. Nascia Dominique, 50 c. Nascia Martin, 5 fr. Nascia Toussaint, 5 fr. Nascia Pierre-Jean, maire, 5 fr. Total, 128 fr. 50 c.

Commission de Ghisoni.

MM. Pieri, juge de paix président; Muchielli, maire; Pancrazi, curé; Constantini, vicaire; Piesi, ex-greffier de la justice de paix.

Le Conseil Municipal a voté 150 francs.

Commission de Serra de Scopamène.

MM. L. Arici, juge de paix, président; De Suisini, curé; Pandolfi, maire; Leccia, greffier de la justice de paix.

Commission de Prato.

MM. Nascia, notaire, président; Nascia, Marc-Aurèle; Nascia Jérôme, médecin; Angeli Joseph-Marie, desservant; Nascia Antoine-Bernardin, instituteur; Nascia Pierre-Jean, maire.

Commission cantonale de Lama.

MM. Bertola, président; Saturnini, maire; Massiani, ex-juge de paix; Massiani Jean-Benoît, suppléant; Massiani Urbain, adjoint; Bonavita Antoine; Ceccaldi Jean-Baptiste; Franzini Nicolas; Bertola Junior, secrétaire.

Commission de Pastorella de Rostino.

MM. Valentini François-Xavier, maire, président; Valentini Paul, propriétaire; Mariotti Jean-François; Polidori Jean-Charles; Gianninelli Jacques-François; Bonaldi Joseph; Mazzoni Charles.

Commission de Pietra di Verde.

MM. Pitti-Ferrandi François membre du conseil d'arrondissement; Suzzoni Marcellus, officier en retraite; Nicolai Joseph; Degiovanni, médecin; Nicolai Paul notaire, maire.

Le recteur de l'Académie de la Corse, etc.

Vu le règlement sur les brevets de capacité et les commissions d'examen, arrêté par le conseil royal de l'instruction publique, le 19 juillet 1833;

ARRÊTE :

Art. 1^{er} La commission établie à Ajaccio pour l'examen des aspirants aux brevets de capacité, ouvrira ses séances le 29 juillet prochain, dans une des salles du collège de cette ville.

Art. 2. Tout individu âgé de 18 ans accomplis pourra, en produisant son acte de naissance, se présenter devant la commission, pour subir son examen de capacité.

Art. 3. Outre les matières consignées dans le susdit règlement du 19 juillet 1833, les candidats devront faire preuve de quelques connaissances théoriques et pratiques en musique et en

dessin linéaire : ils devront aussi réciter de mémoire la loi du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire.

Art. 4. Les candidats sont tenus de se faire inscrire 24 heures d'avance au secrétariat de la commission.

Fait à Ajaccio, le 28 juin 1844.

Signé : C. HUARY.

Le recteur, etc.

Vu le règlement du 15 octobre 1833 concernant l'école normale primaire établie à Ajaccio. Vu la décision de M. le ministre de l'instruction publique qui place la dite école sous le régime triennal.

ARRÊTE :

Art. 1^{er} Un concours pour huit places d'élèves-maîtres à l'école normale primaire établie à Ajaccio, sera ouvert, le 1^{er} août prochain, dans une des salles du collège de cette ville pardevant la commission d'instruction primaire. La voie du sort déterminera l'ordre d'après lequel les candidats devront être examinés.

Art. 2. Les connaissances exigées pour l'admission à l'école normale sont : 1^{re} la lecture; 2^o les différents genres d'écriture; 3^o les éléments de la grammaire française et de la grammaire italienne; 4^o la traduction du français en italien et viceversa; 5^o l'arithmétique jusqu'à et compris les fractions décimales; 6^o le système métrique; 7^o le catéchisme; 8^o les premières notions de la géographie en général et de l'histoire de France.

Il sera tenu compte aux candidats des connaissances acquises en dehors du programme.

Art. 3. Nul n'est admis comme boursier s'il ne remplit les conditions suivantes :

Il doit 1^{er} constater qu'il est âgé de 16 ans au moins et qu'il n'a pas dépassé 25 ans; 2^o produire un certificat du médecin constatant qu'il n'est sujet à aucune infirmité incompatible avec les fonctions d'instituteur, qu'il a été vacciné ou qu'il a en la petite vérole : ce certificat sera légalisé par l'autorité compétente; 3^o présenter un certificat du maire constatant qu'il n'est point marié; 4^o prêter l'engagement de servir pendant dix ans dans l'instruction publique en qualité d'instituteur communal.

Art. 4. Les boursiers qui renoncent à leurs études avant la fin des cours ou qui, sortis de l'école, ne remplissent pas l'engagement par eux contracté de servir dix ans comme instituteurs communaux, seront tenus de rembourser le prix de la pension pour le temps de leur séjour à l'école, et considérés comme étrangers au service de l'instruction publique, ce qui les replace sous le droit commun quant à l'obligation du service militaire. A cet effet, ils doivent déposer entre les mains du directeur de l'école un acte qui garantisse le remboursement de la pension.

Art. 5. Les candidats doivent se faire inscrire cinq jours avant l'ouverture du concours au secrétariat de l'Académie, où il leur sera donnée connaissance du règlement de l'école normale primaire d'Ajaccio.

Fait à Ajaccio, le 28 juin 1844.

Signé : C. HUARY.

Le recteur, etc.

Vu le règlement relatif aux examens de capacité des instituteurs, arrêté par le conseil royal de l'instruction publique, le 28 juin 1836;

ARRÊTE :

Art. 1^{er} La commission établie à Ajaccio, pour l'examen des aspirants aux brevets de capacité, se réunira, le 5 août prochain, dans la salle du conseil académique.

Art. 2. Aucune aspirante ne sera admise à l'examen si elle n'est âgée de 20 ans au moins : elle sera tenue de présenter 1^o son acte de naissance :

si elle est mariée, l'acte de la célébration de son mariage; si elle est veuve, l'acte de décès de son mari. 2^o Un certificat de bonne vie et mœurs délivré, sur l'attestation de trois conseillers municipaux, par le maire de la commune, ou de chacune des communes où elle aura résidé depuis trois ans.

Fait à Ajaccio, le 28 juin 1844.

Signé : C. HUARY.

Nouvelles Diverses.

Le 26, le *Fantour* est arrivé d'Oran; on a su par ce steamer que Ouchda avait été occupé par nos troupes sans coup férir. Le caïd-el-Guehnaoui s'est retiré à notre approche, après avoir déclaré aux tribus qu'il convenait d'abandonner la prétention de reculer les frontières de Maroc jusqu'à la Tafna.

Il y avait dans Ouchda 7 à 8 mille âmes environ, parmi lesquelles on comptait un grand nombre d'anciens habitants de Tlemcen, qu'Abd-el-Kader y avait dirigé lors de l'attaque de cette dernière ville. Ils ont sollicité du maréchal gouverneur la faveur de rentrer dans leurs foyers, ce qui leur a été immédiatement accordé.

On va, dit-on, occuper un nouveau poste sur la côte à environ 140 kilomètres ouest d'Oran. Ce point serait Djemmal-el-Rahawat, petit port où l'on trouve des vestiges d'une ancienne occupation. Il est situé à peu près à 16 kilomètres de Nedroma, ville commerçante dont la population est de 3,000 âmes, et serait tout naturellement le port de Tlemcen dont il n'est guères éloigné que de 48 kilomètres. Les bateaux à vapeur le *Labrador* et le *Véloc*, avec plusieurs bâtiments de commerce, ont dû partir le 23 d'Oran, pour transporter à Djemmal-el-Rahawat des troupes et du matériel.

C'est M. le commandant d'état-major Gouyon qui a été chargé de l'occupation d'Ouchda.

P. S. Le 30 au matin, le *Véloc* est arrivé d'Oran, ayant à bord cent passagers indigènes qui ont abandonné la fortune d'Abd-el-Kader après l'affaire du 15. Le *Véloc* a fait partie de la petite division envoyée d'Oran pour occuper le port de Djemmal-el-Rahawat; mais il paraît que cette position n'offre aucune sûreté pour les navires.

Au départ du *Véloc*, M. le maréchal-gouverneur n'avait pas de nouvelles des Marocains, qui n'ont plus donné signe de vie depuis l'affaire du 15. Il n'avait en conséquence pris sur les bâtiments expédiés en renfort que des provisions et une cinquantaine d'hommes, et avait renvoyé sur Oran le restant de cette réserve.

Le 28, Mgr. l'amiral prince de Joinville est arrivé à Oran sur le *Surfren*; il y avait dans ce port six bâtiments à vapeur.

P. S. Le 30 vers 2 heures, le *Fulton* est arrivé d'Oran, apportant la correspondance de M. le maréchal-gouverneur. Rien de nouveau par le *Fulton*. (Nouvelliste de Marseille).

— On écrit d'Alger;

Dans la nuit du 26 au 27 juin un épouvantable incendie a éclaté dans notre ville. Les désastres sont évalués à 600,000 fr. pour compte du gouvernement et 700,000 pour celui des particuliers.

L'*Akhbar* du 30, publie les détails suivants : L'incendie a détruit toutes les baraques situées entre la rue Bab-Azoun et la Djéninah. Ce dernier bâtiment a été lui-même fortement endommagé, et il aurait sans doute été détruit en entier sans les moyens prompts et efficaces qu'on s'est empressé d'employer. L'armée, la marine, la milice et tous les citoyens, dirigés par les autorités, ont rivalisé de zèle et de dévouement. La

frégate sarda *Beroldo*, mouillée dans la rade a envoyé un fort détachement qui s'est fait remarquer par sa coopération énergique et intelligente. C'est au généreux empressement de l'équipage de cette frégate et surtout au dévouement sans bornes de son brave commandant, M. le chevalier Milleli, qui lui-même dirigeait la pompe, qu'on doit la conservation du pôle de maisons attenant à l'ancienne propriété de M. Bisary, rue Porte-Neuve.

Jusque vers minuit, les progrès du feu étaient si rapides et si inquiétants qu'on s'était décidé à tenter d'isoler la Djéninah de la Manutention, et que des travaux de démolition avaient été commencés dans ce sens. L'évêché qui paraissait plus particulièrement menacé avait été débarrassé en quelques instants de tout le mobilier. M. le gouverneur l'évêque, resté dans la rue au milieu de ses livres, de ses meubles dévastés dans la précipitation du démantèlement, voulait se joindre aux travailleurs qui lesaient la chaîne; et il ne consentait à s'abstenir que sur l'assurance, que les bras disponibles étaient plus nombreux que les besoins ne l'exigeaient.

A minuit on était complètement maître du feu qui était concentré dans l'alle droite de la Djéninah. Des bruits forts alarmants ont couru en ville sur la quantité des tués et des blessés dans ce déplorable sinistre. Nous pourrions affirmer d'après les renseignements authentiques, que personne n'a péri et que le nombre des blessés ne dépasse pas une trentaine d'individus. Ceux dont l'état présente le plus de gravité ont été atteints par l'explosion d'un baril de poudre chez un armurier.

La catastrophe que nous venons de raconter plonge dans la misère un grand nombre de personnes. La chambre de commerce, prenant l'initiative d'une bonne action a ouvert une souscription en leur faveur.

La perte des marchandises qui sont devenues la proie des flammes, en y comprenant les baraques, s'élève, dit-on, à une somme de 600,000 fr.

On dit encore qu'il y avait au campement pour un million 500,000 d'effets militaires, dont les deux tiers ont été sauvés.

Il est parfaitement établi que la malveillance est restée étrangère à l'incendie du 26, dont le commencement a eu lieu dans la baraque d'un rotisseur juif. Cet homme en abandonnant pour un instant ses fourneaux, n'avait pas prévu que les fritures pouvaient s'enflammer et par suite communiquer le feu aux bois qui se trouvaient à l'encontre. C'est là, malheureusement ce qui est arrivé.

— Le *Moniteur* publie le tableau comparatif des principales marchandises importées en France pendant les cinq premiers mois de 1844, 1843 et 1842.

Le total des droits perçus pour ces cinq mois s'est élevé pendant 1842 à 54,580,537 fr.; pendant 1843, à 57,871,968 fr., et pendant 1844, à 59 millions 476,168 fr.

Voici les chiffres pour le mois de mai de ces trois années : 1842, 10,922,797 fr.; 1843, 11 millions 673,508 fr. et 1844, 12,575,260 fr.

— Le rapport concernant les crédits destinés aux routes royales, chemins de fer et canaux, vient d'être distribué à la chambre. Le crédit applicable aux routes royales est de 6 millions. Un fonds total de 84 millions a été affecté aux routes royales classées avant le 1^{er} juin 1837. M. le ministre des travaux publics a déclaré dans la commission du budget que ce crédit général était tout-à-fait insuffisant pour entretenir l'activité des ateliers ouverts sur les différents points du territoire.

La commission a été unanime pour réclamer l'achèvement et l'amélioration de nos routes royales; elle reconnaît l'opportunité de la dépense; elle constate un déficit de plus de 10 millions pour achever les travaux même d'exécution; elle regrette que la situation de nos finances ne permette pas d'accorder une allocation plus considérable pour les travaux de ces routes royales.

C'est 20 millions 676,000 fr. que demande le projet de loi sur lequel la commission dont M. Cadeau-d'Arcy est rapporteur a à statuer. On en demandera la mise à l'ordre du jour entre les deux budgets.

Des forces considérables vont se trouver réunies sur les côtes de Maroc. Outre la France, l'Angleterre, le Piémont, le Danemark, la Suède et la Norvège y seront représentés par leurs vaisseaux. Le *Journal de Francfort* annonce que le vapeur *Hekla* et les frégates *Grédon* et *Thétis*, de la marine danoise; le brick suédois *Joséphine*, la frégate suédoise *Fréja* et la corvette *Nordsjern* vont se présenter réunis devant le Maroc pour obtenir que l'empereur renonce au tribut qu'il prélève sur les navires du Danemark, de la Suède et de la Norvège. Un prince de Suède prend part à cette expédition, et le roi Christian VIII a confié, avec une certaine solennité, le commandement de la division navale au prince royal Frédéric.

Le roi de Danemark, quand il aura obtenu satisfaction, songera sans doute, à son tour, à abolir l'impôt établi sur le passage du Sund. Il faut que la mer vienne libre pour tous les peuples.

Le bruit est en Espagne, dit le *Mémorial des Pyrénées*, qu'il y a un départ prochainement de l'Espagne en Portugal. Plusieurs provinces sont travaillées par les partisans, et l'on s'attend à un soulèvement prochain de Saragosse.

Nous lisons dans une feuille espagnole : Un navire anglais venant de Gibraltar a annoncé que l'empereur de Maroc avait envoyé ses escadres au gouverneur général de l'Algérie par suite de la collision entre ses troupes et celles du général Lamoricière.

Les Anglais, qui verraient avec déplaisir l'invasion du territoire de Maroc par les Français, se sont empressés d'expédier de Gibraltar le *Fébus*, pour porter au maréchal Bugeaud la soumission de l'empereur, afin de prévenir l'entrée des Français dans le Maroc. On peut regarder la guerre comme terminée.

On lit dans le *Toulonnais* du 3 juillet : Par suite d'une dépêche télégraphique, qui ordonne de disposer trois bâtiments à vapeur pour transporter en Afrique deux régiments de cavalerie, la frégate à vapeur *Orenoque*, la corvette à vapeur le *Cuvier* et le *Grondeur*, sont entrés le 1^{er} juillet à 6 heures du soir dans l'arsenal, afin de faire les emménagements convenables; l'*Orenoque* a débarqué son artillerie. Nous ignorons si ces régiments de cavalerie seront embarqués à Toulon ou à Port-Vendres.

Des ordres prescrivent en outre l'embarquement à Toulon de trois régiments d'infanterie pour renforcer l'armée d'Afrique.

Cette brigade sera commandée par un officier général parti de Paris après avoir été reçu par le roi.

On écrit d'Oran 28 juin, au *Toulonnais* : Nous apprenons que M. le lieutenant-général de Lamoricière se trouvait le 18 à Tlemcen, avec une colonne mobile destinée à se porter incessamment vers le Sud, à l'effet de surveiller les mouvements d'Abd-el-Kader, à qui l'on attribue le projet de tenter un coup de main sur les tribus alliées de la France et notamment sur celles des Beni-Amer.

Par une circulaire du 28 du mois dernier, publiée au *Moniteur*, le ministre de l'intérieur de-

mande aux préfets un rapport sur les travaux faits par les départements depuis 1831, et sur ceux qui restent à faire.

Mgr l'archevêque de Paris a été invité aujourd'hui à se rendre au château de Neuilly, pour ondoier au moment voulu l'enfant de S. A. R. madame la duchesse de Nemours, dont la délivrance est attendue d'heure en heure.

On lit dans le *Journal du Havre* du 1^{er} juillet : On a reçu aux Etats-Unis des lettres du cap Haïtien, en date du 28 mai; elles confirment les nouvelles que nous avons récemment données et s'expriment ainsi :

« Nous avons été assez tranquilles, depuis deux semaines. Notre conseil d'état ayant appris que le président Hérard Rivière avait été frappé de déchéance et que le général Guerrier avait été élevé à la présidence, s'est décidé à reconnaître aussi Guerrier comme président du Nord, et il a été en conséquence proclamé le 18. Le gouvernement ne sera pas constitué sur les mêmes bases que par le passé; on parle d'une confédération analogue à celle des Etats-Unis.

« Des commissaires sont allés au Port-au-Prince, pour ouvrir des négociations à ce sujet. On se propose de faire des propositions amicales à la partie espagnole, et, si elle refuse d'entrer dans la confédération, on essaiera de la soumettre. Mais on pense qu'elle est de force à se défendre. On parle d'un traité qu'elle aurait fait avec la France, mais cette nouvelle demande confirmation.

« Le droit additionnel, établi sur le café a été aboli au bout de quinze jours, le 16, parce que Gonaïves a refusé de l'adopter. La frégate anglaise *Spartan*, partie le 23 du Port-au-Prince, est arrivée ici, avant-hier; tout était tranquille dans la capitale; l'ex-président Rivière et son premier ministre Hérard Dumelle avaient été frappés de bannissement, et devaient s'exiler à la Jamaïque.

« L'escadre française, sur nos côtes, se compose de cinq bricks et d'un steamer.

« La comparution des membres du barreau parisien devant la première chambre de la cour royale dans la présence du bâtonnier de l'ordre, est remise à lundi prochain par suite de la prolongation des débats de l'affaire Donon-Cadot.

« On écrit de Barcelone, 30 juin : Voici le résumé du programme qui, après plusieurs conseils du cabinet, aurait été arrêté à Barcelone :

Le cabinet serait décidé à suivre une marche de stricte légalité; et en conséquence, il soumettra aux délibérations des cortès toutes les questions qui attendent une solution.

Les cortès actuelles seront dissoutes, et on procédera dans le délai fixé par la constitution à de nouvelles élections. L'époque de la convocation des nouvelles cortès ne serait pas encore fixée.

Le cabinet serait fermement résolu à s'opposer vigoureusement à tout mouvement révolutionnaire, ainsi qu'à tout projet de réaction; il entend gouverner le pays et chercher à cicatriser les plaies qui affligent l'Espagne par les moyens que met entre ses mains la constitution de 1837.

Ce programme, ou plutôt les moyens indiqués pour l'exécuter, n'ayant pas eu le suffrage de M. le marquis de Viluma, ce ministre a prié S. M. de vouloir bien accepter la démission qu'il avait déjà présentée avant l'arrivée de ses collègues venus de Madrid, et qu'on était convenu de garder secrète.

En conséquence de la démission de M. de Viluma, le général Narvaez quitte le ministère de la guerre et passe à celui des affaires étrangères.

Le général Mazarredo est désigné pour prendre de nouveau le portefeuille de la guerre.

On écrit de Saint-Petersbourg, 21 juin, que l'empereur Nicolas était arrivé le 19 à Peterhoff,

d'où il s'est rendu immédiatement à Tsarskoï-Se-
lo, résidence d'été de la famille impériale.

Le grand-duc Constantin vient de faire un voyage à Archangel, où il est arrivé le 23 mai. S. A. I. a visité les monastères célèbres des îles du nord et la fonderie de canons d'Alexandrowski.

APPARTEMENTS A LOUER sur la Place d'armes.
S'adresser au bureau du Journal.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

DE LA PLAGE, 4 courant, bombarde St-Charles, de 51 tx, c. Padovani, charbon.

LIVOURNE, 5 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Sisco, passagers.

MARSEILLE, 6 id. bk-gite Solenzara, de 69 tx, c. Monégia, diverses.

LIVOURNE, 7 id. bat. à vap. Sebastiani, de 31 tx, c. Valzi, passagers.

RIO, 7 id. bk Général Sebastiani, de 119 tx, c. Valzi, minéral.

FAYONA, 9 id. bk-gite Assomption, de 54 tx, c. Belgodere, charbon et planches.

LIVOURNE, 9 id. bk-gite Phénix, de 65 tx, c. Guasco, blé. En relâche.

LIVOURNE, 9 id. bk-gite Assomption, de 60 tx, c. Gentile, blé. En relâche.

LIVOURNE, 9 id. mistick Conception, de 30 tx, c. Bonelli, blé et laine.

PORTOVECCHIO, 9 id. tartane François-Etienne, de 55 tx, c. Marinetti, bois.

LIVOURNE, 10 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Bugliani, passagers.

LIVOURNE, 10 id. bk-gite Conception, de 60 tx, c. Eras, blé.

LIVOURNE, 10 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Thiers, blé.

LIVOURNE, 10 id. bat. J^e Cléante, de 21 tx, c. Sanguinetti, blé.

MARSEILLE, 10 id. paquebot-poste Rhamsès, de 160 ch. c. de Chaillie, dépêches et passagers.

LIVOURNE, 11 id. golette St-Joseph, de 38 tx, c. Mécoulin, blé.

Trois gondoles du Cap-Corse chargées de vin.

DÉPARTS.

A LA PLAGE, 3 courant, bk-gite Napoléon, de 140 tx, c. Denubili, en lest.

A LA PLAGE, 3 id. bk-gite Ville-de-Bastia, de 75 tx, c. Zuani, en lest.

MARSEILLE, 5 id. paquebot-poste Dante, de 160 ch. c. Monthoux, dépêches et passagers.

LIVOURNE, 5 id. bk-gite Conception, de 60 tx, c. Eras, en lest.

LIVOURNE, 5 id. bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Bugliani, passagers.

LIVOURNE, 7 id. tartane Vierge-des-Carmes, de 42 tx, c. Liparelli, en lest.

LIVOURNE, 7 id. gondole Conception, de 25 tx, c. Gabrielli, en lest.

MARSEILLE, 7 id. mistick St-Vincent-Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, bois.

A LA PLAGE, 7 id. bk-gite Antoinette, de 51 tx, c. Laporta, en lest.

AJACCIO, 8 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

LIVOURNE, 8 id. bouf Conception, de 22 tx, c. Loquente, en lest.

MARSEILLE, 10 id. bat. à vap. Golo, de 57 tx, c. Bertocci, passagers et chevaux.

St-FLORENT, 10 id. paquebot-poste Rhamsès, de 160 ch. c. de Chaillie, lieutenant de vaisseau.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

CE JOURNAL

PARAIT

TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Juifs.

A Paris, à l'Office de Correspondance de L'INSULAIRE et Co, place de la Bourse, N° 5, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

Nous reproduisons, d'après le *Moniteur*, les débats qui ont eu lieu à la Chambre des Députés, séance du 6 juillet, à l'occasion de deux pétitions relatives à l'administration de la Corse. M. le Ministre de l'intérieur est monté plusieurs fois à la tribune et a répondu à MM. Lasteysrie et Lherbette qui ont vivement soutenu les pétitions. M. Odilon Barrot est venu également appuyer le renvoi. La Chambre, à une grande majorité, a passé à l'ordre du jour, c'est-à-dire elle a déclaré que les pétitions ne méritaient aucune attention de sa part.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. SAUZET.

Séance du Samedi 6 juillet.

Discussion sur les rapports relatifs aux pétitions contre l'administration de la Corse: MM. le ministre de l'intérieur, Ferdinand de Lasteysrie, rapporteur, Lherbette et Odilon Barrot.

M. LE PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la discussion sur les pétitions portant des réclamations contre le préfet de la Corse.

La discussion est ouverte; M. le ministre de l'intérieur a la parole.

M. DUCRET, ministre de l'intérieur. La chambre se rappelle dans quels termes la question a été posée devant elle.

Deux rapports différents lui ont été soumis sur la même question.

L'un de ces rapports concluait à l'ordre du jour sur la pétition dirigée contre le préfet de la Corse; l'autre rapport, au contraire, proposait à la chambre le renvoi au ministre de l'intérieur.

J'ai fait observer à la chambre, lorsque ce dernier rapport lui a été soumis, que l'honorable rapporteur, qui proposait le renvoi de la pétition au ministre de l'intérieur, attaquait de la manière la plus grave le caractère et l'honneur d'un fonctionnaire, et que cependant il n'avait pas jugé à propos, avant de porter ces attaques à la tribune, de demander le moindre renseignement au ministre, sous l'autorité duquel le fonctionnaire se trouvait placé.

M. FERDINAND DE LASTEYSRIE. Je demande la parole.

M. LE MINISTRE. La chambre en a été surprise comme moi, et je dirai que ce matin, en relisant le rapport de l'honorable M. Lasteysrie, ma surprise a été à peu près aussi grande que celle que j'ai éprouvée le jour où l'on l'a entendu, car je n'aurais jamais cru que l'on put venir ainsi à cette tribune insulper le caractère d'un homme tout même qu'il est fonctionnaire public sans avoir recueilli aucun renseignement, sans avoir entendu aucune défense, sans avoir demandé le moindre explication.

Je sais très-bien que dans la réponse que l'honorable M. de Lasteysrie a faite à mes observations, il a prétendu que le rapport n'attaquait rien ni le caractère ni l'honneur du fonctionnaire; mais il suffit de lire le rapport, et de voir dans quels termes il est conçu, pour s'assurer que le rapport, peut-être contre les intentions de son auteur, présente un sens différent, et contient des attaques directes contre le fonctionnaire dont il est question.

Je dois ajouter encore que lorsque l'affaire a été portée devant les tribunaux, le jury a acquitté ceux qui figuraient devant lui comme accusés principaux, ce qui exclut la complicité du préfet.

Ainsi, d'un côté, arrêt du conseil d'Etat; de l'autre, arrêt de la cour d'assises. Voilà les faits malgré lesquels on n'en est pas moins venu présenter devant la chambre l'affaire de Quasquara comme incriminant le caractère du préfet de la Corse.

Pour ma part, je ne crois pas, comme je le disais tout à l'heure, que la chambre doive refaire

Mon intention n'est pas d'entrer dans des détails très-étendus. Je ne crois pas que ce soit la mission de la chambre de traduire en quelque façon des individus à sa barre pour attaquer ou approuver leur conduite.

Je ne crois pas que nous puissions reprendre ici à nouveau l'œuvre déjà accomplie par les tribunaux compétents; que la chambre soit appelée à prononcer sur la conduite de tel ou tel fonctionnaire. La chambre ne doit intervenir que lorsqu'il s'élève une question d'ordre public, lorsque l'administration du pays souffert quelque grave dommage qui peut appeler l'intervention du pouvoir législatif.

M. LHERBETTE. Je demande la parole.

M. LE MINISTRE. C'est dans ces termes et dans ces limites que je traiterais la question devant la chambre.

Dans le rapport présenté par l'honorable M. Lasteysrie, trois reproches principaux sont allégués contre le préfet de la Corse. On lui reproche d'abord d'avoir agi d'une manière coupable sur les élections du conseil général du département, et l'on ajoute que les faits sont si évidents qu'on n'a pas besoin de les citer.

Eh bien, je voudrais qu'on fit connaître les faits et les arrêts dont on a parlé. Il n'y a pas, à ma connaissance, d'arrêt de ce genre; il y a eu pour les listes électorales en appel devant la cour royale, des décisions autres que celles rendues par le préfet en conseil de préfecture, c'est la ce qui arrive tous les jours; mais il n'en résulte en aucune manière une suspicion de fraude contre l'administration de la Corse; et cependant on a dit, sans citer un seul fait, que c'était quelque chose de notoire, de patent, qui n'avait pas besoin de démonstration.

L'un des deux autres faits relatifs à l'affaire de Quasquara.

J'ai répondu sur-le-champ que, lorsque la chambre des mises en accusation de la cour royale de la Corse avait demandé l'autorisation d'insulper contre le préfet de la Corse, cette affaire, selon les règles tracées par nos lois avait dû être soumise à l'examen du conseil d'Etat. Le conseil d'Etat, appréciant la question et tous les éléments de la procédure, après avoir pris communication de toutes les pièces a été d'avis, à l'unanimité, qu'il n'y avait pas lieu de suivre. On ne s'est pas moins servi de cette affaire pour attaquer le caractère du préfet; et cependant voilà une autorité aussi élevée que celle du conseil d'Etat, chargée par nos lois de prononcer sur la mise en accusation des fonctionnaires, qui a donné son avis à l'unanimité des suffrages.

Je dois ajouter encore que lorsque l'affaire a été portée devant les tribunaux, le jury a acquitté ceux qui figuraient devant lui comme accusés principaux, ce qui exclut la complicité du préfet.

Ainsi, d'un côté, arrêt du conseil d'Etat; de l'autre, arrêt de la cour d'assises. Voilà les faits malgré lesquels on n'en est pas moins venu présenter devant la chambre l'affaire de Quasquara comme incriminant le caractère du préfet de la Corse.

Pour ma part, je ne crois pas, comme je le disais tout à l'heure, que la chambre doive refaire

les arrêts des tribunaux, que la chambre doive se mettre à la place soit du conseil d'Etat, soit des cours d'assises. Je tiens ce qui a été décidé pour bien décidé; je le tiens pour bien décidé, non seulement parce qu'il y a juridiction souveraine, mais aussi par conviction; car ce n'est pas la une fin de non-recevoir dans laquelle je me retrancherai; j'ai examiné la question moi-même, et quand j'ai donné mon avis sur la convenance des poursuites, j'ai été d'avis qu'elles ne devaient pas être autorisées.

Je viens à une autre affaire au sujet de laquelle on a prononcé les mots de dilapidation, qui sont bien graves, quand on les adresse à un fonctionnaire public, car on l'accuse d'un crime.

Une commission s'est formée en Corse pour élever un monument à la mémoire de l'empereur. Le préfet présidait cette commission. Des difficultés se sont élevées au sujet de ce monument, et l'on a dit qu'il n'y avait pas eu pour 65,000 fr. de travaux exécutés.

Eh bien, le procès intenté au sujet du monument à élever à l'empereur ne porte plus sur la dilapidation des sommes, mais sur la prétention que les travaux n'auraient pas été régulièrement autorisés. La chambre n'a pas besoin que je lui fasse remarquer que ce n'est pas une affaire d'administration publique, mais seulement une affaire privée; le préfet faisait remarquer que le monument élevé à l'empereur devait avoir des proportions considérables; on voulait placer sur la principale place publique de la Corse un obélisque de granit à la mémoire de l'empereur. On demandait un obélisque dans de grandes proportions. La première attaque dirigée contre le préfet, car c'était lui qu'on voulait atteindre, était celle-ci: on soutenait que le bloc de granit extrait de la carrière ne valait que de 6 à 7,000 fr., et qu'on avait dépensé de 60 à 70,000 fr. pour l'extraire. J'ai examiné l'affaire, et je dois dire que l'accusation porte non seulement sur une calomnie, mais sur une erreur évidente. On a calculé comme si le prix d'un bloc de granit d'une petite dimension pouvait s'appliquer aux blocs de grande dimension. Or, il n'est personne qui ne sache que le prix du mètre cube augmente à mesure que le bloc augmente de volume. Ainsi, un bloc d'un mètre cube, par exemple, coûtera peut-être 25 fr. ou 30 fr.; mais demandez un bloc de 10 mètres cubes, et le prix augmente dans une forte proportion; demandez un bloc de 80 mètres cubes, et le prix augmente encore dans une proportion beaucoup plus forte.

Je me suis entouré de tous les renseignements; j'ai demandé des documents au ministre des travaux publics; des travaux antérieurs ont été plusieurs fois exécutés par l'administration; et il m'est resté démontré que la dépense n'avait en aucune manière excédé les limites; qu'on avait eu l'économie dans l'extraction du monolithe dont il est question.

Voilà les griefs contenus dans le rapport de M. de Lasteysrie.

L'honorable rapporteur a conclu devant la chambre, en disant que la situation de la Corse était déplorable, qu'il fallait un prompt remède, et que ce prompt remède, probablement, c'était un jugement sévère porté sur le fonctionnaire

qui, depuis 1830, dirige l'administration de la Corse.

M. FERDINAND DE LASTEYRIE. Ce n'est pas dans le rapport.

M. LE MINISTRE. On dit dans le rapport que la situation est déplorable et que les abus exigent un prompt remède.

Maintenant, pour ma part, je nie que la situation soit déplorable; je dis que les affaires en Corse suivent leur libre cours, que l'administration y a obtenu d'excellents résultats, qu'on a plus fait pour la Corse depuis 1830 que sous aucun des régimes précédents.

Et ici il faut en venir aux témoignages. Quels sont les témoignages qui se présentent du côté des pétitionnaires?

Il y a deux pétitions : l'une, et c'est celle dont M. Lasteyrie est le rapporteur, est signée par le sieur Stephanopoli de Comène. Eh bien ! j'ai pris des renseignements sur la valeur morale même de cet individu, et il a paru démontré que le nom de Stephanopoli de Comène qu'il porte n'est pas même le sien. (Rumeurs à gauche.)

J'ai entre les mains, dans mon portefeuille, des extraits de naissance et attestations de la mairie de Cargèse qui est, je crois, la commune dont l'individu est originaire; c'est un individu d'origine génoise qui s'appelle Bagazzacci, et n'a pas le droit de porter le nom de Comène auquel il prétend; cela montre l'espèce de confiance qu'il mérite.

M. FERDINAND DE LASTEYRIE. Il a été employé au ministère des relations extérieures.

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. Peu importe, on peut surprendre l'opinion du Gouvernement aussi bien que tromper l'opinion.

Quant à l'autre pétition, elle est signée de quatre individus qui se déclarent eux-mêmes rédacteurs du *Progressif de la Corse*. Chacun sait que c'est un des journaux les plus violents, les plus habitués à calomnier qu'on puisse rencontrer dans toute la presse.

Voix à gauche. Vous n'avez pas le droit de dire cela.

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. Je n'ai pas entendu l'interruption... Je répondrais si je l'avais entendue.

M. LEBREYER. Exposez les faits.

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. Je n'ai pas à discuter comme il vous convient, je discute comme je l'entends. J'ai voulu vous faire connaître les témoignages qui ont été produits devant la chambre : d'un côté, un individu que je viens de qualifier, et de l'autre, quatre rédacteurs du *Progressif de la Corse*, journal qui a porté la calomnie à un degré auquel elle ne s'est pas encore élevée sur le continent.

Si vous voulez, messieurs, vous éclairer sur la situation d'un département, vous pouvez consulter les autorités locales. Pour ma part, j'ai plus de foi dans les conseils d'arrondissement et dans les conseils généraux, élus par leurs concitoyens, que dans tous les pétitionnaires qui en voient des libelles dans les chambres. (Au centre. C'est évident!)

Que disent les conseils généraux? Si les conseils généraux se plaignaient de l'administration du préfet, oh! alors, leur autorité serait très-grande; on vanterait leur expérience et leurs lumières; mais ces conseils soutiennent l'administration du préfet, et alors on les place au-dessous du premier folliculaire venu, qui se croit en droit de venir attaquer l'administration de la Corse devant la chambre. (Au centre. Très-bien! très-bien!)

Or, j'ai entre les mains tous les votes des conseils généraux depuis 1830; ils ont été reproduits presque à chaque session.

Je prendrai trois époques, 1831, 1836 et 1843. Voici la délibération du conseil général en 1831 :

« Le conseil général éprouve le besoin de rendre hommage à la sagesse éclairée de M. Jourdan, préfet de la Corse. Sa sollicitude pour le bien-être et la prospérité de ce département, lui a acquis des droits à la reconnaissance de ses administrés. »

Session de 1836, j'en passe beaucoup et vous verrez que l'opinion du conseil n'a pas varié.

« Le conseil général qui a été même d'apprécier la sagesse éclairée de M. Jourdan (du Var), préfet de la Corse, et son dévouement aux intérêts de ce pays, sent le besoin, en terminant ses travaux, d'exprimer, par un éclatant témoignage toute la satisfaction qu'il éprouve de sa bonne administration. Il remplit ce devoir avec d'autant plus d'empressement, que les intentions de cet administrateur ont paru quelquefois méconnues. »

« Le conseil, interprète des sentiments des habitants de la Corse, renouvelle le vœu que la bienveillance du Gouvernement conserve, le plus longtemps possible, ce magistrat à la tête de l'administration départementale. »

Session de 1843, j'avouerai que pour cette session trois membres du conseil général se sont prononcés contre le reste du conseil. Le vote a été rendu à 20 voix contre 3. Mais enfin nous vivons sous un Gouvernement où c'est la majorité qui fait la loi.

Voici les termes de la délibération de 1843 :

« Le conseil général, adoptant l'avis de sa commission, s'empresse de renouveler à M. Jourdan (du Var), préfet de la Corse, le témoignage de sa haute satisfaction pour le zèle dont il est animé pour les intérêts du département. »

« Il reconnaît que, par une administration sage et éclairée, il a bien mérité du pays, qui lui doit d'importantes améliorations. Son dévouement, sa capacité et son désintéressement sont au-dessus de tout éloge. »

« Le conseil remplit un devoir en demandant de nouveau que ce magistrat soit, longtemps encore, conservé à la tête de l'administration de la Corse. »

« Trois membres se sont déclarés opposants. » J'ai lu le procès-verbal officiel.

Eh bien, je dis que lorsque les autorités compétentes expriment une opinion semblable sur le compte d'un administrateur, je suis tenté d'avoir plus de confiance dans leur sentiment si souvent exprimé, que dans les attaques de quelques pétitionnaires. Je suis donc fondé à dire...

M. MAURAT-BALLANGE. Vous trouverez la même chose dans les procès-verbaux de tous les conseils généraux.

M. LE MINISTRE. Je remercie l'honorable M. Maurat-Ballange de cette interruption.

Je réponds que je ne crois pas que chose pareille se retrouve toujours et d'une manière banale dans les procès-verbaux de tous les conseils généraux. Et ici le vote du conseil général était d'autant plus significatif, que le préfet venait d'être l'objet des attaques les plus vives.

Eh bien, quand dans un département un fonctionnaire public est attaqué, violemment attaqué, non pas seulement dans sa conduite publique, mais dans son honneur et son caractère privé, et qu'à la suite de pareilles attaques le conseil général se réunit, et à l'unanimité, moins trois membres opposants, émet en sa faveur le vote dont je viens de donner lecture à la chambre, je dis que ce n'est pas reconnaître l'importance et l'autorité des conseils généraux, que de prétendre que ce n'est qu'une expression banale, sans valeur, et sur laquelle doivent l'emporter les pétitions dont j'ai examiné tout à l'heure la valeur véritable devant la chambre.

Maintenant, il y a ici deux questions. Le préfet de la Corse a-t-il été attaqué comme homme privé dans son caractère et dans son honneur?

Il est évident que les questions qui touchent à l'honneur, au caractère privé, ne sont pas de la compétence des chambres. Le préfet a poursuivi devant les tribunaux, en diffamation, les auteurs de ces attaques. Les tribunaux devront prononcer. C'est une affaire judiciaire, qui n'est pas de la compétence de la chambre.

Quant à la question générale administrative, je viens de montrer que toutes les autorités principales du département sont satisfaites de la situation du pays, et que par conséquent le Gouvernement a bien fait de maintenir le préfet à la tête du département.

Je demande à la chambre de passer à l'ordre du jour sur l'une et l'autre des pétitions. (Très-vive approbation.)

M. FERDINAND DE LASTEYRIE. Messieurs, il y a aujourd'hui six semaines que cette question a été posée devant la chambre.

Lorsque j'eus l'honneur de lui lire mon rapport, M. le ministre de l'intérieur demanda que la question fût remise, non pas à six semaines, mais à huitaine, parce que, disait-il, il n'était pas suffisamment préparé et qu'il lui importait de donner tout l'éclat possible à cette discussion.

J'ai été loin de m'opposer à cette remise, désirant, moi aussi, que le plus grand jour descendît sur cette question; cependant j'aurais pu rappeler à M. le ministre que la plupart des griefs cités dans le rapport avaient occupé les tribunaux; que la cour royale de la Corse, le conseil d'Etat et le tribunal d'Appello, avaient été successivement saisis de cette question; que les journaux en parlaient depuis deux ans; que sa correspondance administrative avait dû le tenir au courant de cet affaire; que les pétitions étaient déposées depuis six mois; que le rapport était annoncé au feuilleton, et qu'il n'y avait rien là qui ressemblât à une surprise, rien que M. le ministre ne connaît depuis longtemps.

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. Je ne savais pas le contenu du rapport.

M. FERDINAND DE LASTEYRIE. Je croyais qu'il y avait des faits sur lesquels un ministre de l'intérieur devait toujours être prêt.

M. LE MINISTRE. J'étais parfaitement prêt sur les faits, mais non sur le rapport.

M. FERDINAND DE LASTEYRIE. Je demande la permission à la chambre de vider d'abord une question préjudicielle que M. le ministre a soulevée. Il a reproché encore aujourd'hui à la commission de ne l'avoir pas appelé dans son sein. Est-ce comme un droit que M. le ministre demanderait à être appelé dans une commission? Je ne puis le croire; rien ne saurait établir en droit. Est-ce comme une convenance? En effet, il pourrait y avoir convenance si la commission avait prétendu le faire juge des faits.

Mais elle a pensé qu'elle n'avait qu'à constater s'il y avait ou non un état de chose réellement grave en Corse. Or, cela n'était que trop évident, puisque cette question avait occupé les tribunaux et le conseil d'Etat; il y avait donc gravité réelle, et il n'était à cet égard pas besoin du ministre pour la fixer. Personne, dans la commission, n'a demandé que M. le ministre fût appelé, et certes, ce n'est pas le rapporteur qui s'y fût opposé. Dans l'autre commission chargée d'examiner l'autre pétition, on n'a pas appelé M. le ministre, et je ne sais pas qu'il s'en soit plaint.

M. LE MINISTRE. Mais on a été demander des renseignements.

M. FERDINAND DE LASTEYRIE. On ne l'a pas appelé.

Maintenant, arrivons à la pétition. M. le ministre de l'intérieur, voulant affaiblir l'autorité des faits rapportés dans cette pétition, a cherché à jeter une sorte de défaveur sur la personne qui avait signé cette pétition. C'est là une question bien accessoire, car véritablement je ne sais pas où en serait le travail de la commission des pétitions, s'il fallait que les rapporteurs se chargassent de faire la généalogie des pétitionnaires.

Je croyais que ce qu'il y avait à examiner dans la question, c'était le fond, et non pas la qualité de celui qui a adressé la pétition à la chambre.

Mais puisque M. le ministre de l'intérieur a soulevé cette question, qu'il me permette de lui dire une chose, c'est que, moi aussi, j'ai fait quelques recherches, quoiqu'il ait voulu jeter un doute à cet égard; moi aussi, je me suis assuré de la qualité du pétitionnaire, parce qu'il m'était revenu par des bruits vagues que l'état civil du pétitionnaire était contesté. Eh bien, cet état civil, je l'ai en italien avec la traduction française; je le lirai dans la langue que vous voudrez, ou je ne le lirai pas du tout si vous le préférez; mais ce

que je ne sache rien, ce n'est qu'un simple état de situation.

J'ai dû apprécier la réserve de M. le ministre des travaux publics; cette réserve me prouve qu'il y aurait peut-être quelques inconvénients à lui adresser des questions plus nombreuses.

J'hésiterais donc à lui demander si l'accord de l'administration des ponts-et-chaussées et M. le préfet; s'il n'est pas quelquefois survenu quelques difficultés dans l'organisation des régies, s'il n'y a pas eu des retards inexplicables dans la délivrance des mandats, et cependant, Messieurs, ce fait touche à des intérêts bien sérieux.

Il arrive chaque année en Corse une multitude d'ouvriers qui viennent à travailler pendant le peu de mois où le climat le permet, et ensuite, lorsque leurs travaux sont terminés, on leur fait attendre la délivrance des mandats, et en les retenant ainsi dans des parages malsains où il n'y a aucune ressource pour exister, on leur cause ainsi un préjudice des plus considérables.

Mais je m'arrête sur les faits de détail. Il en est un plus grave qui reste à éclaircir. Il y a quelques années, une enquête fut décidée, si je ne me trompe pas.

Un honorable pair de France, si je ne me trompe pas, également, fut même désigné pour aller vérifier par lui-même l'état des choses en Corse. Il est probable que lorsque ce projet avait été arrêté, le ministère trouvait bien qu'il y avait quelque chose de grave dans l'état des choses dans ce pays. Eh bien, cependant, le commissaire n'est pas parti. Maintenant, je demande si c'est que M. le ministre de l'intérieur, au moment où la commission allait partir, ait reçu des lumières qui aient rendu cette enquête absolument inutile. Je trouve qu'alors il eût été opportun de nous faire part de ces lumières avant que le projet fût tombé dans la discrétion administrative. Si, au contraire, le ministère n'est pas complètement éclairé, je demande quel est le motif qui a pu arrêter l'enquête, pourquoi elle n'a pas eu lieu...

J'ai déjà longtemps occupé les moments de la chambre dans ce débat, j'en aurais encore quelques observations à présenter. Après avoir présenté l'exposé des faits selon mes convictions, il me reste à examiner les objections qu'on y a faites. Il y en a une qui est grave; c'est la déclaration du conseil général de la Corse. Certes, toutes les fois qu'on objectera contre les accusations dont un préfet est l'objet les votes de son conseil général, cela aura de la valeur. Je ne cherche pas à amoindrir vos arguments; mais cette valeur, pour être absolue, aurait besoin de ne pas être contre-balancée par l'opinion d'autres corps également haut placés dans le pays. Cette opinion encore, pour être parfaitement libre, aurait besoin de certaines conditions de manifestation.

Ainsi, je ne sache pas beaucoup que lorsqu'il y a lieu, pour des conseils généraux, de voter des éloges à un préfet, le préfet d'ordinaire, reste présent à la séance. Ce n'est pas, généralement, ainsi que cela se passe; et il est sans doute encore plus rare, lorsque un membre somme le préfet de sortir, que celui-ci s'y refuse et exige que des éloges lui soient votés en sa présence. Cela peut altérer sous quelques rapports, en quelques nuances, la valeur des éloges donnés par le conseil général. (Mouvements divers.)

On a fait valoir, non pas M. le ministre, mais dans un autre rapport (peut-être encore me trompé-je), mais enfin je sais qu'on a fait valoir aussi une sorte d'ovation donnée au préfet lors de son retour en Corse, après l'arrêt du conseil d'Etat. Je ne sais pas s'il n'eût pas été de meilleur goût de s'abstenir de ce petit triomphe...

Une voix. Le rapporteur n'a point parlé de cela.

M. LE RAPporteur. Ce n'est peut-être pas le rapporteur, je l'ai déclaré moi-même, je me suis repris, mais je dis qu'on aurait au moins dû penser que s'il y avait eu une ovation d'un côté, de l'autre il y avait eu aussi des illuminations sur plusieurs points de la Corse, lorsque la cour roya-

le eut rendu son arrêt. Pour moi je crois qu'il ne faut pas attacher plus d'importance à l'une de ces démonstrations qu'à l'autre. (Approbation à gauche.)

On a dit, non pas ici, mais dans des conversations, que tout cela était le résultat de menées politiques, que c'était l'esprit politique qui avait réagi contre le préfet, et si je ne me trompe pas, M. le ministre de l'intérieur a eu lui-même cette opinion.

Eh bien, j'ai le regret de dire que malheureusement la Corse n'en est pas encore arrivée aux luttes politiques. A mes yeux les luttes politiques sont un symptôme de vie et de progrès social pour un pays, et la Corse n'en est malheureusement pas là; elle n'en est encore qu'aux luttes de personnes et de partis. C'est ce que je déplore, et c'est à cela que je voudrais voir porter remède. Pour le porter, ce remède, je crois qu'il faudrait une grande dignité dans l'administration. Je ne dirais pas à M. le ministre ce qu'il doit faire, il le sait mieux que moi, mais je crois qu'il faudrait à un homme tellement honnête, d'une réputation si éclatante et d'un désintéressement si bien connu, sur son compte... (Interruption.)

Je crois entendre dire qu'il faudrait un préfet parfait. C'est difficile, j'en conviens.

Sans doute je suis trop jeune parmi les membres de cette chambre pour indiquer à aucun d'eux le sentiment moral qui doit le diriger, mais de ceux que je puis dire, et j'ai la confiance que je ne serai démenti par personne, c'est que l'administration, en Corse plus encore qu'ailleurs, ne saurait trop montrer de dignité, de probité; que le moyen, pour elle, de s'entourer de la considération générale, est de se tenir à l'écart et au-dessus de tous les partis, de toutes les coteries.

J'ai peur que le préfet ne se soit laissé entraîner à des mesures qui auraient compromis sa dignité et sa considération; c'est pour cela qu'au nom de la commission j'ai demandé que la pétition fût renvoyée à M. le ministre de l'intérieur. La commission persiste dans ses conclusions. (Marques nombreuses d'approbation à gauche.)

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. J'ai encore quelques observations à soumettre à la chambre.

Je suis aussi jaloux que personne de voir la dignité et la probité régner dans l'administration; je n'aurais pas besoin, sous ce rapport, des conseils que l'honorable préopinante bien voulu me donner en terminant son discours. (Mouvement à gauche.)

Je déclare que je n'ai besoin des conseils de personne (Nouvelles rumeurs) pour sentir la nécessité de maintenir la dignité et la moralité dans l'administration. (Très-bien!) Mais ce que je puis dire à mon tour, c'est qu'il y a un devoir moral qui pèse sur tout le monde, c'est de ne pas attaquer sans preuve, c'est de ne pas flétrir l'honneur d'un citoyen, même d'un fonctionnaire, sans que la flétrissure soit méritée; il n'est permis à personne de laisser le caractère d'un de ses concitoyens, fût-il, je le répète fonctionnaire, dans cet état de doute qui fait qu'on appelle sur lui des mesures sévères et qu'en même temps on déclare qu'on ne se porte pas garant de son improbité.

Quel est celui d'entre nous qui admettrait une pareille conduite à son égard? quel est celui d'entre nous qui voudrait quand il n'a pas de preuves, attaquer un homme dans ce qu'il a de plus cher, dans son honneur et dans sa probité? Je comprends l'attaque ouverte quand elle repose sur des preuves, elle est un droit, elle est commandée souvent par l'intérêt public; mais l'insinuation qui n'est pas accompagnée de preuves, je la repousse au nom de la moralité publique.

M. FERDINAND DE LASTEYRIE. Je demande la permission de dire un mot.

Il y a dans ce que vient de dire M. le ministre une expression que je ne puis laisser passer : vous admettez l'attaque franche, dites-vous, mais vous l'attaque détournée; je vous demande si c'est à moi que cela s'applique? A gauche. Très-bien!

M. LE MINISTRE. Je ne dis pas que vous ayez voulu attaquer d'une manière détournée le préfet de la Corse; je n'ai pas attaqué vos intentions, mais je dis que le terrain sur lequel vous vous êtes placé dans ce débat n'est pas, à mon avis, celui sur lequel on doit se placer.

Je respecte les intentions de tout le monde, mais je suis en droit de discuter les paroles de tout le monde; je dis donc que, lorsqu'on a des motifs graves et fondés pour attaquer l'honneur d'un de ses concitoyens, fût-il fonctionnaire, ou est en droit, ou a le devoir de le faire; mais en sort des véritables limites lorsque, manquant de preuves, on procède par des attaques indirectes, on jette des doutes sur la probité, ce premier bien de tout homme, et qu'on porte ainsi au caractère du fonctionnaire la plus rude de toutes les atteintes sans s'être entouré de preuves positives, en étant obligé soi-même de dire qu'on ne se porte pas garant de la vérité des faits.

L'honorable préopinante a insisté sur ce que j'avais dit d'un des pétitionnaires. Je n'y avais pas attaché plus d'importance que lui, lorsqu'on cherchait sur la situation d'un département des témoignages, les opinions exprimées par le conseil général, par les conseils d'arrondissement, par une foule de conseils municipaux, et j'ai un certain nombre de pièces de ce genre dans mon portefeuille, valaient mieux que les allégations d'un pétitionnaire, qui, à tort ou à raison, prenait un nom qui n'était pas le sien.

Je n'ai pas attaché à ce fait une très-grande importance; j'ai voulu seulement comparer les témoignages, et je crois que la comparaison est tout à l'avantage de ceux que j'ai invoqués.

J'arrive aux divers faits; je les prends les uns après les autres, et je les discuterai d'une manière nette et précise.

On a parlé du monument élevé à la mémoire de l'empereur Napoléon. Que veut-on dire par les attaques relatives au monument de l'empereur?

Entend-on que le préfet ait dilapidé les fonds? qu'il y ait eu là un acte d'improbité? Si non, je dirai, si on le pense, et remarquez-le, Messieurs, il ne peut y avoir, dans une pareille affaire, que cela de grave; car, que le préfet ait modifié le plan qui avait été arrêté, qu'il se soit pris d'enthousiasme pour tel ou tel bloc de granit, qu'il ait voulu un monolithe de 30 pieds il en ait voulu un de 50, qu'il ait voulu entraîner la commission dans cette voie, que le plan ait été changé, les souscripteurs peuvent s'en plaindre, ils peuvent intenter un procès civil, soit contre l'entrepreneur, soit contre celui-même qui aurait ordonné les dépenses; mais ce n'est là qu'une simple irrégularité, qui ne peut appeler l'attention de la chambre; il ne s'agit pas d'un service public; ce n'est pas là un acte administratif, ce ne sont pas les deniers de l'Etat qui auraient pu être compromis. Il ne faut pas raisonner comme si l'on se fût agi d'une dépense publique faite sans crédit préalable, ou d'un monument qui devait être érigé aux frais d'une souscription particulière. Une commission présidait à ce travail; que le préfet, dont on a rapporté tout à l'heure les paroles, se soit pris d'enthousiasme, ainsi que je viens de le dire, pour tel ou tel bloc de granit, pour tel ou tel monument; qu'il ait dépassé, ce que je n'admets même pas, la pensée de la commission, est-ce la peine de s'en saisir la chambre? Non, Messieurs, c'est tout au plus la matière d'un procès civil.

Y a-t-il là un motif raisonnable pour attaquer le caractère d'un homme; car, pour porter atteinte au caractère du préfet, il faudrait qu'il y eût un détournement de fonds, dilapidation; hors de là, il n'y a pas de circonstance qui vaille la peine de fixer un moment l'attention de la chambre. (Au centre. Très-bien!)

L'honorable M. de Lasteyrie m'a dit que je m'étais entouré de renseignements inexacts, lorsque j'avais soutenu que le prix d'un mètre de granit était d'autant plus élevé que les dimen-

sions du bloc même augmentaient; c'est un fait connu de tout le monde. Il invoquait tout à l'heure le témoignage de l'honorable M. Vatout. M. Vatout ne me démentira pas, il ne contestera pas que le prix du bloc augmente à mesure que les dimensions du bloc augmentent et cela est tout simple. (Bruit.)

Eoutez, Messieurs, quand on avance des faits on a le droit de démontrer qu'ils sont vrais. La chose est toute simple. Il faut bien plus de travaux pour extraire un bloc cubant 100 mètres que pour extraire 100 petits blocs cubant chacun un mètre. Si les prix n'allaient pas toujours croissant à mesure que les dimensions s'élèvent, vous auriez un terme de comparaison bien plus simple à prendre, vous pourriez prendre les tas de cailloux qu'on répand sur les routes, vous les cuberiez et vous évalueriez ainsi un bloc de dimension considérable. Évaluez donc de cette manière l'obélisque qui s'élève sur la place de la Concorde, et vous verrez si les travaux publics peuvent l'apprécier par ce procédé.

Je n'insiste pas sur ce point. L'erreur est trop évidente pour qu'il faille entrer dans plus de développement.

Maintenant je viens à l'affaire de Quasquars. J'avais dit à la chambre, à propos de cette affaire, que je ne croyais pas que le rôle de la chambre fût de se mettre à la place de toutes les juridictions et que lorsque toutes les juridictions ont prononcé, il était impossible d'examiner à cette affaire en détail, et même avec des lambeaux de citations d'arriver à détruire l'effet de la sentence.

Or, toutes les autorités ont prononcé, le conseil d'Etat a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à suivre.

L'honorable M. de Lasteyrie n'admet pas que l'opinion du conseil d'Etat puisse être invoquée, que le conseil d'Etat n'est pas un tribunal. Croyez-vous, Messieurs, que le conseil d'Etat donne un avis sur une affaire, n'en étudie toutes les circonstances? Croyez-vous, si la moralité d'un administrateur était compromise, si un administrateur avait violé tous les devoirs, le conseil d'Etat aurait donné au gouvernement l'avis de ne pas poursuivre? En aucun cas. Le conseil d'Etat remplit ses devoirs avec équité et impartialité et après mûr examen. Quand il a examiné le dossier d'une affaire, quand il a prononcé, on ne peut pas venir lui attaquer son avis, en apportant, comme je le disais, des lambeaux de citations à cette tribune.

Le conseil d'Etat n'est pas la seule juridiction qui ait statué; la cour d'assises a aussi prononcé et les prévenus ont été acquittés.

Quant au dernier fait cité par M. le rapporteur, le tribunal lui-même, le tribunal d'Ajaccio a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à suivre.

Ainsi voilà un arrêt du conseil d'Etat rendu à l'unanimité, voilà un verdict du jury, voilà un arrêt de non-lieu d'un tribunal; tout cela n'est rien; et toi, l'applique à l'affaire de Quasquars ce que je disais tout à l'heure : ou elle incrimine la moralité d'un fonctionnaire, et alors il n'y a pas d'expressions pour qualifier sa conduite, ou si l'arrêt du conseil d'Etat qui n'a pas autorisé les poursuites, si le verdict du jury qui a acquitté les prétendus complices, si l'ordonnance du tribunal qui a déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre signifient quelque chose, il ne faut pas venir dire qu'il y a des scandales à réprimer, qu'il est temps d'y mettre un terme; on ne peut pas venir incriminer un fonctionnaire pour des faits dont l'innocence a été reconnue par les arrêts de toutes les juridictions.

Quant au fait qui a été cité en dernier lieu et qui a été soumis au tribunal de première instance d'Ajaccio, il a été porté à la connaissance non-seulement du ministre de l'intérieur, mais encore du garde des sceaux par les rapports de toutes les autorités.

Voici de quoi il s'agissait. L'honorable rapporteur a étudié le dessin depuis le rapport; et remarquez que je ne lui avais

pas reproché de n'avoir pas demandé des renseignements depuis le rapport que, suivant moi, les informations auraient dû être prises; à la demande après le rapport, il n'y a pas d'impartialité, il n'y a que le soin très-naturel de la défense personnelle du rapporteur.

L'honorable rapporteur qui a étudié le dessin aurait pu dire ceci : c'est que quand l'adjudication de Quasquars a été préparée et ordonnée; le préfet n'était pas en Corse mais à Paris; c'est une des principales raisons qui ont déterminé le conseil d'Etat à ne pas autoriser les poursuites, l'acte était étranger au préfet.

Il me semble que l'honorable rapporteur qui a étudié le dessin aurait pu, dans son impartialité, indiquer ce fait à la chambre.

Voici maintenant le fait que M. de Lasteyrie indiquait tout à l'heure. Je le rappelle en peu de mots.

Le préfet, après l'adjudication était revenu en Corse. La règle en cette matière est que l'adjudication n'est définitive qu'après l'approbation de l'autorité supérieure.

Le préfet était disposé à donner son approbation, il avait même signé l'approbation.

Il recut au moment même une lettre du ministre de l'intérieur qui, d'après les réclamations adressées à l'administration, demandait des renseignements sur cette vente, et proposait au préfet d'ajourner l'adjudication et d'attendre les ordres de l'autorité supérieure. C'est ce que fit le préfet. Le préfet, qui était encore à temps de révoquer son approbation, biffa sa signature. L'arrêté est resté dans ses mains avec la signature biffée. Voilà le fait que l'on transforme en accusation de faux.

Les renseignements furent envoyés à Paris. On répondit au préfet que l'adjudication pouvait être approuvée. C'est alors que les bureaux ont présenté de nouveau le projet d'arrêté au préfet, avec un morceau de papier blanc sur la signature biffée, pour apposer sur ce papier blanc sa nouvelle signature.

Si l'on avait la une irrégularité, elle serait de pure forme, elle ne porterait aucun préjudice aux intérêts de l'Etat.

Ce n'est pas ainsi qu'agissent ceux qui veulent commettre des faux, ils s'y prennent de manière à dissimuler leurs actes.

Quand on attaque le caractère des gens, il faut supposer que, dans la voie dans laquelle ils s'engagent, ils prennent des mesures propres à réaliser sans danger les actes coupables qu'on les suppose capables de commettre.

Voilà pour les faits qui avaient été indiqués dans le rapport.

Depuis le rapport, l'honorable rapporteur a découvert d'autres faits. Il en a cité un qu'il regarde comme très-grave et qui m'a paru produire une certaine impression. Je suis bien aise qu'il l'ait cité, il ne me sera pas difficile de donner des explications à la chambre.

Voici ce fait. L'administration, dit-il, est tellement irrégulière, tellement désordonnée, en Corse, que même pour les bureaux de bienfaisance tous les fonds sont employés en dépenses administratives; on ne distribue pas de secours, on ne fait autre chose que payer les employés. Quel régime, quelle situation! les intérêts du pauvre même ne sont pas respectés. Voilà ce qui se passe pour les bureaux de bienfaisance; on nous a même cité des chiffres à l'appui de cette formidable accusation.

Je suis très-satisfait que les renseignements ne m'aient pas été demandés par M. le rapporteur, je les lui aurais données; mais j'aime bien mieux les porter à la tribune.

Voilà comment s'expliquent ces faits qui ont paru si étranges à M. le rapporteur.

La chambre va le comprendre en très-peu de mots. Les bureaux de bienfaisance, en Corse, ont très-peu de revenus, mais ils sont chargés, sur certains points, de payer au compte du conseil général le salaire des nourrices pour les enfants trouvés. Les bureaux de bienfaisance reçoivent

une subvention des fonds du département, et ensuite ils acquittent pour le compte du département, et non pour leur propre compte, les salaires des nourrices des enfants trouvés. C'est précisément ce qui explique ces chiffres dont l'orateur a parlé.

Je puis donner à la chambre tous les détails. J'ai entre les mains le tableau des recettes et des dépenses des bureaux de charité de Corte, de Calvi et autres, année par année, avec le détail des dépenses.

Je prends l'année 1843 dont on a parlé. Il est vrai qu'en 1843 il y a eu 6,084 fr. de recettes dans le bureau de Calvi, et qu'il y a eu fort peu de secours distribués. On en a conclu que toute la somme était employée en frais d'administration. Voici les frais d'administration, et les autres années sont analogues à 1843 : il y a eu 150 fr. de frais d'administration, et 5,694 fr. pour le salaire des nourrices des enfants trouvés.

M. ODILON BARROT. Tout cela est fort irrégulier, je demande la parole.

M. LE MINISTRE. Il n'y a pas d'irrégularité. M. ODILON BARROT. Il y en a une très-grave, c'est un détournement de fonds.

M. LE MINISTRE. M. Odilon Barrot voudrait-il me permettre de donner une explication complète. Avant de juger, il faut écouter. Qui est chargé de l'entretien des enfants trouvés? Le département. C'est donc lui qui paye les nourrices des enfants trouvés, il peut parfaitement bien, sans irrégularité, se servir de l'intermédiaire du bureau de charité.

Une voix. Cela se fait-il comme cela autre part?

M. LE MINISTRE. Dans tous les cas, remarquez-le, il n'y a matière à aucune attaque contre l'administration. Le conseil général, pour payer les mois de nourrice, se sert de l'intermédiaire du bureau de charité.

Maintenant, ma réponse à M. Barrot sera très-simple. J'ai donné le chiffre des dépenses, je n'ai pas donné celui des recettes. Sur 6,084 fr. de recettes, il y a une subvention pour le service des enfants trouvés versée par le département; elle se monte à 5,694 fr., et la dépense est de 5,694 fr. Ainsi, que font les bureaux de charité? Ils reçoivent la subvention du département et la dépensent pour le compte du département. Il n'y a là aucune irrégularité, et le service des enfants trouvés se trouve placé non pas seulement sous la garantie de l'autorité administrative, mais encore sous le contrôle du bureau de bienfaisance, qui connaît mieux que personne les besoins du service.

La chose me paraît parfaitement claire. On ne peut plus dire que tous les fonds des bureaux de bienfaisance sont employés en dépenses administratives, qu'ils sont dilapidés, qu'ils ne servent pas pour les pauvres, et que c'est un exemple de ces irrégularités nombreuses, qui, dit-on, se présentent en Corse à chaque pas. On y a dit 122 bureaux de bienfaisance ont très-peu de ressources propres, mais ils reçoivent du département pour le service des enfants trouvés une somme qu'ils dépensent pour le compte du département.

M. ODILON BARROT. Cela est parfaitement irrégulier.

M. LE MINISTRE. Il n'y a rien d'irrégulier. Remarquez que, quand on demande des renseignements à un bureau de charité, il comprend naturellement tout ce qu'il reçoit dans la recette, et quand on lui dit : « Combien distribuez-vous de secours? » il ne donne que le chiffre de ce qu'il a distribué en secours; mais la recette et la dépense ne sont, si je puis m'exprimer ainsi, portées que pour ordre, quant au service des enfants trouvés. Dans tous les cas, ce n'est pas une irrégularité qui puisse tomber à la charge de l'administrateur.

Et je dirai en outre que, dans un département comme la Corse, cet état de choses offre une garantie de plus pour l'administration, car indépendamment de l'action des administrateurs, on a, pour la bonne distribution des fonds, la garantie du concours des bureaux de bienfaisance.

Je ne crois pas avoir besoin de faire connaître les faits des autres bureaux, mais voici pour le bureau de Corte :

Il a reçu, en 1841, 6,848 fr. pour le service des enfants trouvés; puis dépensé 6,848 fr.

La chambre voit donc s'il est exact de dire que les fonds des enfants trouvés sont détournés et dilapidés.

Maintenant je crois avoir répondu à tous les griefs présentés par l'honorable préopinant. Il y a des points sur lesquels je ne dois ni ne veux répondre. Ainsi, quand on demande si le gouvernement a eu l'intention d'envoyer un commissaire extraordinaire et s'il n'a pas été donné suite à cette intention, je dis que c'est là une question qui dépasse les limites dans lesquelles doivent se renfermer les débats de la chambre. Le gouvernement répond de ses actes, il discute les mesures qu'il a prises; il ne discute pas les intentions qu'il peut ou non avoir eues dans le cours des affaires administratives. Ce sont là des questions qui ne peuvent pas être portées à cette tribune. (Au centre. Très-bien!)

M. LE RAPporteur. C'est un silence éloquent.

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. Toute la conclusion que vous puissiez tirer de mon silence, c'est que je ne veux pas parler des affaires qui ne sont pas de la compétence de la chambre; mon silence ne dit rien de plus.

Nous serons toujours prêts à discuter nos mesures, mais à condition que ce seront des mesures accomplies; nous n'admettons pas la discussion sur les intentions vraies ou fausses que le gouvernement a pu avoir et qu'il n'a pas réalisées; agir autrement ce serait transporter le travail intérieur de l'administration devant la chambre. (Très-bien! très-bien!)

La première fois que j'ai eu l'honneur de prendre la parole dans ce débat, j'ai dit un fait qui montre que la vérité pourra être éclairée de toutes manières. Le préfet a porté plainte en diffamation contre les auteurs des attaques dirigées contre sa personne et son caractère.

Aujourd'hui que propose-t-on? le renvoi de la pétition au ministre de l'intérieur, que veut dire ce renvoi? que la chambre partage l'opinion de M. le rapporteur et conserve des doutes sur le caractère et la probité du préfet. (Non! non!)

Je ne crois pas que, sur la question du caractère privé et de l'honneur du fonctionnaire que je défends, il y ait personne qui veuille préjuger l'arrêt des tribunaux. Je ne crois pas qu'on veuille indiquer aux tribunaux dans quel sens ils doivent juger. Le jury sera libre; il prononcera dans la plénitude de son indépendance.

Le préfet n'a pas craint de lui soumettre ses actes; je l'y ai autorisé, car il n'aurait pu prendre ce parti très-grave sans mon autorisation.

Soutiendrait-on que le renvoi signifierait simplement qu'il y a un grave désordre dans l'administration de la Corse, et qu'il est urgent d'y apporter remède? ce sont là les conclusions du rapport.

Eh bien, pour ma part, je dis que le désordre n'existe pas, que la situation n'est pas déplorable comme on l'a prétendu, et, pour le prouver à la chambre, j'ai de mon côté toutes les autorités électives de la Corse, et j'avoue que j'ai été étonné de voir porter à cette tribune des détails qui n'étaient pas à ma connaissance.

On dit que le vote du conseil général perd de sa valeur, parce que le préfet assisté à la séance et n'a pas voulu se retirer. Je ne puis pas éclairer la chambre sur ce qui s'est passé dans le sein du conseil général; je ne le sais pas.

Un membre. Le fait est vrai!

M. LE MINISTRE. Je dis que, quand on rapporte des faits, il faut les rapporter dans tous leurs détails. Si le préfet a été sommé d'une certaine manière de se retirer, il a très-bien fait de ne pas se soumettre; si le membre du conseil général qui l'a sommé de se retirer l'a fait d'une certaine façon et de manière à porter atteinte à sa situation, à son caractère, il a eu raison de ne pas céder. Les préfets ne peuvent pas assister aux délibéra-

tions des conseils généraux où se débattent leurs comptes; mais ils ont le droit d'assister à toutes les autres séances.

Dans tous les cas, j'ai assez bonne opinion des autorités élues par mes concitoyens, pour croire que ce n'est pas la présence du préfet qui aurait pu influer sur les opinions du conseil général. Je ne crois pas que la fermeté du caractère, que l'héroïsme, soit du côté des membres qui ont refusé de s'associer au vote, et que la faiblesse, la complaisance, soient du côté opposé; je pense mieux des conseils librement élus.

En m'appuyant sur l'opinion du conseil général, sur l'opinion des conseils d'arrondissement et des conseils municipaux, je suis fondé à dire à la chambre qu'il n'y a pas dans l'administration de la Corse ce désordre sur lequel on a appelé l'attention du gouvernement.

Je persiste à demander l'ordre du jour sur les deux pétitions. (Très-bien! très-bien!)

M. LEBRETON. Il n'y a plus, je crois, à entrer dans les détails de l'affaire, ils sont à peu près épuisés; il n'y aura plus qu'à en toucher les sommets, mais il faudrait surtout replacer l'affaire sur son véritable terrain.

Il faut, avant que possible, M. le ministre l'a dit avec raison, les questions personnelles; mais je commencerai par faire observer à la chambre que les questions personnelles ont été touchées par M. le ministre dans les attaques qu'il a dirigées contre les signataires des pétitions. Cet exemple, je ne veux pas le suivre; je serai en ce point plus réservé dans la discussion. La réserve est toujours de convenance; mais c'est le fait le plus qui jamais. Quelques-unes des affaires sont encore pendantes devant les tribunaux; l'inculpé est absent, et, en outre nous, qui portons la parole sur ces actes, nous jouissons d'un privilège d'invulnérabilité; nous ne pouvons pas être poursuivis. Qu'est-ce nous entendons par ce mot invulnérabilité?

M. D'HAUBERT. Il n'y a pas d'inculpé devant la chambre. Au centre. Il y a une réclamation.

M. LEBRETON. Il y a des réclamations contre une administration, mais il n'y a pas réclamation d'inculpé.

M. LEBRETON. Je ne prends pas le mot *inculpé* dans le sens judiciaire. (Ah! ah!) Evidemment le mot *inculpé* ne peut être pris ici dans le sens judiciaire, car vous n'êtes pas un tribunal; il y a un fonctionnaire contre lequel des accusations sont dirigées.

M. D'HAUBERT. Il y a un dénoncé.

M. LEBRETON. Laissez-moi donc tranquille avec vos difficultés de mots. (Rires.)

Je sais, Messieurs, que nous devons être extrêmement réservés dans l'attaque; mais d'un autre côté, le fonctionnaire attaqué a le droit de se défendre dans le ministère; et les pétitionnaires qui élèvent des plaintes n'ont que nous pour les défendre, nous dont c'est la une des plus belles attributions.

Dans l'exercice de ces attributions, et c'est ici que je place la question sur un autre terrain, nous nous sommes vu faire de cri de pétitionnaires. Ils se sont occupés surtout de l'administration locale dont ils ont à se plaindre; nous devons surtout nous occuper de la conduite tenue par l'administration, par le ministère qui, seul, peut être en cause devant la chambre. En somme nous voyons que le ministère ne refuse pas à nous, qu'il assume sur lui la presque responsabilité de ce qui s'est fait, nous devons laisser de côté le fonctionnaire et nous adresser au ministre responsable.

Nous devons rechercher si le ministre a exercé une surveillance qu'il devait exercer; et si nous voyons que cette surveillance n'a pas été exercée, qu'il y a eu de la part du ministre négligence, et que cette négligence, dans le cas de responsabilité, devient une espèce de complicité dont nous ayons à lui demander compte. (Vive interruption.)

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. Servez-vous d'autres termes.

M. LEBRETON. La chambre le comprend, il n'y aurait pas de discussion possible si, lorsque un fonctionnaire est attaqué et que le ministre vient le couvrir de sa responsabilité, nous ne pouvions pas diriger des attaques contre le ministre.

Il est évident que les attaques sont dirigées ou contre le fonctionnaire, et ce ministre ne le couvre pas de sa responsabilité, ou contre le ministre, s'il couvre le fonctionnaire. Je veux d'abord faire cesser une confusion faite par M. le ministre de l'intérieur entre des actes qui seraient passibles d'une peine devant un tribunal, et des actes d'administration qui, sans être du ressort des tribunaux, seraient néanmoins répréhensibles en moralité et en administration. De ce que l'on reprocherait que le préfet serait infamable en se refusant à se soumettre à l'arrêt des tribunaux, nous ne pouvons pas en tirer devant les tribunaux qu'il s'est traduit devant les tribunaux ou nous faire? Il y a là deux choses tout à fait distinctes : l'examen par les tribunaux qui peuvent prononcer une peine, et l'examen par la chambre qui considère si le pouvoir est resté placé au degré de considération dont il ne doit jamais déchoir.

Messieurs, nous devons surtout nous attacher aux faits extrêmes beaucoup plus qu'aux atténuations. Cette règle générale doit la suivre dans ces circonstances plus qu'en tout autre. On voit la dit, en Corse, il y a des hautes de famille, très-nombreuses, très-vives, qui dominent l'esprit politique, qui l'empêchent même de se développer. A défaut de cet esprit politique, l'aveugle exerce une énorme influence. Alors, naturellement, nous voulons incriminer la moralité des administrations, nous pouvons dire qu'il faut surtout nous attacher aux faits, surtout quand les attestations sont contradictoires entre elles; à des attestations du conseil général on oppose l'opinion de la cour royale, qui a demandé au conseil l'autorisation nécessaire pour la mise en accusation du préfet. La première considération qui me frappe, et qui donne du poids aux accusations contre le préfet, sur lequel on dirigeait les attaques les plus graves, les plus injurieuses, quand on adressait des injures que je ne veux pas même répéter à cette tribune, se soit décidé à relever le ton, à aller devant les tribunaux les accusateurs qui lui en portaient le déshonneur.

M. PASCALIN. Permettez que je dise un mot. (Vive interruption.)

Plusieurs membres. Non, non, n'interrompez pas. Autres membres. Aux voix!

Les accusations, les injures ne sont pas révoquées; elles ont trouvé depuis plusieurs années dans un ancien journal, l'*Insulaire*. Pendant ce long temps, le préfet a gardé le silence et n'a rien dit sur l'arrestation. Aujourd'hui, il cite ses accusateurs devant les tribunaux, dit M. le Ministre; aujourd'hui, mais après l'envoi des pétitions, et même après les rapports qui vous ont été faits.

Je ne puis en peu de mots les faits.

Je ne puis pas dire que c'est extrêmement grave que la conduite du préfet dans l'affaire du monument de Napoléon? On avait d'abord estimé que le dépense s'élèverait à 80,000 fr.; elle doit être aujourd'hui de 710,250 fr. De bonne foi, les discussions de M. le ministre sur le prix des mètres cubes des pierres vont-elles expliquer cette différence? et ne trouvez-vous pas qu'il y a là une faute très-grave de la part de l'administrateur, président de la commission, qui alloue des crédits pour cette énorme différence des dépenses?

Mais ce qui est plus grave, c'est ceci. L'ingénieur en chef a visité les travaux déjà faits, et que l'on a portés à 68,000 fr.; et l'on pense que ces travaux ne valent pas plus de 10,000 fr. (Interruption au centre.)

Je ne comprends pas votre impatience, messieurs; quel ingénieur en chef dit que les dépenses que l'on porte à 68,000 fr. ne valent pas plus de 10 à 15,000 fr. Il dirige une telle accusation contre le fonctionnaire qui a sanctionné cette dépense, et cette accusation n'est pas un fait grave? Il n'y a pas là un coupable, l'accusateur ou l'accusé! (Aux voix! aux voix!)

Et le fait de Quasquars, il ne faut pas l'examiner isolément, il faut voir l'ensemble des faits qui s'y rattachent; et cet ensemble incrimine fortement le préfet.

Un bien commandé! était en route. L'adjudication en avait été indiquée à un lieu et à un jour déterminés. Le cadre chargé de le louer et le jour il indique un lieu où il ne devait pas se trouver d'enchères, et ce bien, estimé 30 ou 40,000 fr., dans l'acte de vente notarié, est vendu 2,800 fr. Le préfet n'y était pas, c'est vrai, dit le ministre; mais le conseiller, qui le représentait, a refusé d'homologuer; et le préfet, lui, quand il est arrivé, le jour même de son arrivée, donna son homologation. Cependant des plaintes étaient parvenues au ministre; le ministre avait donné ordre de suspendre l'homologation. Le préfet efface sa signature; mais quand arrive du ministre l'autorisation d'approuver, il rétablit son nom avec une fautive date.

N'est-ce pas là un faux?

Vous dites que les tribunaux ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à suivre. Mais, je le demande, l'administrateur, qui, pour couvrir un acte de son acte, se permet un faux, mérite-t-il encore la confiance? Non. Ce n'est pas une question de cour d'assises, soit; mais c'est du moins une grave question d'administration, surtout quand des motifs aussi flétris de ce faux sont allégués contre l'administrateur, qui, pendant des années, n'ont pu servir devant les tribunaux ses accusateurs, qui lui en portent le déshonneur.

Il y a un autre fait sur lequel M. le ministre vient de garder le silence; c'est le fait de la Pines. Le préfet achète un bien moyennant 12,000 fr.; il le revend ensuite à une compagnie, qui à la fin de l'année, lui rend un dixième de plus qu'il n'a acheté. Et ce fait, le rapporteur d'une de vos commissions, l'honorable M. Martin, dit que c'était la une affaire privée qui ne touchait pas aux intérêts publics. Ah! si fait, cela y touche et fortement comme tout ce qui peut porter atteinte à la considération du pouvoir. Décider qu'un administrateur peut faire de telles spéculations, c'en est fait de l'autorité morale de l'administration. (Aux voix.)

Et c'est surtout en Corse qu'il faut veiller à la conservation de l'honneur moral du pouvoir, c'est surtout dans un pays qui mérite une attention particulière, toute la sollicitude du gouvernement et de la chambre, non pas comme le disent les pétitionnaires, en raison de la situation de la Corse placée en avant-garde de la France dans la Méditerranée. Cette raison tendrait à distinguer de la France à laquelle nous nous appliquons qu'elle soit incorporée, comme nous devons tendre à faire pour qu'elle s'applique d'être une à la France. Mais l'attention de la chambre se porte sur ce fait de faire disparaître de ce pays un reste de civilisation barbare, cette habitude de vengeance particulière, cette vendetta dont la trace de sang se voit à travers les générations. Il faut environner l'administration et la justice de considération; car du moment que l'administration ou la justice n'est point considérée, le gouvernement ne saurait être considéré.

Cette vendetta n'est pas seulement, comme le dit, un reste de civilisation barbare, elle est pas seulement un plus fétide d'un besoin de vengeance, mais aussi la substitution de la justice privée à la justice publique, comme cela a lieu dans les pays où l'administration n'a pas assez de force ou n'inspire pas assez de confiance. Cette confiance, que le Gouvernement essaie donc tout pour l'inspirer; et pour l'inspirer, il ne suffit pas de bons tribunaux, il faut aussi une administration bonne, pure, au-dessus de tout soupçon.

Je termine en demandant le renvoi des pétitions à M. le ministre de l'intérieur, et je le demande non seulement dans l'intérêt de la moralité publique, non-seulement dans l'intérêt de la Corse, mais dans l'intérêt même du pouvoir. (Aux voix! aux voix!)

M. ODILON BARROT. Quelle que soit la décision de la chambre, je demande qu'elle veuille bien me permettre de rappeler en peu de mots quelle devrait être la nature du débat qui me paraît avoir complètement dévié.

Je l'avais bien pressenti lorsque un ajournement avait été en quelque sorte demandé par le ministre pour répondre à des faits ou à des assertions.

Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas nous constituer les accusateurs d'une des agences secondaires de l'administration. Si un agent secondaire de l'administration commettait une faute et que l'administration n'en fit pas justice, ce n'est pas à cet agent que je m'en prendrais, ce serait à l'administration, au ministre lui-même. (Très-bien!)

C'est ainsi que les chefs de responsabilité peuvent être maintenus dans leurs devoirs, jamais pressés par dessous le ministre pour aller attaquer tel ou tel de ses agents. Voilà, à mon avis, les véritables principes.

Mais, d'un autre côté, lorsque quelques désordres, de quelque nature qu'ils soient, se manifestent dans une des parties de l'administration, publique, militaire, ou autre, il faut qu'il y ait la poursuite de l'administration sur ces désordres, de prouver sa justice. Dans le premier cas, lorsque un agent est coupable, et que nous le savons, c'est le ministre que nous rendons responsable; dans le second cas, lorsque il s'agit

de rétablir l'ordre dans une partie de l'administration publique, c'est à l'administration elle-même que nous faisons appel. Eh bien ! dans ce cas-ci, de quoi s'agit-il ? d'un renvoi au ministre lui-même ; il ne s'agit donc pas d'une question de responsabilité ministérielle ; il ne s'agit donc pas d'un renvoi, il s'agit de signaler un fait, une situation, d'appeler la sollicitude de l'administration sur cette situation.

Maintenant, messieurs, la question ne paraît se poser ainsi entre la chambre et le Gouvernement, ou plutôt entre ceux qui demandent le renvoi au ministre et le ministre lui-même. Ceux qui demandent le renvoi au ministre ont cru, dans l'ensemble des faits, sans incriminer personne, voir un désordre grave dans l'administration, dans la situation de la Corse. Que ce soit de l'opposition systématique de la part de la magistrature supérieure de la Corse, que ce soit la faute de l'administration elle-même, il n'y en a pas moins là une cause profonde de troubles et de désordres. La chambre a le droit et le devoir de s'en inquiéter ; elle a le droit et le devoir d'appeler la sollicitude de l'administration sur ce point.

Voilà quelle est l'affaire dans laquelle la chambre doit émettre son opinion. Eh bien ! messieurs, maintenant, que ceux qui pensent, avec M. le ministre de l'intérieur, que tout est au mieux dans la Corse, qu'il n'y a pas de troubles, qu'il n'y a pas de désordre, qu'il n'y a pas d'objet de sollicitude publique (Bruit) ; que ceux qui le pensent voient l'ordre du jour ; qu'ils donnent leur assentiment à cette quinzaine, à cet optimisme du Gouvernement, ils signent consciencieusement s'ils partagent à cet égard les convictions du ministre.

Que ceux au contraire qui pensent que, lorsqu'un chef d'administration a été mis en prévention de faux par une cour royale.....

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. Ce n'est pas vrai !

M. ODILON BARROT. Continente, ce n'est pas vrai !

M. PASCALIS. Il n'y a pas eu mise en prévention ; c'est le contraire. (Bruit divers.)

M. ODILON BARROT. Je me trompe ; il n'y a pas eu mise en prévention, il y a eu arrêt de mise en accusation. (Du tout ! du tout !)

M. ODILON BARROT. ministre des travaux publics. Il y aurait eu forfaiture.

M. HAUENBART. L'assentiment de M. Odilon Barrot est complètement inexact.

M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS. Vous accusez la cour royale de forfaiture.

M. ODILON BARROT. Messieurs, je crois devoir placer la question sur le terrain des principes généraux, abstraction faite de toute prévention particulière à l'égard des personnes. J'ai dit qu'il y a eu un vote émané de la magistrature supérieure, souveraine, de la cour royale de la Corse, jugeant au nom du Roi, demandant l'autorisation de mettre en accusation pour faux le chef de l'administration. (Vives dénégations au banc des ministres.)

En membre. Ce sont des magistrats carlistes.

M. LE GARDE DES Sceaux. Il s'agit de l'autorisation de commencer des poursuites, l'autorisation d'instruire.

M. ODILON BARROT. M. le ministre des travaux publics prétend-il qu'un tel acte soit insignifiant ?

M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS. Je dis que vous avez mal qualifié l'acte.

M. ODILON BARROT. L'acte, je ne l'ai pas qualifié, ce n'est pas un arrêt de mise en accusation, c'est la permission demandée au conseil d'Etat, en vertu de la constitution de l'an 8, de mettre en accusation..... (Dénégation nouvelle.)

M. LE GARDE DES Sceaux. Ce n'est pas même cela. L'arrêt n'a d'autre but que d'obtenir l'autorisation de commencer des poursuites contre le préfet (Exclamations à gauche), sauf à voir ultérieurement s'il y avait lieu à suivre. (Bruit croissant.)

M. LE PRÉSIDENT. Personne n'a le droit d'interrompre ; laissez parler l'orateur, je donnerai la parole pour répondre.

M. LACROIX. MM. les ministres ont le droit de parler, ils n'ont pas le droit d'interrompre.

M. ODILON BARROT. Je ne comprend pas l'émotion qui se manifeste au banc ministériel.

MM. les ministres savent mieux que moi que les magistrats, que l'autorité judiciaire ne recourent au conseil d'Etat pour obtenir l'autorisation d'une mise en prévention ou d'une poursuite que lorsqu'il y a des causes graves (C'est évident) ; que lorsque l'instruction est déjà commencée et en quelque sorte achevée ; que ce n'est que dans une situation grave que la magistrature se décide à s'attaquer à un administrateur. Savez-vous qu'une demande en autorisation de poursuites porte déjà une accusation grave, présumée, au préjudice qui doit environner l'administration et le caractère moral de l'administrateur ?

A gauche. Très-bien ! C'est évident !

M. ODILON BARROT. Et lorsque, pour atténuer la gravité d'un tel acte, on murmure que cette cour supérieure est en assemblée d'hostilité systématique contre notre Gouvernement, n'est-ce pas là encore une complication bien dangereuse d'une telle situation, et ne devons-nous pas nous en préoccuper ?

Quoi ! voilà l'administration supérieure qui se trouve, vis-à-vis de la magistrature supérieure de la Corse, dans cette situation, que soit la magistrature supérieure constituée capable d'hostilité contre le Gouvernement, soit l'administration est en état de prévarication présumée.

Je dis qu'il y a là un désordre profond. Je n'examine pas quelles en sont les causes ; je ne suis pas saisi de cet examen, je n'ai pas le moyen ni la volonté d'approfondir les faits, je ne suis pas gouverneur ; mais je m'adresse à vous, Gouvernement ; je vous demande s'il n'y a pas des motifs sérieux d'écarter votre sollicitude d'aller au fond de cette affaire, de ne pas vous enfermer dans un optimisme aveugle de ne pas attendre que ces émotions générales aient amené quelque catastrophe. Je vous demande de la prévenir. Prévenir, c'est le rôle de tous les gouvernements.

Voilà ce que la chambre, messieurs, ce que les parties de cette chambre qui résistent à l'ordre du jour demandent au ministre.

Il ne s'agit pas d'attaquer ce fonctionnaire (Murmures au centre), il ne s'agit pas de le déclarer coupable. J'ai commandé par vous dire que, si j'étais convaincu de la culpabilité de ce fonctionnaire, ce n'est pas à lui que je m'attaquerais ; ce serait au ministre de l'intérieur, et c'est à ce ministre de l'intérieur que je demande le renvoi. Pourquoi ? non pas pour juger, non pour condamner, mais pour souder et souder à fond une situation que je reconnais mauvaise et dangereuse, c'est là le sens de l'ordre du jour. (Aux voix ! aux voix !)

M. LE PRÉSIDENT. La commission a demandé le renvoi de la pétition du sieur Commène à M. le ministre de l'intérieur. On

a réclamé l'ordre du jour ; je consulte la chambre sur l'ordre du jour.

En membre. Il y a deux pétitions.

M. LE PRÉSIDENT. Je consulte la chambre sur la première pétition, celle du sieur de Commène. On a demandé l'ordre du jour ; je le mets aux voix.

(La chambre passe à l'ordre du jour à une grande majorité.)

La seconde commission a proposé l'ordre du jour sur la pétition des habitants de Bastia. Il n'y a pas de réclamation (Non ! non !); la chambre passe à l'ordre du jour.

Le *Progressif*, dans son dernier numéro, a publié un article inconvenant dans sa forme qu'absurde et faux pour le fond, contre M. le vérificateur des poids et mesures. Comme ce journal, quand il est en verve, ne peut se borner à attaquer une seule personne à la fois, il a trouvé moyen de mêler à ses diatribes M. le sous-préfet et sa famille. Nous n'avons pas besoin de dire que le dégoût et l'opinion publique font justice de semblables insultes et que le *Progressif*, qui, dans ce même numéro, proteste de son horreur pour l'injure, s'est donné, une fois encore, un triste démenti à lui-même. Il est placé sur une voie si difficile et la mission qu'il s'est donnée aboutit si inévitablement au scandale et aux personnalités, qu'il ne fuit de tort qu'à lui-même, qu'il lui est impossible de composer un seul de ses numéros, sans le remplir d'odieuses diatribes. Dans un de ses précédents numéros Mgr l'évêque d'Alajola avait eu, lui aussi, sa part d'attaques, qui ont d'autant plus surpris qu'à part leur violence et leur inconvenance, le *Progressif* cessait tout à coup de rendre justice à un caractère qu'il avait cherché à circonscrire, depuis dix-huit mois. Le public est familiarisé avec ces diatribes habituelles et est plus que blasé, il est indigné d'autant d'audace et de laisser aller. Nous n'avons donc pas à nous occuper de réfutations dont l'opinion publique fait tous les frais par sa réprobation énergique. Il y a longtemps que l'on sait que les injures quelque grossières qu'elles soient n'ont jamais valu une bonne raison, fussent-elles imprimées avec toutes les recherches et l'éclat que peuvent donner l'emploi habile des caractères typographiques. Aussi, nous bornerons-nous à rétablir, dans notre prochain numéro, les principes que le *Progressif*, qui croit tout savoir, parce qu'il cite toujours aux inspirations étroites de sa colère et de ses rancunes personnelles, a si singulièrement défigurés. Nous espérons qu'après cette démonstration il ne restera plus le moindre doute sur la valeur des griefs du *Progressif* et sur l'ardent patriotisme qui le fait agir et qui le force à démentir les questions les plus simples et les plus légales, les faits les plus nets et les plus ordinaires.

M. Bartoli, maire de Calvi, nous a adressé, la semaine dernière, une nouvelle lettre que nous n'avons pu publier, d'abord parce que notre journal était déjà composé quand nous avons reçu cette missive et ensuite parce qu'elle contenait contre les adversaires de M. Bartoli des expressions auxquelles nous ne pouvons librement et de nous même donner de la publicité. Nous croyons donc devoir nous abstenir de publier cette lettre et nous le faisons d'autant plus facilement que M. Bartoli ayant adressé sa réponse au *Progressif*, qui l'a insérée, doit avoir atteint le but qu'il se proposait. En outre l'élection de Calvi ayant été annulée, nous ne comprenons pas la nécessité de prolonger des débats qui n'avaient à rien. Cette annulation est la meilleure réfutation des allégations de M. Bartoli et démontre que cette élection, si régulière selon lui, a été trouvée au contraire très irrégulière. C'est la tout ce que nous avions à établir.

Le *Progressif*, non content d'avoir le monopole de toutes les vertus, du moins il l'affirme sans rire, aspire aussi à nous donner des leçons de beau langage et son fanatisme pour l'euphonie est tel qu'il s'empare jusqu'aux mots les plus grossiers à l'occasion de quatre que qu'il s'écrit dans trois lignes de l'insulaire. Nous ac-

cepterions volontiers les leçons du *Progressif*, mais à deux conditions, d'abord qu'il écrive correctement les mots à l'aide desquels il nous livre ses illuminations euphoniques et ensuite qu'il nous donne ses leçons d'un ton décent. Puis-que le *Progressif* veut nous ramener à l'école et se faire notre pédagogue, est-ce trop exiger de lui qu'il tienne ses cours de beau langage avec une que dans une échoppe on ne s'examine ?

Ce qu'il y a de plus plaisant c'est que le *Progressif* nous a cherché cette mauvaise querelle pour donner le change à ses lecteurs et pour n'avoir pas l'embaras d'expliquer une nouvelle contradiction de sa part, contradiction que nous avions rendue bien évidente en citant quelques lignes très-claires, lui appartenant. Cette diversion peut vouloir être habile, mais elle est par trop grossière pour tromper personne.

Le nom de Bastia pour le monument Paoli a adressé à M. Joseph Arrighi, élève du collège royal de Bastia, la lettre suivante pour le remercier de la pièce de vers qu'il a publiée sur le retour des restes de l'illustre général corse et que nous avons insérée dans un de nos derniers numéros. Nous n'avons rien à ajouter à ces éloges mérités qui ne sont qu'un écho de l'impression générale produite par le premier essai de M. J. Arrighi.

A M. Joseph Arrighi, élève du collège royal de Bastia.

Monsieur,

La commission du monument Paoli a avec le plus vif plaisir lu les beaux vers que vous a inspirés le retour des cendres du général citoyen. Elle a été fort sensible à l'hommage que lui en a fait en votre nom l'avocat Monnier, notre secrétaire, et c'est avec bonheur que, d'après le vote du comité, je viens vous exprimer toute notre reconnaissance.

Je suis, Monsieur, avec autant d'estime pour votre jeune talent, que pour le noble usage que vous en faites.

Votre bien dévoué serviteur,

Le Président du comité de Bastia,

D. O. RIVAROLA.

Bastia, le 29 juin 1844.

— Nous trouvons dans un supplément au *Journal Privilegié de Lucques*, les nouvelles suivantes :

Par le bâtiment à vapeur toscan le *Leopoldo II*, arrivé ce matin à Livourne, venant de Naples, on a reçu la nouvelle de l'arrestation des réfugiés qui ont fait récemment une descente en Calabre. Ils doivent être traduits immédiatement devant une commission militaire. Parmi ces révoltés, qui appartiennent tous à la *Juene Italia*, se trouvent trois ex-officiers autrichiens, les deux fils de l'amiral Bandiera, et M. Moro.

La plus grande tranquillité régnait à Naples.

LE CONSTITUTIONNEL a commencé le 23 juin la publication du *JUIF-ERRANT*, par M. EUGÈNE SUE.

Les personnes qui s'abonneront à dater du 16 juillet recevront du 16 au 20 dudit mois, tous les chapitres du *JUIF-ERRANT* parus en juin et juillet jusqu'à 15 inclus.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

On s'abonne à Paris, au bureau du journal rue Montmartre, 121, aux Directeurs des Postes et au bureau des Messageries. (6956).

n'est pas une copie, c'est l'original délivré par le maire, signé par le président du tribunal, et cela il y a dix ans, par conséquent avant qu'il fut question de la pétition ; il est dit sur cet acte qu'il est fils de Dime Stephanopoli Ragazzacci.

Ainsi vous voyez bien qu'il est fils de Stephanopoli. (Bruit divers.)

M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. Mais pas Commène.

M. LE RAPORTEUR. Voilà déjà un point concédé malgré les pièces officielles que M. le ministre a dit avoir entre les mains. Eh bien, si M. le ministre voulait suivre cette généalogie, il devrait avoir que les Stephanopoli sont une branche de la famille des Commène, et j'ai là des pièces signées de différents membres de cette famille qui le constateront. Je suis autorisé ; si M. le ministre le désire, à lui remettre les pièces que j'ai entre les mains, afin qu'il en constate lui-même l'authenticité. Il verra qu'elles ne sont pas fausses.

Je regrette de m'être laissé entraîner ainsi hors de la question.

Ce que je dois examiner maintenant, ce sont les faits qui ont appelé l'attention de la commission, et qui ont fait l'objet de son rapport.

On a parlé du monument élevé à la mémoire de l'empereur. Eh bien, ici je suis fâché de le dire, malgré les six semaines que M. le ministre a eues devant lui pour se procurer des renseignements ; M. le ministre me paraît n'être aucunement au fait de l'affaire. Pour la comprendre, il faut la prendre à son point de départ. Lorsque des souscriptions eurent été recueillies pour élever un monument à l'empereur et qu'un comité de souscription eut été constitué, il fallait passer des marchés avec les entrepreneurs pour les travaux à faire. Voici les principaux termes de celui qui fut conclu :

1° M. Henraux soumissionnaire l'érection du monument (une colonne de 30 pieds ou 9 mètres 75 cent.) pour la somme de 80,000 fr. pour ce qui regarde les granits.

2° Dans le cas où il viendrait à être démontré que les dépenses auraient excédé celles prévues par le devis, il en sera remboursé jusqu'à concurrence des fonds produits par la souscription.

3° Si les souscriptions venaient à produire une somme qui donnât la possibilité d'augmenter les proportions du monument, M. Henraux s'oblige de diriger l'exploitation de ses granits de manière à pouvoir faire le monument aussi colossal qu'il pourrait être possible de le désirer d'après le montant auquel se trouveraient élevées les souscriptions cinq à six mois après les travaux d'exploitation commencés.

La somme de 80,000 fr. était fixée comme point de départ, parce que les fonds recueillis jusqu'alors sur la souscription ne s'élevaient pas beaucoup plus haut, et que la commission, malgré son désir d'honorer le souvenir de l'empereur, était forcée de se renfermer dans les limites fixées. L'exploitation commença peu à peu. Les carrières d'Alajola furent désignées pour cette exploitation. Mais au lieu d'un monolithe de trente pieds fixé comme un minimum par la souscription on entreprit l'exploitation d'un monolithe de quarante pieds. La différence n'était pas très-grande en apparence, et l'on avait dit, en effet, dans le marché, que si les fonds de la souscription s'accroissaient un peu, on tâcherait d'obtenir un monolithe plus grand ; il n'était donc pas étonnant que l'on fit le monolithe un peu plus grand qu'il n'avait été fixé d'abord. Cependant, il en était résulté quelque différence : quarante pieds au lieu de trente pieds, cela ne paraît pas grand chose ; mais, pour un corps solide comme une colonne, on est forcé nécessairement de calculer, non pas seulement par surface, mais par cube.

J'ai là les mesures précises.

La colonne primitive devait avoir 30 pieds de long sur 5 pieds 5 pouces de diamètre, ce qui aurait donné 17 mètres cubes 22 centimètres.

La colonne de 40 pieds devant avoir un dia-

mètre de 6 pieds 2 pouces donnant un cube de 41^m, 79, au lieu de 17^m, 22.

Cela portait la dépense à 192,000 fr., au lieu de 80,000 fr.

Vous voyez qu'on s'était déjà beaucoup éloigné du projet primitif ; non pas que plusieurs cubes eussent proportionnellement plus cher qu'un seul. Je crois que M. le ministre de l'intérieur a été un peu trompé par sa mémoire lorsqu'il a invoqué ici les documents qui lui avaient été fournis au ministère des travaux publics. Des surfaces de peu de différence produisent des cubes très-différents ; mais si un cube coûte 50 fr., dix cubes ne coûteront jamais plus de 500 fr.

Plusieurs membres. C'est une erreur.

M. LE RAPORTEUR. A cet égard, je ne pense pas que la contradiction me vienne de M. le président du conseil des bâtiments civils.

vente des biens communaux. (Traité du 1^{er} septembre 1841, 15^e dossier.) Il avait été convenu que le sieur Cauro, second du nom, ne figurerait dans aucun autre acte. Le docteur Cauro, d'abord hostile au préfet, était devenu son médecin, et des rapports très-suivis, très-affectueux s'étaient établis entre eux.

Par les soins et l'intermédiaire de M. le préfet, un traité fut conclu entre les sieurs Cauro et Grossetti, et la compagnie corse, représentée par le sieur Racie. Les sieurs Cauro et Grossetti s'engagèrent à vendre à la compagnie les biens déjà acquis par eux, et ceux dont ils pourraient se rendre adjudicataires par la suite.

Par le même acte, ils vendaient à la compagnie 600 hectares de terrain moyennant 60,000 fr. Il fut stipulé qu'une somme de 10,000 fr. serait immédiatement payée sur ce prix, et de plus, que si le sieur Cauro refusait la rectification de son acte, le sieur Racie aurait la faculté de conserver les 600 hectares, la quantité de 100 hectares qu'il payerait au prix stipulé.

Cette lettre adressée par le sieur Racie au sieur de Bertodano apprend que la vente a eu lieu sur les instances de M. le préfet : « L'affaire, dit le sieur Racie, en parlant de ce fonctionnaire, lui présente de si belles perspectives, qu'il s'est pressé de mettre à ma disposition les 10,000 fr. qui devaient être payés comptant. »

Eh bien, M. Jourdan, prévoyant que l'affaire en question ne vous conviendrait pas, peut-être, a voulu que je me réservasse dans l'acte, le droit de conserver, tout cas échéant, 100 hectares. Son intention était alors de les garder pour son compte, et d'en faire un jardin de produits. »

M. le préfet, à qui les accusations de la cour royale avaient été communiquées, s'excuse à ce sujet en raison que la Corse est un pays où il faut souvent qu'un préfet paye de sa personne ! D'accord ! mais faut-il qu'il paye de sa bourse ? Je ne le crois pas. C'est là une générosité qui, en bonne administration, serait extrêmement dangereuse, quelles que fussent d'ailleurs les intentions du fonctionnaire. (Approbation à gauche.) Quant à nous, nous ne saurions être à ce sujet de l'avis de la deuxième commission, qui dit que la représentation de la correspondance du préfet justifie de sa ferme volonté de demeurer étranger à toute espèce d'intérêt dans les entreprises.

La deuxième commission a dit aussi : M. Jourdan a acheté une propriété en Corse, et la revende qu'il en a faite deux ans après à présent des bénéfices. C'est là une opération particulière qui ne touche, sous aucun rapport, aux intérêts publics. »

Messieurs, sans doute, légalement, chacun, dans quelque position qu'il soit, peut acheter une propriété, aussi bon marché que possible, et la revendre aussi cher que possible. Mais je me demande s'il est très-bien, surtout dans le pays dont il s'agit, qu'un administrateur achète des propriétés pour ainsi dire pour rien, et revende, quelques années plus tard à un prix très-considérable. Le bénéfice est licite, messieurs ; mais je ne crois pas qu'il soit très-convenable dans la position occupée par le fonctionnaire dont je parle, d'un préfet. Il me paraît évident qu'il fait des affaires légales, mais aussi qu'il fait ses affaires. Or, je crois qu'un fonctionnaire aura toujours beaucoup plus de considération quand il fera les affaires du pays, que quand il fera les siennes.

M. OMBLON BARROT. De quelle nature étaient ces propriétés ?

M. DE SANE. N'étaient-ce pas des propriétés communales ?

M. DE LASTEYRIE. C'étaient des biens-fonds. Il me paraît également pénible de voir un préfet se mettre en relation particulière, dans quelque but que ce soit, avec des sociétés formées pour des acquisitions de biens, surtout lorsque ces acquisitions ont lieu d'une façon si extraordinaire. Ainsi, je trouve, dans un rapport du procureur général de la Corse, du 19 mars 1843 que les immeubles adjugés à Grossetti, pour la somme de 2,900 fr., ont été estimés 46,000 fr. par des ex-

perts commis par le juge d'instruction, experts dans lesquels j'espère que tout le monde aura confiance.

Mais l'affaire de Quasquara soulève en outre une question bien sérieuse. On a prononcé un mot bien grave à ce propos, le mot de *faux*. Je l'ai déclaré dès le premier jour, l'expression n'est pas de nous, elle n'est pas de moi particulièrement, je dirai même en ce qui me concerne et d'après mes lumières, que l'imputation, fait-elle prouvée, impliquerait plutôt une simulation qu'un faux bien caractérisé.

Je ne prends donc pas du tout l'expression pour mon compte ; mais cette expression se trouve rapportée dans l'arrêt du conseil d'Etat. Il y est dit, en propres termes : « Vu l'arrêt de la cour royale de Bastia qui inculpe le préfet : 1^o d'avoir participé aux faits de corruption qui auraient été pratiqués envers les membres du conseil municipal de Quasquara ; 2^o d'avoir participé aux faux qui auraient été commis, etc. »

Le mot de faux a donc été prononcé, et que le faux soit prouvé ou non, c'est une affaire tellement grave, que je crois qu'elle doit fixer l'attention de tout le monde.

Voici maintenant comment les choses se sont passées.

Une adjudication avait été annoncée pour la vente d'un terrain qui s'appelle la *Graticella* ; cette adjudication a été entachée d'une irrégularité ; elle avait été annoncée comme devant se faire dans un lieu, et elle s'est faite dans un autre ; elle s'est faite dans un endroit nommé *Bisena*, si je ne me trompe, et là on a adjugé pour 2,900 fr. ce même terrain qui, plus tard, a été estimé 46,000 fr.

Il y avait matière à de vives réclamations, elles se produisirent en effet. Le préfet néanmoins ne crut pas devoir s'y arrêter, il homologua le procès-verbal d'adjudication.

Cependant des plaintes parvinrent à l'administration centrale ; le préfet fut averti qu'il fallait y regarder de près ; il voulut annuler son homologation ; et par un procès-verbal dont je ne comprend pas le but, j'en conviens, un morceau de papier carré fut collé sur son homologation et sur sa signature.

Quelque temps après les faits s'éclaircissent, je ne sais pas de quelle manière, et le préfet fut autorisé à homologuer de nouveau. C'est alors que sa signature fut apposée sur le carré de papier. De là est partie l'accusation de faux. Une chose assez singulière, c'est que dans la première instruction, l'original ne put être présenté, ce n'est que plus tard qu'il fut retrouvé.

Il y avait dans ces faits quelque chose de grave sans doute, aux yeux du ministre lui-même ; car, postérieurement à l'arrêt du conseil d'Etat, le procureur-général de la Corse reçut l'ordre de saisir de cette affaire le tribunal d'Ajaccio ; ce tribunal a constaté qu'il n'y avait pas de faux.

Voici les termes de l'ordonnance de non-lieu : « Attendu qu'il est constant au procès qu'un petit carré de papier a été ajouté au dernier feuillet de l'acte d'adjudication du bien communal de Quasquara, connu sous la dénomination de *Graticella*, et précisément là où se trouvent le vu et approuvé de M. Jourdan, préfet de la Corse, ainsi que sa signature ;

« Attendu qu'il en résulte également que ce fait matériel n'a pu porter atteinte, ni changer en aucune manière la substance de l'acte dont il est question ; que dès lors, quels qu'en soient les auteurs et complices, et les motifs qui ont pu les déterminer à commettre cette altération sur l'acte précité, tout porte à penser que cela n'a pas été fait dans des vues frauduleuses, et est par conséquent exempt de toute criminalité ;

« La chambre du conseil, après en avoir délibéré, a déclaré et déclare que le fait dont il s'agit ne constitue ni crime ni délit, que dès lors il n'y a pas lieu à suivre. »

Messieurs, ce sont là les deux considérations sur lesquelles on s'est appuyé pour justifier complètement le préfet dans l'affaire de Quasquara.

D'abord l'arrêt du conseil d'Etat, secondement l'ordonnance de non-lieu du tribunal d'Ajaccio. Quand l'arrêt du conseil d'Etat, il a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'autoriser les poursuites. Personne plus que moi ne respecte les arrêts judiciaires, personne n'a moins envie que moi de les discuter ; mais, si je ne me trompe pas, la chambre rentre assez de personnes compétentes sur cette matière pour me rectifier dans ce cas, les arrêts du conseil d'Etat n'acquiescent ni ne condamnent ; ils se bornent à déclarer s'il y a lieu de poursuivre le fonctionnaire inculqué.

L'arrêt du conseil d'Etat est donc un argument qui n'a pas la portée qu'on a voulu lui donner.

Quant au tribunal d'Ajaccio, il est bien vrai qu'il a constaté qu'il n'y avait pas eu d'intention frauduleuse, qu'il n'y avait rien qui constituât un crime ni délit. Mais je vous le demande, n'y a-t-il pas du moins une grande irrégularité ? Que signifie cette signature, sur laquelle on applique un petit morceau de papier qu'on surcharge plus tard ? Ce sont là des faits qui ne se passeraient certainement pas dans une autre préfecture qu'en Corse. Cela dénote une mauvaise administration, cela dénote que l'administration est plongée dans un désordre et dans une irrégularité inconcevables. Je le répète, je n'ai pas mission (je ne voudrais pas l'avoir) de prouver que le préfet de la Corse se soit rendu coupable de faux, se soit rendu coupable de vols ; mais la commission a vu de grandes irrégularités, et ces irrégularités, pour moi, j'apporte ici la plus ferme conviction qu'elles ont réellement existé. Je les ai signalées dans l'affaire du monolithe, je les ai signalées dans l'affaire de Quasquara, et sans vouloir entrer dans le détail de faits trop nombreux, il en est encore un que je crois utile à rapporter, et qui parle assez de lui-même, pour que je prie la chambre de me permettre de le lui signaler.

Ce fait avait été indiqué par la presse d'abord ; j'ai voulu le vérifier par moi-même, car je le répète, j'ai tout vérifié. La source à laquelle j'ai puisé cette fois est un tableau de la situation des établissements de bienfaisance qui nous a été distribué cette année même par les soins de M. le ministre de l'intérieur.

Les comptes des bureaux de bienfaisance du département de la Corse sont compris dans le tome 1^{er} de cet ouvrage. On y trouve, depuis la page 382 jusqu'à la page 398, toutes les sommes reçues par les bureaux de charité de la Corse, puis dépenses en frais d'administration ou données aux pauvres du département.

En 1833, les recettes avaient été de 12,914 fr. Les dépenses d'administration de 7,962 fr. ; les secours distribués de 4,935 fr.

Je pourrais suivre toutes les années depuis 1833 jusqu'en 1841. Mais il est difficile de lire un tableau à la chambre. Je citerai encore la dernière année.

En 1841, les recettes ont été de 12,665 fr. Les dépenses en administration, en personnel et matériel ont été de 13,653 fr. (Mouvement) les secours distribués, zéro.

Au résumé, et d'après ce document fourni par M. le ministre de l'intérieur, durant les huit années de 1834 à 1841, les frais d'administration des bureaux de bienfaisance de la Corse se sont élevés à 93,781 fr., et les secours distribués à 800 fr. (Exclamations et mouvements divers.)

Messieurs, pour rappeler tout ce qui est contenu dans le rapport de la commission, il me resterait à parler, en quelques mots, des travaux publics et des rapports de l'administration départementale avec les employés supérieurs des ponts-et-chaussées. Là, comme ailleurs, défiant aux excellents conseils de M. le ministre de l'intérieur, j'ai cru devoir demander des renseignements. Je me suis adressé à M. le ministre des travaux publics, je lui ai demandé les derniers rapports qui lui avaient été adressés par l'ingénieur en chef de la Corse ; M. le ministre des travaux publics m'a autorisé à prendre connaissance du compte moral annuel envoyé par M. l'ingénieur en chef. Mais ce compte moral, vous le

SUPPLEMENT.

JEUDI 25 JUILLET 1844.

CE JOURNAL

PARAIT

POUR LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, ou des Postes.

A Paris, à l'Office de correspondance de L. JOURNÉ et C^{ie}, place de la Bourse, N^o 10, où l'on voit les Annonces.

Bastia.

COLLÈGE ROYAL DE BASTIA. — DISTRIBUTION SOLENNELLE DES PRIX.

(Année 1843-1844.)

Mardi dernier une cérémonie imposante réunissait un grand concours dans la chapelle du collège royal de notre ville. Il s'agissait, pour cet établissement, de la clôture de sa première année scolaire, et, pour les élèves, de la distribution des prix. Cette fête de la jeunesse a toujours été d'un intérêt à Bastia, mais cette année une nouvelle importance s'y ajoutait. La ville était enfin appelée à recueillir les premiers fruits des immenses sacrifices qu'elle s'est imposés et elle devait trouver dans ce compte-rendu solennel des travaux et des efforts d'une première année, la récompense de ses généreuses avances et la réalisation de ses espérances. Sous ce rapport, nous aurons rien à dire : nous laisserons à M. Huart, recteur de l'Académie de la Corse, qui est venu avec empressement présider cette fête, le soin et la satisfaction de faire connaître ce qui s'est accompli, et jusqu'à quel point l'ambition de la cité le posséder un établissement d'instruction secondaire, fortement constitué et distribuant une large instruction en même temps qu'une forte et salutaire éducation, a été satisfaite.

La chapelle du collège royal avait été préparée, comme les années précédentes pour cette solennité. Une estrade élevée dans le fond, en avant du chœur, était destinée à recevoir le corps universitaire, à droite et à gauche des sièges avaient été préparés pour les différentes autorités de la ville, derrière lesquelles étaient des bancs pour les élèves internes et externes du collège royal. Le reste de la vaste enceinte était destinée aux parents, aux mères de familles, qui se pressaient nombreux à cette cérémonie, qui devait leur apporter de si douces émotions et au public qui remplissait aux deux tiers la chapelle.

A trois heures et quelques minutes la cérémonie a commencé, aussitôt que tout le monde a été placé. Des deux côtés de l'estrade se trouvaient M. le général Berthier, commandant la division par intérim, M. le sous-préfet, en face, M. le maire de Bastia au milieu du conseil municipal. Mais les curés de la ville, les membres du bureau d'administration du collège royal et les différentes autorités civiles et militaires. Nous regrettons que la cour royale et le tribunal de première instance n'aient pas cru devoir adopter l'usage du continent qui les fait intervenir, avec leurs costumes, dans ces solennités, usage qui donne ainsi plus de pompe à ces réunions, qui frappe vivement l'esprit de la jeunesse et qui lui atteste, par l'intérêt qu'on lui témoigne, le prix et l'importance qu'on attache à ses travaux. Rien de ce qui peut augmenter dans l'esprit de la jeunesse la grandeur de l'œuvre morale qu'elle est appelée à accomplir n'est à négliger et cette intervention officielle des corps les plus respectés de la société ne peut que frapper vivement ces

jeunes imaginations et leur faire prendre plus au sérieux encore les études qu'elle fait pour donner, à son tour, des citoyens utiles au pays.

M. Huart, recteur de l'Académie, qui, après avoir présidé, il y a dix mois, à l'inauguration du collège royal, avait voulu présider encore à la clôture de ses travaux, et témoigner ainsi de tout l'intérêt affectueux qu'il porte au nouvel établissement, que la ville de Bastia possède enfin, a ouvert la cérémonie en accordant la parole à M. David, professeur de rhétorique. Celui-ci a vivement excité et satisfait l'attention des auditeurs par le discours qu'il a prononcé, discours dans lequel des pensées fortes, vraies étaient exprimées dans un style énergique, élégant et plein de cette sève et de cette ardeur qui découlent d'un cœur chaleureux et convaincu. M. David avait pris, avec un grand bonheur de choix, un sujet utile et fécond à développer, à savoir, qu'aujourd'hui c'est au mérite seul, à ses efforts constants, infatigables qu'il est réservé non seulement de s'élever, mais encore de s'élever sans qu'aucune souffrance, aucune honte ne s'attache à cette élévation elle-même. Il a tracé, avec habileté et avec une grande mesure de pensées et d'expressions, les abus d'un temps passé, où beaucoup d'imperfection se mêlait à beaucoup de tentatives accomplies pour rompre avec un passé qu'on sentait instinctivement être mauvais et il a montré comment, aujourd'hui, tous les efforts de ceux qui veulent la gloire et la grandeur du pays, doivent s'attacher infatigablement à substituer de plus en plus les droits du travail victorieux aux droits déçus de la naissance, aux droits allant s'affaiblissant de plus en plus qui pourraient encore revendiquer un patronage qui demande à ses clients plutôt des services, plutôt de l'adulation complaisante que des talents et des vertus. M. David a traité avec une grande force cette thèse morale si belle, si utile à aborder devant la jeunesse, à laquelle on ne saurait de trop bonne heure faire entendre des leçons mâles et sévères et qu'on ne saurait trop promptement prévenir contre les moyens illégitimes et si funestes et pour le pays et pour les parvenus eux-mêmes, dont ils pourraient être tentés de se servir pour monter plus vite, en demandant à la faveur ce qu'ils ne doivent attendre que du mérite. M. David a rattaché habilement à cette belle exposition de pensées si vraies et si fécondes deux noms si chers à la Corse à l'histoire de la Corse, Napoléon et le duc d'Orléans : il a montré comment le premier avait tout dû non seulement à son génie supérieur, mais encore à son ardeur volontaire qui se portait au travail et qui ne l'a fait si grand que parce qu'il avait tout puisé en lui-même, montrant de la façon la plus éblouissante ce que peut l'homme quand il sait vouloir ; comment le second en était arrivé à conquérir l'affection confiante de tous parce qu'il avait mêlé son existence à celle du pays, dont il partageait toutes les idées, toutes les passions et toutes les espérances, et parce que, oubliant la grandeur de sa naissance, il n'avait voulu être prince que par l'étendue de ses connaissances variées qu'il devait à un travail opiniâtre, cons-

tant et qui faisait de lui le plus digne représentant de la jeunesse de nos jours, qui aspire à être la fille de ses œuvres. Voilà de grandes leçons à offrir à la jeunesse corse, de nobles ambitions à allumer en elle et M. David a parlé avec une parole si émue, si entraînante qu'il a dû porter la conviction dans son jeune auditoire, en même temps que l'autre auditoire plus calme, plus sérieux et plus nombreux, qui remplissait la chapelle du collège, applaudissait avec empressement et bonheur à une pensée si sympathique et si bonne et qui montre que l'Université n'a bandonné jamais les grandes traditions et les pensées qui viennent du cœur.

M. le proviseur a ensuite pris la parole et, dans un discours rempli de sages et paternelles préoccupations, il s'est adressé aux élèves pour leur rappeler, en quelques mots affectueux, les avis et les conseils qu'ils avaient eus à même de recevoir dans le courant de l'année. M. le recteur a alors pris la parole et dans un discours, qui témoigne vivement de la profonde affection qu'il porte au collège royal de Bastia et de sa confiance dans la sollicitude pour son avenir et sa prospérité, a rendu un compte exact et détaillé de la situation de cet établissement. Nous ne pourrions pas entrer dans les paroles de M. Huart, elles sont trop importantes, doivent exciter trop d'intérêt, et nous ferions de trop sages conseils pour les familles et la direction à donner aux études, pour que nous nous bornions à une simple analyse. Voici en quels termes M. le recteur de l'Académie de la Corse s'est exprimé :

« Messieurs,

« Il y a quelques mois à peine que nous étions réunis dans cette même enceinte pour y célébrer la fête de l'ouverture de notre beau collège royal. Je n'ai pas besoin de vous rappeler ici, Messieurs, avec quel enthousiasme la ville tout entière s'associa à cet acte qui réalisait, tout à la fois, les vœux du conseil municipal de Bastia et les promesses du gouvernement du roi.

« Les représentants élus de la cité recueillaient enfin, au milieu de la joie générale, la plus douce récompense de leur généreuse sollicitude, celle de voir arriver à bonne fin une entreprise qui avait exigé, de leur part, tant de travaux et tant de sacrifices.

« Ce souvenir a laissé dans tous les esprits des traces ineffaçables. On se rappelle encore avec émotion, les éloquentes paroles du pieux évêque d'Ajaccio qui avait bien voulu venir appeler sur cet établissement naissant les bénédictions du ciel. Quant à nous, nous aimons à croire aussi que les conseils que nous avons donnés dans cette solennelle cérémonie n'ont été oubliés par aucun de ceux auxquels ils s'adressaient. Nous émettions alors des vœux ; nous exprimions alors des espérances ; et, lorsque cette brillante assemblée se sépara, elle se donna, en quelque sorte, rendez-vous dans cette même enceinte, pour se retrouver face à face avec le collège à la fin de sa première année scolaire.

« Aussi, en nous retrouvant avec bonheur au



XI^e ANNÉE.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Etranger... 24
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 25 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

milieu de vous, dans cette même église où nous avons vu nos prières, sous l'impression des souvenirs que nous a laissés ce premier acte vital du collège, la première pensée qui se présente à nous est de trouver une solution à ces deux questions qu'il est si naturel de se poser : les vœux que nous émettions ensemble ont-ils été exaucés ? Les espérances communes que nous avions conçues ont-elles été remplies ?

Permettez-moi donc, Messieurs, pour répondre à ces questions si légitimes, de jeter un coup d'œil rapide sur la direction et les travaux du collège depuis son ouverture jusqu'à cette époque.

Le collège royal de Bastia s'est ouvert sous les auspices les plus favorables. Le proviseur appelé à le diriger, déjà connu dans le pays par toutes les belles qualités qui le distinguent, jouissait de l'estime et de la confiance publiques.

Le choix des autres fonctionnaires, dont le personnel se compose en partie de jeunes savants pleins de zèle et d'avenir, en partie d'hommes dans la force de l'âge qui, aux lumières acquises, joignent encore l'habileté que donne l'expérience, vint fournir de puissants motifs de plus à la confiance générale.

Aussi, avons-nous vu, en très peu de temps, dans un pays où jamais pensionnat n'avait existé, le nombre des pensionnaires s'élever à un chiffre qui dépassait toutes nos prévisions. De prime abord, le collège royal de Bastia se plaçait donc honorablement parmi les bons collèges du même ordre du continent, quoique d'une création plus ancienne. Ce premier succès qui assurait son existence matérielle, devait aussi en assurer le développement scientifique et moral. Car, c'est par l'émulation, qui ne regne ordinairement que dans les réunions nombreuses, c'est par l'émulation, espèce de vice qui équivaut presque à une vertu quand il est sagement gouverné, que les bonnes études se développent et prospèrent. N'en doutons pas, Messieurs, l'émulation des élèves réagit avec une remarquable puissance sur le travail même du professeur. Et, outre la pensée du devoir, l'homme, pour remplir ses fonctions avec zèle, a souvent besoin de l'encouragement puisé dans l'espérance du succès.

Ainsi donc, par le personnel des fonctionnaires et par le grand nombre des élèves qui affluaient de toutes parts, le collège réunissait, dès le principe, les éléments les plus sûrs d'une prospérité désormais hors de doute.

Aussi je m'empresse, Messieurs, et j'espère que vous serez tous d'accord avec moi, je m'empresse de dire hautement que la direction générale, la discipline et la gestion économique ont présenté les résultats les plus satisfaisants. Nous avons trouvé dans les administrateurs du collège les qualités essentielles, j'allais dire les vertus qu'ils doivent posséder. Nous avons trouvé en eux, l'amour intelligent de la jeunesse, une surveillance active, une grande fermeté de caractère, une politesse franche et aimable qui part du cœur, beaucoup de droiture d'esprit, de l'impartialité, de la justice.

L'administration, malgré les difficultés de tout genre qui ont embarrassé sa marche, a donc répondu dignement aux espérances du pays, et en rendant justice au Proviseur et à ses estimables collaborateurs qui l'ont si bien secondé, je suis heureux de pouvoir dire que je ne suis ici que l'écho de l'opinion publique.

A l'éducation morale qui résulte de tout l'ensemble de la vie régulière d'un collège, l'éducation religieuse est venue prêter son indispensable appui. L'instruction religieuse a été donnée avec beaucoup de succès par un pieux et savant aumônier que nous connaissons depuis longtemps et que nous avons indiqué nous-mêmes au choix de M. le Ministre de l'Instruction publique. Les familles ont eu la consolation de voir leurs jeunes enfants s'abreuver avec délices aux sources sacrées de la religion, en remplissant pieusement tous les devoirs et se pénétrant de la sainteté de ses maximes. Grâce aux excellentes instructions du prêtre dont ils écoutaient la parole avec tant de bonheur, leur jeune intelligence a su s'élever jusqu'à la mystérieuse sublimité des dogmes du christianisme, et à la pratique sincère des prescriptions de sa divine morale.

L'instruction littéraire, historique et philosophique s'est développée d'une manière remarquable. Les méthodes ont été améliorées : la science des maîtres a déjà réagi avec avantage sur les études en général. Cependant, n'hâtons pas à le dire, dans beaucoup de classes, et surtout dans les classes supérieures, les éléments étaient encore trop imparfaits, les études premières trop incomplètes, pour qu'on pût espérer des résultats supérieurs à ceux que l'on a obtenus. Ce n'est que peu à peu que les classes arriveront à leur hauteur absolue. Le talent des maîtres est incontestable : leurs efforts sont dignes des plus grands éloges, et justifiés, si cette justification était nécessaire, par les progrès sensibles de quelques élèves exceptionnels ; mais, quoique nous soyons dans un siècle de progrès, on n'est point encore parvenu, que je sache, à convertir le plomb en or. J'ajouterai néanmoins que les études littéraires ont besoin d'être fortifiées. Il faut les encourager le plus possible : il faut lutter avec persévérance contre le mauvais vouloir de quelques esprits chagrins qui demandent à faire disparaître du programme de nos collèges l'étude vivifiante des littératures anciennes. Ils ont beau faire : on n'a pas plus raison contre le bon sens que contre le droit. Il y a dans les masses, même dans les esprits les plus vulgaires, quand le vice ne les a pas dépravés, une espèce d'instinct providentiel qui fait démêler le vrai du faux et repousser les vaines théories malgré le prestige du talent avec lequel on les présente. Les masses ne se rendent pas compte de la répulsion qu'elles éprouvent, mais elles obéissent en cela à la volonté souveraine qui règle les sociétés. C'est qu'en effet celui qui a pu dire à la fureur des flots : tu viendras jusqu'ici, et tu n'iras pas au delà, a dû également opposer aux folles doctrines une digue puissante pour en arrêter les effets. Cette digue, c'est le bon sens, le sens commun, plus rare sans doute que son nom ne semble l'indiquer, mais qui n'en circule pas moins dans les nations qu'il dirige même à leur insu.

Les classes élémentaires, cette précieuse pépinière, cette brillante espérance de l'avenir, ont été très nombreuses cette année. Mais, dans le principe, elles ont marché avec quelque lenteur et avec quelque embarras. Nous n'avions pu, dès les premiers jours, en raison même de notre position insulaire, réunir le personnel indispensable pour la direction des salles d'étude et des classes élémentaires. Il a fallu tout le zèle de nos jeunes maîtres pour remplir avec une bien louable persévérance le double travail que l'on était obligé de leur demander.

La classe de 8^e d'ailleurs était trop nombreuse pour qu'elle pût, sous un seul maître, donner de bons résultats. Nous avons dû solliciter et nous avons obtenu de M. le Ministre de l'Instruction publique l'autorisation de former immédiatement deux divisions dans cette classe. Dès lors les trois classes élémentaires dirigées avec talent par trois maîtres habiles ont rapidement réparé les lacunes dont nous venons de parler et donnent pour l'avenir les espérances les mieux fondées.

Les cours industriels ont été suivis par un très grand nombre d'élèves : grâce à leur bonne

organisation, et au talent des maîtres qui en sont chargés, on peut espérer et l'épreuve de cette année l'a déjà démontré, qu'ils rendront en peu de temps de grands services à la partie de la jeunesse en faveur de laquelle ils ont été établis.

Les classes de sciences, Messieurs, sont loin d'être ce que nous désirerions qu'elles fussent dans l'intérêt du pays. Mais, hâtons-nous de le dire. Ce n'est point la science qui a failli aux élèves : ce sont les élèves qui ont failli à la science. Les cours de mathématiques spéciales et de mathématiques élémentaires n'ont pu être faits faute d'élèves ! Les conférences ont donné fort peu de résultats : et l'on a droit de s'étonner de l'espèce de répugnance qui se manifeste dans ce pays pour les études scientifiques qui cependant, plus que toutes les autres, conduisent à des résultats positifs et presque immédiatement pratiques. Nous ignorons ce que l'avenir nous prépare à ce sujet : mais nous avons dû signaler un fait qui n'est pas nouveau, il est vrai, mais qui se reproduit régulièrement chaque année avec une persistance inexplicable. Ce fait est d'autant plus étonnant que l'aptitude des jeunes Corses aux mathématiques n'est point douteuse pour nous. Ne voyons-nous pas, en effet, dans une autre ville de ce même département le cours de sciences suivies avec succès, et le collège d'Ajaccio assez fréquemment représenté à l'école polytechnique, à l'école centrale, ainsi que dans une multitude d'emplois à la disposition des ingénieurs des ponts et chaussées ? Je livre cette observation aux méditations des pères de famille et à celle des élèves.

De cet exposé rapide de l'état actuel de notre collège royal, il résulte évidemment, Messieurs, que sans quelques légères exceptions, tout a répondu en grande partie aux espérances que nous avions conçues. Cette première année d'épreuves si difficiles, si délicates, a donc été satisfaisante sous presque tous les rapports. L'ensemble est bon : les détails ne pourront que s'améliorer. Comptons, Messieurs, pour obtenir ce que nous manque encore, sur le concours de cette commission administrative qui a donné tant de preuves d'intérêt au collège par l'exactitude avec laquelle elle s'est constamment occupée de l'honorable et importante mission qui lui a été confiée. Comptons sur le zèle, sur le dévouement, sur le talent de tous les fonctionnaires du collège. Le mouvement est largement imprimé : marchez donc, messieurs les fonctionnaires du collège royal, marchez avec courage dans la voie que vous avez ouverte devant vous : marchez, le pays n'oubliera pas les difficultés que vous avez eues à vaincre, il saura rendre justice à la généreuse constance de vos efforts.

Et vous, jeunes élèves, vous dont la juste impatience m'accuse sans doute de retarder trop longtemps l'instant de votre triomphe, j'ai besoin de vous adresser avant quelques mois avant de nous séparer.

L'année dernière, je vous disais que, vous aussi, vous auriez votre part dans la gloire et dans l'avenir de votre collège : je vous disais que sans vous, sans votre concours, sans votre bonne volonté, vos maîtres ne pourraient rien. Or, avez-vous bien compris les conseils que je vous donnais alors ? et surtout les avez-vous constamment suivis ? Votre conduite, votre travail ont-ils toujours complètement répondu à nos espérances ?

Jeunes élèves, j'ai suivi vos travaux de cette année avec une scrupuleuse attention. Une correspondance active me tenait chaque jour au courant de tout ce qui vous concernait. Chaque trimestre m'apportait des notes détaillées sur votre conduite, vos mœurs, votre esprit religieux, votre travail, vos études, vos progrès. D'autres notes hebdomadaires me révélaient avec exacti-

tude les faits principaux relatifs à chacun de vous dans sa division et dans sa classe ; et j'étais heureux lorsque votre excellent proviseur pouvait me dire : « cette semaine a été bonne : il y a eu un bon travail et bonne conduite : nous n'avons eu que peu de punitions à infliger. Tel élève s'est fait remarquer par sa bonne tenue, tel autre a obtenu tel succès dans sa classe, celui-ci a été sensible aux conseils qu'on lui a donnés et il s'est corrigé, celui-là a persisté pendant quelque temps dans une assez mauvaise voie, mais enfin il en est sorti. »

Et de la lecture comparée de toutes ces notes, j'ai pu me rendre un compte exact de la situation morale du collège et de chacun de vous en particulier.

Eh bien ! mes chers amis, après avoir rendu justice à vos maîtres, je regarde aussi comme un encouragement qui vous est dû de proclamer, en présence de vos familles, en présence de tous ces hommes honorables qui sont venus avec tant d'empressement applaudir à vos premiers succès, qu'en général vous vous êtes montrés animés d'un bon esprit, que les lois de la discipline ont été presque toujours observées avec exactitude, que le travail pour plusieurs a été satisfaisant et qu'en somme les progrès ont été réels et sensibles. Continuez donc, jeunes élèves, à suivre les bons conseils que vous recevez dans cette maison. Continuez à développer, sous cette salutaire influence, les bonnes qualités qui vous distinguent. Oui, ainsi que viennent de vous le dire avec autant d'éloquence que de vérité les deux orateurs dont la voix touchante vous a si profondément émus, continuez, jeunes élèves, continuez dans cet asile de la science et de la vertu, continuez à cultiver à la fois votre esprit et votre cœur. Car, ne l'oubliez jamais, ce n'est qu'en réunissant aux trésors de l'intelligence les nobles inspirations du cœur que vous vous rendrez dignes des destinées que la Providence vous réserve.

Après ce discours, qui a été écouté avec la plus vive satisfaction et qui a été suivi de nombreux applaudissements, M. le censeur du collège royal a proclamé le nom des élèves qui ont remporté les prix et les accessits. L'abondance des matières nous force de renvoyer à notre prochain numéro la publication des noms des lauréats. Nous citerons seulement ici ceux des élèves qui se sont le plus distingués et dont les noms sont revenus plus souvent : dans les classes supérieures, MM. Ferrand (Charles), Frison (Vincent), Ferrand (Joseph), Camoin-Vence, Baidelli, de Bastia, Filippi (Pierre) de Vescovato ; dans les classes inférieures MM. Casale, Brisset, Tarrigo, Fabiani (Antoine), Vannucci, de Bastia.

Nous avons promis de revenir sur les attaques inconcevables dirigées par le *Progressif* contre le vérificateur des poids et mesures de l'arrondissement de Bastia. Nous accomplissons aujourd'hui notre promesse. L'établissement de l'unité des poids et mesures est une amélioration très importante pour qu'il puisse être permis de défigurer les principes, de dénaturer les faits, de substituer à une critique régulière d'odieuses personnalités et d'exciter ainsi une résistance aveugle que tous les esprits devraient, au contraire, chercher à combattre et à éclairer.

L'article du *Progressif* articule deux griefs : d'abord le vérificateur multiplierait à plaisir le nombre des personnes astreintes à posséder la collection des nouvelles mesures, et ensuite il n'agirait de la sorte que pour profiter d'un prétendu monopole qu'il aurait créé et en débitant ses poids et mesures, il se créerait un bénéfice illégitime. Voyons ce qu'il y a de fondé dans ces assertions et si, ce que nous démontrons, elles ne

reposent sur rien ; si les principes de la matière, si les faits leur donnent un éclatant démenti, nous laisserons à l'opinion publique le soin de caractériser de semblables attaques. Il s'agit ici d'un intérêt public, général ; il ne faut pas que d'odieuses préjugés s'accroissent et viennent gêner l'exécution de la loi. Eh bien ! que dit la loi à cet égard ?

En vertu de l'art. 8 de la loi du 4 juillet 1837, les articles 15, 33 et 55 de l'ordonnance royale du 17 avril 1839 ont conservé aux préfets la faculté de dresser le tableau des professions assujetties à la vérification et à l'assortiment des poids et mesures dont chaque assujetti est tenu de se pourvoir, ainsi que de prendre des arrêtés pour assurer l'adoption du système métrique des poids et mesures.

Aux termes de cette ordonnance, les rôles des rétributions, dont la perception est faite au profit de l'Etat, conformément à loi annuelle de finances, sont dressés par les directeurs des contributions directes et rendus exécutoires par les préfets.

En exécution des actes législatifs ci-dessus rappelés, le préfet de la Corse, comme tous les préfets de la France, a pris le 20 novembre 1839 un arrêté réglementaire, qui a reçu la sanction ministérielle le 18 décembre suivant. Cet acte fixe le minimum de l'assortiment des poids et mesures obligatoires dans ce département à dater du 1^{er} janvier 1840. Dans le tableau qui accompagne ce règlement, sont désignés comme assujettis les propriétaires de céréales, de grains, légumes, charbonniers et autres farineux, de vin, d'huile, etc. L'article 4 porte : « que passé le 1^{er} janvier 1840, tous les assujettis de quelle classe que ce soit, qui ne pourront présenter au vérificateur les poids et mesures dont ils doivent être pourvus seront considérés comme employant des poids et mesures autres que ceux établis par la loi, et punis d'après l'article 471 (art. 15) du code pénal, etc. »

Dans les arrêtés relatifs à la vérification périodique il est toujours enjoint : 1^o à tout assujetti de présenter au vérificateur l'assortiment obligatoire prescrit ; 2^o aux vérificateurs de constater les contraventions prévues par les lois et règlements ; 3^o aux autorités locales de seconder ces employés.

Dans sa session de 1833, le conseil général de la Corse demanda que les propriétaires fussent mis en dehors des professions assujetties aux poids et mesures, dans lesquelles ce corps pensait qu'on ne devrait comprendre que les patentables. Voici en quels termes une décision ministérielle a été rendue le 29 octobre 1833. « La loi n'établissant pas de différence entre ceux qui font usage de poids et mesures, il ne peut être donné suite à la proposition faite par le conseil général ; car il est certain que d'autres classes de citoyens que les patentables emploient ces instruments comme règle, et que d'ailleurs l'article 5 de l'ordonnance royale du 21 décembre 1832 s'en est formellement expliqué. »

En conséquence, les rôles des assujettis, doivent continuer à être établis de la même manière qu'ils l'ont été jusqu'ici. Cette doctrine de M. le ministre s'accorde avec le système de la loi du 29 prairial an IX, portant : « qu'aucun citoyen ne pourra employer pour peser et mesurer les matières de commerce que des poids et mesures vérifiés et étalonnés. »

D'après le *Progressif* il n'y aurait, sur cette matière, dans notre législation que des termes prohibitifs et non des dispositions impératives pour la possession des poids et mesures qu'elle a établis.

Recitons cette assertion erronée en citant un

des nombreux jugements rendus par la cour de cassation et qui font partie de la jurisprudence de la cour souveraine.

Le 22 juin 1821, quelques assujettis de Jouxac (Charente inférieure) ayant été constatés en contravention pour défaut d'assortiment obligatoire furent condamnés à l'amende par le tribunal de police. Sur l'appel des condamnés, le tribunal correctionnel de la même ville les acquitta, se fondant sur ce, qu'aucune loi ne punissait comme contravenant ceux qui n'ont pas un certain nombre de poids, mais ceux qui en emploient de faux ou de prohibés ; que quand à ceux qui ne se sont trouvés pourvus d'aucun poids ils en sont dispensés, l'autorité locale ayant décidé qu'il ne leur étaient pas utiles.

Le 9 août 1821, la cour suprême cassa ce dernier jugement, sur la réquisition lumineusement motivée de son procureur général, qui prouve par la législation en vigueur à cette époque la et par la doctrine consacrée par plusieurs arrêts que le tribunal correctionnel de Jouxac était tombé dans une erreur sensible en méconnaissant la compétence de l'autorité administrative pour le fait dont il s'agit.

Remarquons bien que cette question fut élevée et décidée longtemps avant la promulgation de l'article 471 (n° 15) du code pénal, de la loi de 1837 et des règlements qui y font suite ; et que depuis lors le principe établi par cette décision n'a plus besoin de commentaire.

Pour s'en convaincre il suffit de jeter un coup d'œil sur l'exposé des motifs de la loi de 1837 et sur les rapports des commissions des chambres. On y verra les vues du législateur et le but qu'il désire atteindre. La citation de quelques phrases démontrera cette vérité.

« Le législateur de 1812 n'avait pas suffisamment compris que c'était les habitudes du peuple et non ses besoins qui avaient résisté à l'adoption du système métrique ; si les besoins de l'homme sont quelque chose de permanent, que la législation ne peut modifier, il n'en est pas de même de ses habitudes, simples accidents, qu'il est toujours possible de vaincre, de dominer après plus ou moins de temps, plus ou moins d'efforts. Ce n'est qu'en exerçant une certaine violence sur les habitudes, que l'on peut déraciner des usages consacrés par le temps. Une résistance plus soutenue, une lutte plus opiniâtre contre les habitudes paresseuses et routinières auraient triomphé après 1812, et le système métrique serait aujourd'hui généralement adopté. »

Tout indique qu'en rendant le système métrique obligatoire par tout, et pour tous, on n'exigera rien d'impossible, et on établira définitivement l'uniformité des poids et mesures.

Il résulte par conséquent des dispositions législatives et réglementaires qui régissent cette matière, que les états matrices et les rôles des assujettis aux poids et mesures qui servent de base aux opérations des vérificateurs ne sont pas établis depuis 1840 seulement, et que ce n'est pas arbitrairement que ces employés peuvent changer ces bases.

Des instructions et règlements analysés dans un ouvrage récent et officiel sur ce service, constatent, en effet, que toute réclamation tendant à obtenir, soit la déclassification, soit une modification du tableau des assujettis, doit être formulée et instruite comme en matière de contributions directes, et que l'appel contre une décision administrative, en l'espèce, doit être porté devant le ministre de l'agriculture et du commerce.

L'article 160 du même ouvrage porte : les réclamations doivent être formées par les assujettis eux-mêmes et les vérificateurs ne peuvent, dans aucun cas, se mettre à leur lieu et place.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger 24
PRIX D'INSERTION.
Divertissement 40 c
Judiciaires 35 c
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

CE JOURNAL

PARAIT

TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jémites.

A Paris, à l'Office de Correspondance de L. JOLIVET et C^e, place de la Bourse, N° 5, où l'on reçoit les Abonnés.

Bastia.

Tableau des affaires criminelles portées aux assises du 3^e trimestre de 1844.

19 août. Serra Balmo, domicilié à Sartene; meurtre et blessures.
20 id. Battesti Marie-Vidonia, à Ste-Lucie; meurtre.
21 id. Lorenzi Ours-Pierre, à Campile; meurtre.
22 id. Andreani, Charles Jean, à Cognacoli; id.
Même jour. Volpe, Charles-François et Paoli Pierre, à Occhiatina; faux témoignage en matière correctionnelle.
23 id. Gatti Joseph, à Modène; blessures graves.
Même jour. Vargiarelli Xavier, à Calcatoggio; tentative de meurtre.
24 id. Prosperi Philippe et Desanti Antoine, à Ajaccio; meurtre et blessures.
25 id. Arrighi Marius, à Corte; tent. d'assass.
26 id. Tomasini Jean, à St-Antonino; vol.
28 id. Benetier Jean-Marcellus, à Vescovato; faux en écriture publique et contumace.
29 id. Molinari Blaise, Rabaglia Charles, à Parme, et Luca Marie, à Canavaggio; vol domest.
30 id. Scipioni Xavier, à Vescovato; tent. de m.
Même jour. Franchi François, à Cassano; destr. d'un canal de conduite d'eau.
31 id. Pericchi Pierre, à Sisco; attentat aux droits civiques.
1^{er} septembre. Belgodere Jean-Georges, et Camilli Camille, à Pietralba; meurt. et tent. de meurt.
3 id. Marini Georges, à Calenzana; bless. grav.
Même jour. Moggia François et Bernardini Sébastien, à Bastia; attentat à la pudeur.
4 id. Mozziconacci Bernardin, à Sartene; tentat. d'empoisonnement.
6 id. Simonetti Magdeleine, à Calcatoggio; infanticide.
Même jour. Pietri Antoine, à Bagnano; ...
7 id. Padinielli François, à Vignalella; assassin.
9 id. Marchetti François-Marie, à Luoghignano; tentative de meurtre.
Même jour. Colombani Ph., à Zaiana, tent. d'ass.
10 id. Santamaria Pierre, à Oletta; incendie.
12 id. Versini Ignace, à Ajaccio; assassinat.

Le *Progressif* publia, dans son N° du 13 juin dernier, (n° 74) sous le titre : *Abonnement forcé au journal de la préfecture*. — *Salaire d'une institutrice qui n'existe pas*. — *Gaspillage de fonds communaux*, une délibération par laquelle le conseil municipal de la commune de Casabianca, se fondant sur des faits erronés et que la mauvaise foi oserait seule alléguer, protestait dans des termes fort peu mesurés, contre de prétendus actes de mauvaise administration, des abus de pouvoir et des détournements de fonds communaux.

Les griefs articulés dans cette protestation portaient sur ce que ladite commune aurait été imposée d'office de la somme de 50 fr. pour payer un abonnement forcé au *Journal de la Corse*, et qu'on aurait compris parmi les dépenses celle du

traitement d'une institutrice, tandis qu'il n'y en a jamais eu, etc., etc.

Quelques-uns des documents qui ont trait à ces prétendus gaspillages nous étant tombés sous les yeux, nous nous bornons à en rapporter textuellement un, et à donner sur les autres faits des explications très succinctes, mais dont la lucidité égalera l'exactitude.

Le public aura lieu d'éclaircir son opinion sur les mille et une vérités que le *Progressif* ne cesse de publier et que la saine raison sait apprécier à leur juste valeur.

Le conseil municipal de la commune de Casabianca, réuni extraordinairement en vertu de l'autorisation de M. le sous-préfet de Bastia, sous la présidence de M. le maire, présents les membres et assistés des plus forts contribuables soussignés, afin de pourvoir à l'insuffisance des revenus ordinaires de la commune.

Considérant, que le budget approuvé pour 1843 présente un déficit de 12 fr. 93 c.; et qu'à défaut de ressources, ledit budget ne comprend pas diverses dépenses déclarées obligatoires et désignées comme telles dans les 5, 6, 7 et 21 de l'article 30 de la loi du 18 juillet 1837, bien qu'il n'ait été alloué pour quelques-unes, que des crédits insuffisants, qui devraient être portés à la somme de 37 fr. 05 c.

Qu'en conséquence il reste à pourvoir au paiement de la somme de 50 fr.

Considérant, que les dépenses à faire sont indispensables, et que la commune ne peut y pourvoir qu'en obtenant l'autorisation de s'imposer extraordinairement.

Est d'avis : qu'elle soit autorisée à s'imposer jusqu'à concurrence de la somme de 50 fr., tant pour combler le déficit précité, que pour subvenir à l'insuffisance des revenus qui doivent être affectés aux dépenses obligatoires de l'exercice 1842.

Fait et délibéré à Casabianca, le 4 avril 1842.

(Suivent les signatures.)

Par suite de ce vote, dont la légalité et l'opportunité ne sauraient être révoquées en doute, M. le préfet de la Corse, par un arrêté motivé du 15 septembre 1842, autorisa la commune de Casabianca, ainsi que diverses autres communes de ce département à s'imposer extraordinairement pour le même objet. L'imposition votée ne put être comprise qu'aux rôles généraux de 1843, attendu que l'année 1842 était presque à son terme.

Voilà les conclusions forcées que le *Progressif* déduisait d'une protestation émanée d'un conseil municipal. Voilà une imposition d'office, un abonnement forcé.

Examinons un instant la prétendue dépense de l'institutrice.

Pour résoudre cette question, il n'y a pas besoin d'avoir des connaissances spéciales sur la comptabilité communale; les yeux et le bon sens suffisent pour voir la simplicité de cette grosse bevue que le conseil municipal d'abord, et le *Progressif* après lui, ont bien voulu commettre.

Les budgets, ainsi que les comptes municipaux sont établis sur des cadres imprimés qui

présentent par des titres et chapitres distincts, 1^o les recettes, 2^o les dépenses; les uns et les autres se divisent en obligatoires et facultatives. Les recettes ainsi que les dépenses obligatoires, étant déterminées par la loi du 18 juillet 1837, leurs articles sont imprimés sur les cadres susdits.

Parmi ces dernières se trouvent :

1^o Le traitement de l'institutrice.....
2^o id. de l'institutrice.....
3^o Le loyer de la maison d'école.....

En regard de la colonne qui indique la nature des dépenses, se trouvent diverses autres colonnes destinées à recevoir les chiffres représentant les crédits proposés 1^o par la municipalité, 2^o par le sous-préfet, 3^o alloués par le préfet. Il est aisé de voir la petite distance qui existe entre l'un et l'autre des articles de dépenses sus-énoncées, et de reconnaître qu'il faudrait que des lignes au crayon fussent tracées pour que les chiffres correspondant à chaque article de dépense pussent se trouver parfaitement vis-à-vis de la nature du crédit demandé ou alloué. Eh bien, soit-on en quoi consiste le gaspillage, qui a donné lieu à la protestation émanée rapportée par le *Progressif*?

C'est que la municipalité qui a établi le budget de 1843, ou le receveur municipal, n'ont pu être pas en le coup d'œil assez juste pour placer le chiffre 100 fr. réellement destiné (dans cette commune, comme dans toutes celles de la Corse) au loyer de la maison d'école, parfaitement en regard de cet article de dépense; et que l'œil géométrique des conseillers municipaux délibérants ont cru voir placé vis-à-vis le mot *institutrice*; mais est-ce en jouant sur les mots qu'on doit traiter des affaires aussi sérieuses, qu'on doit protester et jeter la déconsidération et le mépris contre l'autorité?

Il est très facile cependant de reconnaître de suite la vérité dans cette affaire. Les pièces justificatives de dépenses accompagnent le compte de gestion. Ce dernier indiquait bien la dépense en question, (voir pièces n° 51).

Si on eût examiné cette pièce on aurait acquis la certitude que, sur le crédit de 100 fr. affecté au loyer de la maison d'école, le receveur municipal n'avait payé en 1843 que 25 fr. et que la somme de 75 fr. était restée sans emploi, et forme dès lors reliquat.

On ne peut pas traiter au fond pour le moment l'article relatif aux réparations de la fontaine publique, etc.

M. le maire qui les a fait faire est décédé depuis un an. On connaît le proverbe qui dit : *que les absents et les morts ont toujours tort*.

Toutefois un fait important sera cité non sans à propos en cette circonstance. Les élections de 1843 ne pouvant pas éloigner ce maire des affaires municipales, ses ennemis inventèrent un expédient très édifiant.

Le voici : une démission écrite et signée du nom du maire fut envoyée à M. le préfet. Avant de demander des candidats pour son remplacement l'administration de l'arrondissement qui regretta l'éloignement de ce maire, lui demanda s'il persistait à se démettre. Il fut reconnu que la

Les états matrices de l'année précédente doivent dès lors former la base des opérations de la vérification suivante, dont les détails doivent être consignés dans un registre coté et paraphé, qui est fourni par le ministère, et sur lequel le vérificateur doit annoter entr'autres détails, si l'assujetti (pour chacun desquels une case est destinée) possède l'assortiment obligatoire. Dans le cas de négative, le vérificateur est placé dans l'alternative, ou de consigner une fausse annotation, indiquant comme pourvu l'assujetti qui ne l'est pas, et qui ne lui a pas justifié d'un arrêté préfectoral de radiation du tableau, ou de le constater en convention par le fait.

Il est dit dans l'article 181 du code du vérificateur :

« Les vérificateurs sont tenus de constater toutes les contraventions qu'ils découvrent; l'usage qui s'est généralement introduit d'accorder un délai aux contrevenants pour régulariser leur position, est (en tant qu'il est la règle et non l'exception) une violation flagrante des principes consacrés par la jurisprudence : une contravention existe indépendamment de toute considération. En ne la constatant pas sur le champ, le vérificateur méconnaît son devoir et fait usage d'une faculté qu'il n'a pas, et dont l'article 1^{er} du code d'instruction criminelle lui interdit même expressément l'usage. »

Ces explications puisées dans la législation et les instructions en vigueur, prouveront au public impartial, si c'est pour vendre des poids et des mesures que le vérificateur de Bastia a souvent constaté en contravention des assujettis qui étaient dépourvus et qui n'ont pas voulu se pourvoir des poids ou des mesures les plus essentiels aux transactions commerciales qu'ils sont en état de faire.

La question de principe est donc suffisamment établie. On le voit, rien n'est laissé à l'arbitraire du vérificateur des poids et des mesures. La tâche lui est sévèrement, inflexiblement tracée. Sa position et ses obligations sont analogues à celles du percepteur des contributions et l'un pas plus que l'autre ne peut ajouter ou retrancher des rôles qui lui sont remis. Que deviennent dès lors les assertions du *Progressif*?

Mais au moins, dira ce journal, dans l'exécution de la loi, le vérificateur de l'arrondissement de Bastia a montré une sévérité, une exigence qui ont excité de justes plaintes et qui ont pour résultat de contraindre les propriétaires à se pourvoir, près de lui, des mesures et poids prescrits. Voyons si cette seconde accusation sera plus fondée que la première.

Dans l'exécution de la loi, M. le vérificateur de l'arrondissement de Bastia a apporté les plus grands ménagements. Alors qu'il aurait pu se borner à ne faire connaître que par un ban public et deux jours à l'avance son inspection dans chaque commune, il a voulu qu'un avis individuel fût en outre adressé à chaque personne portée sur les rôles, afin que nul ne fût surpris et ce n'a été que contre la mauvaise foi bien prouvée ou la mauvaise volonté qu'il s'est décidé à sévir et avant d'en venir là il a appelé, dans ses rapports, l'attention de l'autorité supérieure sur la difficulté de faire exécuter la loi et sur les ménagements à apporter à cet égard. Pendant les années 1840 et les suivantes, il n'a cessé d'avertir et d'employer les conseils et les moyens de persuasion, et ce n'a été qu'en désespoir de cause et pour se conformer à la loi et à ses instructions qu'il a dû faire exécuter les prescriptions légales.

Enfin, et ce qui prouve jusqu'à l'évidence que les accusations du *Progressif* sont dénuées de toute espèce de fondement, c'est que le vérificateur des poids et mesures de l'arrondissement de Ba-

stia, auquel il reproche avec si peu de raison de s'être efforcé de constituer un monopole en sa faveur, a fait, au contraire, tous ses efforts pour introduire dans l'arrondissement la confection des poids par l'industrie privée. Ainsi jusqu'en 1840 il n'y avait à Bastia qu'un seul et unique constructeur de balances et un seul fabricant d'instruments de mesurage et de pesage et c'est sur les instances de ce même employé que deux nouveaux fabricants ou constructeurs se sont établis à Bastia et cinq sur différents points de l'arrondissement, de manière à rendre les poids et mesures prescrits par la loi d'un achat commode et facile. Indépendamment de cette espèce de création d'industries nouvelles, excitées, encouragées par le vérificateur, un fabricant de balances est transporté de l'arrondissement de Calvi dans celui de Bastia; un constructeur de mesures en bois s'est établi au centre des cantons les plus populeux; trois ferblantiers se sont occupés à fabriquer des mesures pour les liquides et plusieurs fabricants se sont rendus dans tous les cantons pour faciliter aux assujettis, légalement établis, l'exécution de la loi, car il paraissait à M. le vérificateur qu'il était en quelque sorte vexatoire de mettre ces personnes dans l'obligation de faire au chef-lieu un voyage qui leur coûterait le double ou le triple de la valeur des objets dont la loi leur faisait une impérieuse nécessité de se pourvoir.

Ainsi voilà, il faut l'avouer, un singulier monopole qui aurait pu profiter de l'état des choses, de la pénurie de constructeurs ou de vendeurs des instruments de pesage, mesurage, etc., et qui, au lieu de cela, fait tout ce qui est en lui pour appeler la libre concurrence et mettre tous ces objets à la portée la plus facile et la moins dispendieuse des assujettis! Mais il y a encore plus : c'est qu'alors qu'aux termes de la loi, il aurait pu et dû forcer chacun des assujettis à avoir l'assortiment complet et obligatoire, il n'en a rien fait cependant. Encore un coup, c'est là un étrange monopole!

Enfin, veut-on savoir par des chiffres, que nous avons tout lieu de croire exacts, où en est en Corse l'exécution de la loi sur les poids et mesures? Le nombre des assujettis, portés sur les rôles, dressés par le directeur des contributions directes est, pour cet arrondissement, de 5,000 fr. environ, sur ce nombre 2,670 sont des commerçants ayant magasin ouvert au public; 2,330 sont des propriétaires débitants les produits de leurs terrains. Eh bien! en 1842, les assujettis non pourvus étaient au nombre de 1,580 et en 1843 de 2,006, en tout 3,586. Chiffres qui prouvent que les prétendues vues spéculatives du monopole et que la propagation du système ne sont ni aussi redoutables ni aussi rapides que le prétend le *Progressif*.

Arrivons au reproche le plus grave que le *Progressif* adresse au vérificateur de Bastia, et à ses complices.

Les états matrices de la vérification périodique présentent, terme moyen, 3,100 assujettis par année, dont 1,000 appartiennent à la ville de Bastia.

La moyenne des taxes annuelles est de 2,500 fr. environ, dont 800 fr. pèvent sur la ville de Bastia, qui comprend deux cantons et le plus grand nombre d'assujettis.

Qu'on fasse bien attention que l'arrondissement est composé de 20 cantons, et que d'après les assertions du *Progressif* les droits de vérification devraient produire vingt mille francs.

Maintenant, comparez encore ces résultats officiels, avec les calculs chimériques du *Progressif* et jugez.

Pour savoir ensuite ce que devient tout cet argent des droits de la vérification, il n'y a pas besoin

de demander des explications à tous les vérificateurs, aux sous-préfets et au préfet de ce département.

Cette explication se trouve soit dans l'arrêté fondamental de l'an IX, soit dans l'ordonnance royale de 1825, soit dans la loi annuelle du budget de l'État. On y verra ce que le *Progressif* ne veut ou ne sait pas voir dans toutes les affaires où il voile la vérité pour faire parler son ressentiment ou sa mauvaise humeur.

Ce revenu de l'État perçu par les agents du trésor, et que le *Progressif* a grossi avec son microscope, suffit à peine pour payer les frais du service de la vérification.

Nous sommes arrivés à la fin de notre tâche. Nous avons détruit une à une toutes les accusations du *Progressif* et pour cela nous n'avons eu qu'à opposer les principes aux paradoxes, les faits à l'erreur. Nous laissons au bon sens public le soin de caractériser une polémique semblable à celle du *Progressif*, des attaques de la nature de celles que nous venons de repousser. Il est seulement étrange qu'un journal qui prétend chaque jour être calomnieux, quand on le réfute, ou quand on lui rappelle ses principes, ses actes, se montre si léger quand il s'agit d'attaquer, si facile à admettre toutes les rancunes et qui en vient aussi, pour soutenir la méprisante thèse qu'il a entrepris d'établir, de diatribes en diatribes, à faire la guerre à tout ce qui existe en Corse, hommes et choses, pour arriver à ne pas avoir même le triste plaisir de triompher dans la lutte si fautive et si maladroite qu'il a entreprise.

Sur trois élèves du collège royal de Bastia qui se sont présentés à l'examen du baccalauréat à Ajaccio, deux ont été reçus. Ils ont subi cet examen de manière à prouver que les études du collège royal étaient arrivées à un niveau qu'elles sont appelées à dépasser sans doute, mais à un niveau satisfaisant. Les deux élèves reçus ont ainsi dignement répondu à ce qu'on pouvait attendre d'eux.

M. Guillaubert, sous-intendant militaire de 1^{re} classe, f. f. d'intendant militaire de la 1^{re} division, a été promu au grade d'intendant militaire par ordonnance royale du 11 juillet 1844.

Dépêche télégraphique. — Tanger, le 10. Une lettre du pacha de Larache déclare, au nom de l'empereur, que ce prince désavoue formellement l'agression du 15 juin et qu'il a ordonné à son fils d'expulser les coupables des rangs de l'armée, en destituant les principaux chefs.

COMPENDIO
DEL MANUALE DELL'ARCICONFRATERNITA
DEL SANTISSIMO ED IMMACOLATO
CUORE DI MARIA
PER LA CONVERSIONE DEI PECCATORI.
Eretta in Parigi nella Parrocchia di N. S. delle Vittorie, a cui sono aggregate, con approvazione di Mgr Vescovo, molte Chiese di Corsica.
Opuscolo in-18° — Prezzo 30 centesimi.

CORS AUX PIEDS
OHENONS ET DURILLONS.
Le TAFREYAN GOMME de Paul Gage, est le seul qui en détruit la racine en quelques jours, sans douleur et sans salir la chaussure. Dépôt à Bastia chez M. Pomonti ph. (0971).
Le Gérant N. TARTAROLI.
BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.